

SOMMAIRE

- Résumé
- Liste des abréviations
- Liste des tableaux
- Liste des photos
- Liste des cartes
- Liste des figures
- Liste des annexes

1. INTRODUCTION

- 1.1. Contexte et justification
- 1.2. Objectifs du PCD
- 1.3. Structure du document

2. METHODOLOGIE

- 2.1. Préparation de l'ensemble du processus
- 2.2. Collecte des informations et traitement
- 2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie
- 2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation
- 2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

- 3.1. Localisation de la commune
- 3.2. Milieu biophysique
- 3.3. Milieu humain
- 3.4. Principales infrastructures par secteur
- 3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

- 4.1. Synthèse du DIC
- 4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

- 5.1. Vision et objectifs du PCD
- 5.2. Cadre logique par secteur
- 5.3. Coût estimatif du PCD
- 5.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

6. PROGRAMMATION

- 6.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires
- 6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT
 - 6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels
 - 6.2.2. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables
 - 6.2.3. Plan sommaire de gestion de l'environnement
- 6.3. Plan d'investissement annuel (PIA)
 - 6.3.1. Ressources mobilisables et échéances
 - 6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année)
 - 6.3.3. Plan de financement du PIA
- 6.4. Plan de Passation des marchés du PIA

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION :

- 7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD
- 7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)
- 7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting
- 7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

9. Synthèses des besoins et plans d'actions des villages de la commune

BIBLIOGRAPHIE

ANNEX

Résumé

Dans le cadre de la mission d'appui à la Commune d'Arrondissement de Garoua II, mise en œuvre par le PNDP, APESS s'est vue attribuer la responsabilité d'accompagner cette Commune dans l'élaboration de son Plan de Développement (PCD). A cet effet, une équipe aux compétences pluridisciplinaires, a séjourné dans la Commune d'Arrondissement de Garoua II du mois de Décembre 2010 au mois de Juillet 2011. L'objectif de cette descente sur le terrain est d'appuyer cette Commune dans la définition des orientations du développement devant servir de référence à toutes les activités principales à mener.

L'approche méthodologique utilisée a consisté en une succession de consultations publiques comprenant : des travaux de groupes, des séances plénières, des entretiens semi-structurés, de la visualisation, des sondages d'opinion et de l'observation participante. Durant toute l'intervention, l'accent a été mis sur la participation effective de toutes les parties prenantes dans toutes les phases du processus. Les résultats obtenus présentent une grande variabilité.

Le diagnostic participatif révèle entre autres une insuffisance de la Commune en termes d'infrastructures sociales et économiques, un faible développement des économies locales, un faible développement organisationnel et institutionnel au sein de la Mairie, et une relative disponibilité de ressources naturelles.

La Commune d'Arrondissement de Garoua II connaît de nombreux problèmes dont les plus urgents ont été regroupés par grands thèmes de la manière suivante :

- Difficulté d'accès aux services sociaux de base ;
- Développement anarchique de certains quartiers ;
- Faible capacité d'intervention de la mairie ;
- Insalubrité ;
- Faible /mauvaise valorisation des potentialités et ressources locales.

L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques à travers lesquels la Commune pourra agir pendant les 5 prochaines années. Ces derniers sont au nombre de quatre :

- 1. Faciliter l'accès aux services sociaux de base,**
- 2. Améliorer le cadre urbain ;**
- 3. Améliorer la capacité d'intervention de la commune ;**
- 4. Gérer durablement les ressources naturelles et autres potentialités locales.**

A l'issue du processus et après concertations élargies, un Comité Communal de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre du PCD (CCSEP) a été mis en place pour assurer son pilotage.

LISTE DES ABREVIATIONS

A.P.E.E.	:	Association des Parents d'Elèves et Enseignants
A.P.E.S.S	:	Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane
C.A.C	:	Centimes Additionnelles Communales
C.C.	:	Comité de concertation
C.O.G.E.S :	:	Comité de Gestion de Centre de santé
C.O.P.I.L	:	Comité de Pilotage
CRTV	:	Cameroon Radio and Télévision
DSRP	:	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
E.S.A	:	EAU –SOL –ARBRE
G.T.Z	:	Coopération Allemande pour le Développement
GIC	:	Groupement d'Initiative Commune
ISS	:	Interview Semi Structurée
MINADER	:	Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural
MINEPIA	:	Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
MINEDUB	:	Ministère de l'Education de Base
MINMEE	:	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	:	Ministère de l'emploi et de la Formation Professionnelle
MINJEUS	:	Ministère de la Jeunesse
MINTP	:	Ministère des Travaux Publiques
MINTOUR	:	Ministère de Tourisme
MINEPAT	:	Ministère de l'Economie, du Plan et de l'Aménagement du Territoire
MINESEC	:	Ministère des Enseignements Secondaires
O.A.L	:	Organisme d'Appui Local
O.P.C.C	:	Organisation des Producteurs du Coton du Cameroun
O.M.D	:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
P.D.O.B	:	Projet Développement De l'Ouest Bénoué
P. C. D.	:	Plan Communal de Développement
P.N.D.P	:	Programme National de Développement Participatif
PNVRA	:	Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole
SNV	:	Organisation Néerlandaise pour le Développement
SEPO	:	Succès, Echecs, Potentialités, Obstacles

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Matrice de diagnostic des ressources naturelles (MDRN)

Tableau 2 : Situation de référence et état des besoins en construction et équipement des écoles primaires publiques de la commune d'arrondissement de Garoua II

Tableau 3 : Répartition des conseillers par classe d'âge

Tableau 4 : Analyse des problèmes

Tableau 5 : Situation du patrimoine communal

Tableau 6 : Forces et faiblesses dans le domaine du patrimoine communal

Tableau 7 : Analyse des problèmes et identification des solutions

Tableau 8 : Tableaux Synoptique de Planification (TSP) ou Cadre Logique

LISTE DES PHOTOS

- ❖ **Photo 1** : *Séance de Diagnostic Participatif*
- ❖ **Photo 2** : *Lieux de culte Musulman et Chrétien*
- ❖ **Photo 3** : *Zone Agricole de la Commune*
- ❖ **Photo 4** : *Cheptel Ovin dans la Commune*
- ❖ **Photo 5** : *Le Marché de Takasko*
- ❖ **Photo 6** : *L'Usine SITRON S.A*
- ❖ **Photo 7** : *Un Etablissement Secondaire de la Commune*

LISTE DES CARTES

- ❖ **Carte 1** : Localisation de la Commune Garoua 2^e

- ❖ **Carte 2** : Carte des ressources naturelles

- ❖ **Carte 3** : Carte des infrastructures prioritaires de la Commune

LISTE DES FIGURES

- ❖ **Figure 1** : Répartition des conseillers municipaux par tranche d'âge
- ❖ **Figure 2** : Evolution des prévisions et des réalisations budgétaires sur les trois derniers exercices
- ❖ **Figure 3** : Evolution du budget de fonctionnement et des investissements au cours des trois derniers exercices (en prévision et en réalisation)

LISTE DES ANNEXES

- ❖ **Annexe 1** : Fiche de projets du PIA

- ❖ **Annexe 2** : Document A : Atlas des cartes

- ❖ **Annexe 3** : Document B : Rapport consolidé du Diagnostic participatif

- ❖ **Annexe 4** : Document C : Liste des noms et adresses des représentants des CC des quartiers/villages de la commune

I. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Dans le cadre de la stratégie de la croissance et de l'emploi, le Gouvernement Camerounais met en œuvre avec l'appui des bailleurs de fonds dont la Banque Mondiale, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) pour appuyer les communautés à la base et les collectivités territoriales décentralisées dans l'appropriation de la politique de développement participatif qui consiste à l'élaboration des PCD.

L'élaboration des PCD au Cameroun obéit à la nouvelle dynamique sociopolitique marqué par le processus de la décentralisation et du développement durable consacrée par la loi N° 2004/017 du 22 Juillet 2004 portant orientation de la décentralisation et les textes subséquents qui confèrent aux communes et aux régions la compétence d'élaborer et d'exécuter leurs politiques et plans de développement dans le respect des grandes orientations de l'Etat.

Le principe de ce programme est de travailler en sous-traitance avec d'autres structures de prestation de services appelées OAL.

C'est dans cette optique que l'OAL/APESS a été mandaté par le PNDP pour accompagner la Commune d'Arrondissement de Garoua II dans ce processus de planification.

L'appui de l'OAL/APESS a permis à cette commune de faire :

- *L'inventaire des ses potentialités/contraintes ;*
- *La priorisation des problèmes qui entravent son développement ;*
- *L'analyse de ces problèmes prioritaires ;*
- *La recherche des solutions à ces problèmes prioritaires ;*
- *La programmation et la planification des actions à mener au cours des 4 prochaines années ;*
- *Ressortir les ressources mobilisables ;*
- *Le Plan d'investissement annuel (PIA) ;*
- *La budgétisation des différentes actions à mener dans les 3 prochaines années (CDMT) ;*

Dans l'ensemble, l'appui apporté par l'OAL avec le concours financier du PNDP vise à renforcer les capacités de la commune de Garoua II afin qu'elle prenne en charge son propre développement à travers son Plan Communal de Développement.

1.2. Objectifs du PCD

Ce plan se veut un guide des actions fortes, concertées et inscrites dans la durée. Son objectif se décline en quatre axes majeurs :

- **Faciliter l'accès aux services sociaux de base,**
- **Améliorer le cadre urbain ;**
- **Améliorer la capacité d'intervention de la commune ;**
- **Gérer durablement les ressources naturelles et autres potentialités locales.**

1.3. Structure du document

Ce document, qui se veut holistique, a pour objectif de présenter l'ensemble du travail de la planification communale réalisé par la commune d'arrondissement de Garoua II avec l'appui de l'OAL/APESS. Il est articulé autour de neuf principales parties :

- PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION
- DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE
- TROISIEME PARTIE : PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE
- QUATRIEME PARTIE : SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC
- CINQUIEME PARTIE : PLANIFICATION STRATEGIQUE
- SIXIEME PARTIE : PROGRAMMATION
- SEPTIEME PARTIE : MECANISME DE SUIVI-EVALUATION
- HUITIEME PARTIE : PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD
- NEUVIEME PARTIE : SYNTHESE DES BESOINS ET PLANS D'ACTION DES QUARTIERS

II. METHODOLOGIE

Pendant les séances de planification participative, la méthodologie utilisée est l'approche participative qui implique toutes les parties prenantes de la commune à toutes les étapes de la réalisation du plan communal de développement, c'est-à-dire de la préparation jusqu'à la mise en œuvre de ce plan. La démarche est holistique et itérative. Cette activité s'est déroulée en 6 étapes :

2.1 Préparation de l'ensemble du processus.

Elle a consisté en la :

- La préparation en interne de l'OAL (Moyens logistiques, ressources financières humaines et matérielles, recrutement d'une équipe additionnelle et mise à niveau des équipes)
- La prise de contact entre l'OAL et l'exécutif communal ayant débouché sur la signature des documents contractuels, la mise en place d'un comité de pilotage du PCD, la présentation des équipes de terrain de l'OAL et la présentation de la méthodologie d'intervention de l'OAL.
- L'information et la sensibilisation des autorités administratives, traditionnelles et autres parties prenantes (sectoriels, société civile et autres....),
- Le zonage par les soins des autorités administrative, communale et traditionnelle ;
- L'organisation d'un atelier de lancement auquel ont pris part les autorités administratives, traditionnelles, les sectoriels, l'exécutif communal, les populations bénéficiaires, les membres de la sociatif civile, et les autres parties prenantes.
- La collecte des données de base qui est en réalité un pré diagnostic.

2.2 Le diagnostic participatif

Il existe trois types de diagnostics qui varient selon qu'on soit dans l'espace périurbain (diagnostic de l'espace périurbain), dans l'espace urbain (diagnostic de l'espace urbain) ou dans l'institution communale (diagnostic de l'institution communale).

2.2.1. Le diagnostic sectoriel de l'espace communal regroupe l'espace périurbain (village) et l'espace urbain (quartier). La mise en œuvre de cette étape s'est déroulée du 3 janvier au 4 février 2011. Cette phase se décline en quatre étapes :

- ✚ La Préparation : Celle-ci est subdivisée en trois sous étapes qui sont :
 - a. La préparation au niveau de l'OAL où un personnel temporaire additionnel est recruté pour renforcer l'ancienne équipe. Deux équipes composées chacune de trois facilitateurs ont sillonné les quartiers conformément au programme ;
 - b. La préparation au niveau communal où un zonage a été effectué et un programme d'intervention élaboré ;
 - c. La préparation au niveau quartier qui consiste à déployer la troisième équipe pour la sensibilisation 24 heures avant l'arrivée des facilitateurs et l'équipe des opérateurs GPS pour le relevé des données géo-référencées;
- ✚ L'animation et déroulement des séances : Il s'agit pour les facilitateurs de l'OAL de conduire les débats, de susciter les interrogations et faciliter la production d'idées grâce à l'utilisation des outils de la MARP¹. Ceux-ci sont composés de :
 - la carte participative du quartier ;
 - le transect ;
 - le profil historique ;
 - le diagramme de venn ;

¹ Méthode Accélérée de Recherche Participative

- la matrice des problèmes, contraintes, atouts et potentialités. Les populations sont réparties par groupes socio professionnels (adultes, femmes, jeunes, etc.) ;
- la liste des problèmes et l'ISS (outil transversal) ;
- de la reformulation des problèmes et de leur regroupement par secteurs de développement ;
- de l'analyse des problèmes à travers le tableau d'analyse simple et de l'arbre à problèmes ;
- du déroulement du tableau des solutions ;
- du déroulement des tableaux de planification opérationnelle;

Les actions ainsi retenues doivent être suivies et évaluées par les communautés. D'où la mise en place d'une structure de coordination et de développement au niveau communautaire.



Photo 1 : Séances de diagnostic participatif

L'analyse

Il est question ici de consolider les différents diagnostics participatifs issus de ces zones de planification dans un document de synthèse.

La Validation du document de synthèse

Cette validation se fait au cours d'une réunion regroupant toutes les parties prenantes (Sectoriels, présidents des CC, représentants de la société civile, exécutif communal.)

2.2.2. Le diagnostic de l'institution communale

C'est une analyse participative de la situation structurelle et organisationnelle de la commune en tant qu'institution. C'est une démarche qui met un accent particulier sur l'identification des forces et faiblesses de la commune à travers une analyse des problèmes liés à la gestion des différentes ressources (humaines, financières et patrimoniales) et de la gestion des relations avec les autres acteurs locaux.

De façon générale l'approche méthodologique utilisée a suivi les étapes ci-après :

- Phase introductive ;
- Phase de collecte de données ;
- Phase d'analyse des données ;
- Restitution et validation.

Phase Introductive : Elle a été marquée par les multiples démarches, tant formelles qu'informelles, visant la prise de contact avec la commune, par les facilitateurs de l'OAL APSS. Ces rencontres ont permis de discuter des objectifs du DIC², d'arrêter les dates de réalisation et les personnes concernées, de façon spécifique, d'avoir une compréhension commune du but et de la méthodologie ainsi que les différents acteurs qui devraient être impliqués dans sa réalisation au niveau de la commune. Elle s'est achevée par l'établissement du calendrier de travail et la définition des rôles de chaque partie prenante.

Phase de Collecte des données : Les travaux ont été conduits par une équipe constituée des facilitateurs de l'OAL. La collecte des informations s'est faite par des entretiens individuels et avec des groupes cibles, des entretiens informels, l'observation directe et la revue documentaire. Celle-ci s'est faite à l'aide des outils comme les fiches de renseignement, les fiches de questionnaires accompagnés des ISS (interview semi structurées) et de la collecte des informations secondaires (exploitation des documents tels que le Budget Prévisionnel, le Compte Administratif, les PV des réunions des commissions techniques de la commune).

Phase de diagnostic : Cette étape a permis grâce à l'exécution de la méthodologie décrite précédemment de passer au diagnostic proprement dit de l'institution communale. De nombreuses séances de travail ont eu lieu entre l'exécutif communal et l'équipe de l'OAL APSS d'une part, et entre les cadres techniques de la Commune et ceux de l'OAL d'autre part. Un agent communal a été désigné par l'exécutif communal pour assurer la liaison permanente entre l'OAL et les différentes parties prenantes ; ce qui a facilité l'obtention de certaines informations tant au niveau de la mairie qu'auprès des conseillers municipaux.

Phase de dépouillement et d'analyse des données : Cette phase était consacrée à la synthèse et à l'analyse des données collectées. Un accent particulier était mis sur :

- la gestion des ressources humaines avec une appréciation de la situation du personnel communal, sa composition et le fonctionnement des organes (exécutif et conseil municipal) ;
- la gestion des ressources financières, notamment le processus d'élaboration du budget, sa structure ainsi que les modalités de mobilisation des ressources financières et la gestion des dépenses ;
- le patrimoine communal, plus précisément sa composition et le système de sa gestion ;
- la gestion des relations avec une appréciation des relations internes et externes à la commune ;
- les pistes d'actions prioritaires qui permettront à la commune d'atteindre ses objectifs de développement.

Restitution et validation : La restitution des résultats issus du diagnostic s'est effectuée lors d'une réunion avec l'exécutif communal, quelques conseillers municipaux, le comité de pilotage et le receveur municipal.

2.3. Phase de planification

L'équipe des facilitateurs, sur la base des résultats validés du diagnostic, a élaboré un projet de cadre logique sectoriel. Ce dernier a été distribué aux sectoriels qui ont donné leur avis technique. Les actions et activités découlant du cadre logique sont retenues à la lumière des normes et politiques sectorielles. Les cadres logiques sectoriels ont été validés au cours d'un atelier qui a réuni le représentant du préfet président la séance, les sectoriels, les membres du COPIL, les présidents des commissions au sein du conseil municipal, les représentants de la société civile, et les représentants des CC.

2.4. La mobilisation des ressources

Le travail a consisté à échanger avec les partenaires au développement de la commune pour identifier les opportunités de financement qui existent (lignes de financement des partenaires, projets et programmes de développement, recettes propres de la commune, subvention, CAC, Crédit FEICOM, etc...) et que la commune pourrait mobiliser dans le cadre de la mise en œuvre de son PCD.

2.5. La programmation

C'est un exercice qui a consisté à affecter les ressources identifiées comme réelles lors de l'étape précédente. La programmation a tenu évidemment compte des OMD, du DSCE, de la loi de 2004 sur la décentralisation etc... Au-delà des objectifs nationaux et supranationaux, le maire introduira les grandes lignes de sa politique. Les présidents des commissions communales, les membres du COPIL et l'exécutif communal ont été les principaux acteurs de cette programmation qui était subdivisée en deux parties : la programmation annuelle et la programmation stratégique.

2.6. La mise en œuvre

Elle comprend deux phases principales :

- **La réalisation des projets qui comprend :**
 - La mise en place du dispositif institutionnel ;
 - L'élaboration du plan de passation des marchés ;
 - L'élaboration des avants projets détaillés des projets à réaliser ;
 - La préparation des DAO ;
 - La sélection des prestataires de services ;
 - La réalisation physique ;
 - Le suivi contrôle des travaux ;
 - La réception des ouvrages ;
 - L'opérationnalisation du mécanisme de pérennisation des ouvrages.
- **La gestion des réalisations à travers la mise en place d'un dispositif institutionnel** constitué :
 - du Conseil municipal ;
 - de l'organe de gestion ;
 - des populations bénéficiaires.

2.7. Le suivi évaluation

Il intervient à toutes les étapes du processus de planification. Le suivi décèle la performance ou la situation réelle par référence à ce qui était prévu ou attendu et selon les normes prédéterminées. Il est continu.

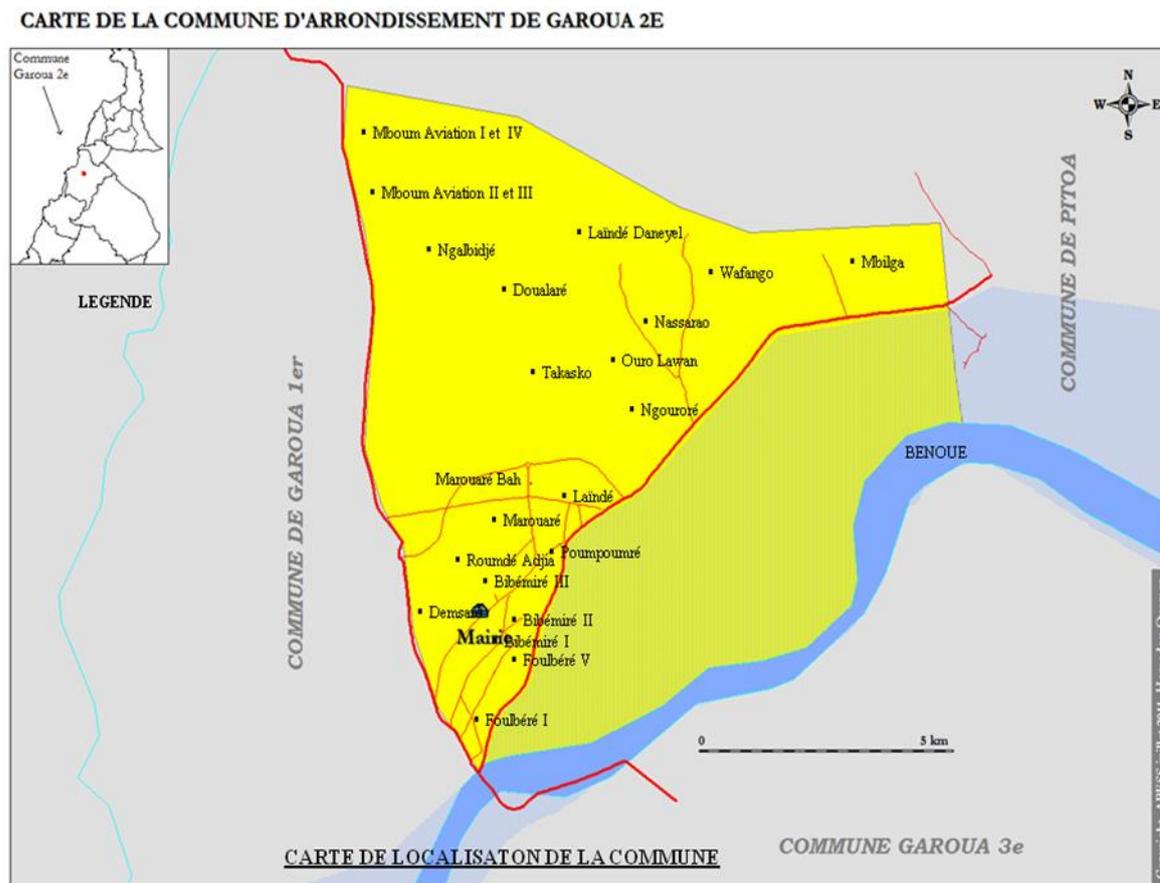
L'évaluation vise la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité de l'objet évalué. Contrairement au suivi, elle est arrêtée dans le temps (à des points critiques e.g : à mi parcours, à la fin de l'exécution, ...)

Le système de suivi évaluation est organisé au communal, régional et national.

III- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la commune

La commune de Garoua 2^e a été créée par décret présidentiel N°2007/117 du 24 avril 2007. Issue de l'éclatement de l'ex-commune urbaine à régime spécial de Garoua, elle est limitée à l'est par la commune de Pitoa, à l'Ouest par la commune de Garoua 1, au nord par la commune de Gaschiga et au sud par la commune de Garoua 3^e. Elle couvre une superficie de 160 Km².



Carte 1 : Localisation de la commune

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

Le climat est tropical de type soudanien. Il est caractérisé par l'existence d'une longue saison sèche d'octobre à avril et une courte saison des pluies de mai à septembre. La pluviométrie moyenne annuelle s'élève à 1.000 mm d'eau. Les températures restent élevées avec une moyenne de 28°C et des maxima atteignant 40 à 45°C en mars et avril. Toutefois, on peut observer de grandes irrégularités d'une année à une autre et même d'un mois à un autre. Ces irrégularités entraînent souvent des grandes incertitudes quant à la programmation des activités agricoles, cela se traduit par de faibles rendements obtenus en fin des campagnes.

3.2.2. Sols

Les sols sont du type ferrugineux sur socle et grès. On a affaire à des sols très profonds à texture sableuse et de bonnes potentialités avec des terres alluviales le long de la Bénoué en terrain plat.

3.2.3. Relief

De part sa proximité avec le fleuve Bénoué, le relief de la Commune d'Arrondissement de Garoua II est composé de la vallée de la Bénoué dans sa majeure partie avec une altitude moyenne de 200m et le reste est dominé par les plaines et quelques monts (Mont Tingueling qui culmine à 625m).

3.2.4. Hydrographie

Le principal cours d'eau qui arrose la Commune est le fleuve Bénoué appartenant au Bassin du Niger. C'est un cours d'eau qui a un régime permanent. Par ailleurs, il existe des mayo saisonniers qui ne coulent qu'en saison des pluies mais qui causent des inondations dans les quartiers riverains.

3.2.5. Végétation et flore

La Commune d'Arrondissement de Garoua 2^e se trouve dans une zone de savane boisée soudano-sahélienne. La végétation est constituée de *Hyparrhemia rufa* le long des rivières, *Borassum aethiopicum*, *Boswelli dalzielii*, *Commiphora africana* et *C. Pedunculata*, *Dalbergia melanoxylon*, *L.microcarpa*, *Balanites aegyptiaca*, *Borassus aethiopicum*, *Bombax costatum*, *Prosopis africana*, *Anogeissus leicarpus*, *Vittellaria paradoxa*, les plantations d'*azadirachta indica*, d'*Eucalyptus camaldulensis*. On peut également signaler l'importance de diverses graminées sur le tapis herbacé de la région (*Andropogon gayanus*, *Cymbogon giganteus*, *Loudetia SPP*). La plaine regorge des zones marécageuses ou inondées possédant une flore particulière.

3.2.6. Faune

Elle est menacée par la pression démographique galopante et les effets de l'urbanisation, des feux de brousse et du surpâturage. La faune présente dans les massifs forestiers et le Mont Tingueling est en voie de disparition. A ce jour, on rencontre quelques rongeurs (rats, lièvres, écureuils) et une faune aviaire (perdrix, pigeons...) peu variée qui font l'objet de chasse dans la zone périurbaine

3.2.7. Carte 2 : Carte des ressources naturelles

CARTE DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE GAROUA 2E

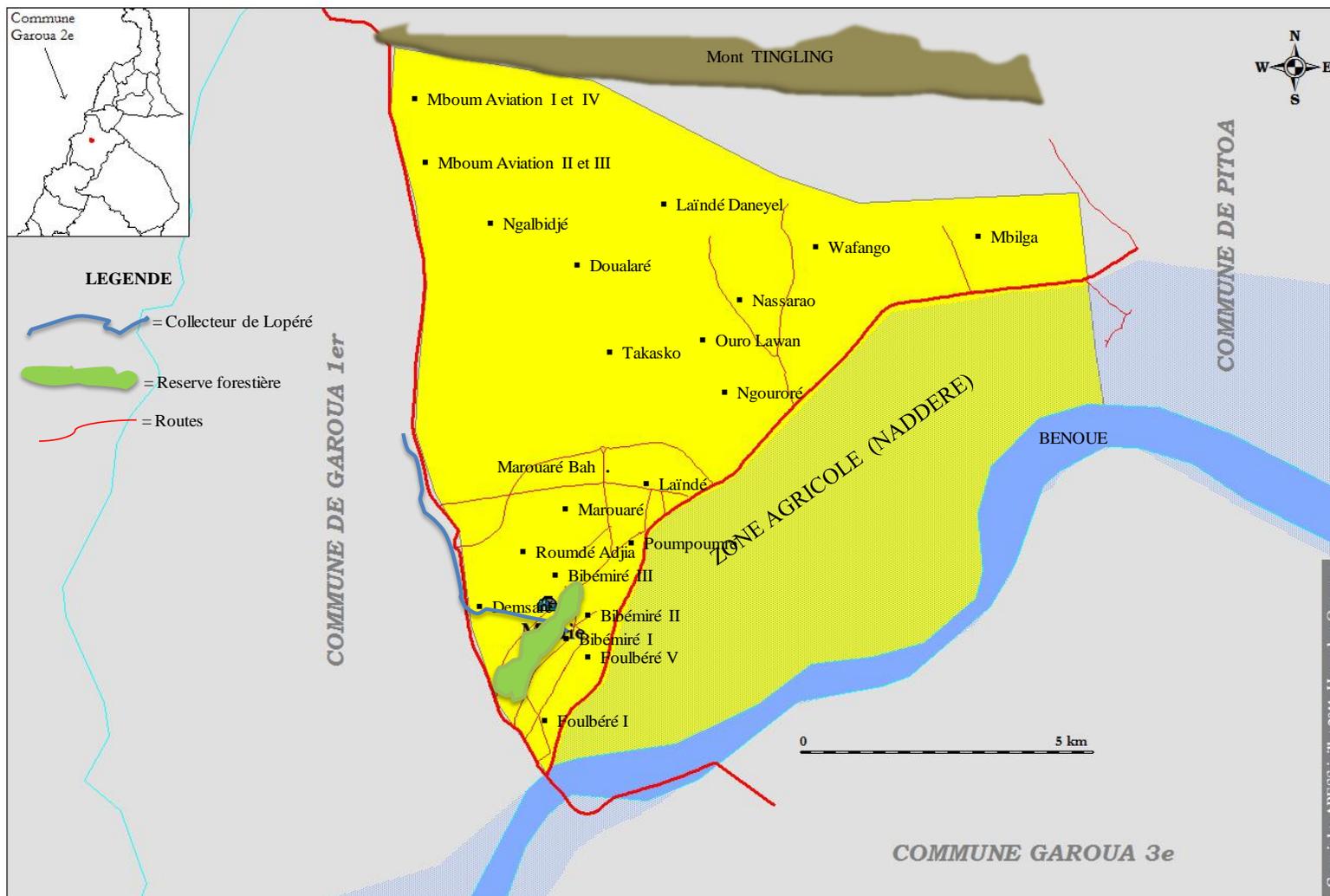


Tableau1 : Matrice de diagnostic des ressources naturelles (MDRN)

Ressources Naturelles	Statuts d'emploi + localisation	Potentiel	Utilisation/ Utilisateur	Contrôleur	Mode de gestion	Tendance	Problème Contrainte	Action à entreprendre
Fleuve Bénoué	Fleuve situé dans la partie Sud, Sud est de la Commune	-Présence des espèces halieutique et faunique -Disponibilité d'eau en toute saison -Tourisme -Voie navigable	-Agricultures -Pêcheurs -Eleveurs -Population locale -Maraîchage -Transport. Fluvial.	-Chefs traditionnels		-Disparition des espèces halieutique -Destruction des bergers	-Utilisation des filets non réglementaires - utilisation intrants inappropriés - Inondation	-Réglementer la pêche -Introduire des espèces halieutiques en disparition.
Mayo	Cours d'eau situé dans la zone de laïndé Danéyel	-Disponibilité d'eau en toute saison	-Population locale -Maraîchage -Eleveurs		Accès libre	-Ensablement -Attaques des prédateurs (rongeurs et insectes)	-Inondation -Difficulté d'accès au village en saison des pluies	-Construire un ouvrage de franchissement reliant laïndé Daneyel et Poukloukou
Jardin Zoologique	Site touristique cynégétique, et botanique situé dans la zone de Foulbéré 5	-Présence de biodiversité faunique et botanique	-Population -Touristes	Service MINFOF et MINEP	Accès libre	-Perte de la biodiversité		-Introduire d'autres espèces animales -Réhabiliter le site.
Bosquet de Laindé	-Bosquet situé dans un bas fond (zone humide)	-Disponibilité d'eau en toute saison -Présence de nombreuses espèces végétales et ligneuses	-Population		Accès libre	-Dégradation -Coupe de bois	-Disparition des espèces végétales du bosquet suite au déboisement et à la divagation des bêtes	-Délimiter/Définir le statut foncier du bosquet -Préserver le bosquet (dôture, banc public gardien.
	Canal Collecteur des eaux quittant des montagnes passant par Takasko et se jettent dans la vallée de la	-Disponibilité de l'eau en saison de pluie -Présence de sable	-Population locale -Pêcheurs de grenouilles		Accès libre	-Ensablement de la rigole -Destruction des bergers	-Inondation	Aménager des ouvrages maçonnés le long des bergers

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Rigole	Bénoué								
	Les eaux quittent le quartier plateau créant un circuit naturel passant par Demsaré, Roumdé-Adjia et se jettent dans le Collecteur de Iopéré	-Evacuation des eaux de pluies et des eaux usées de la prison centrale	-Population locale -Prisonniers			Accès libre	-Dégradation -Destruction des bergers	-Inondation -Destruction des habitations	- Aménager des ouvrages maçonnés de part et d'autre de la rigole
Mayo Ndabala	Cours d'eau non permanent Situé dans la zone de Ouro Lawane (5 m de large)	-Disponibilité d'eau en saison de pluie	-Population locale -Maraîchage -Eleveurs			-Par cession -Héritage	-Ensablement du Cours d'eau -Destruction des bergers -Dégradation des ouvrages existants	-Inondation -Dragage du Mayo	
Mont Tingueling	Lieu Touristique situé au Nord de la Commune	-Présence des espèces faunique et botanique	-Population -Touristes -Chasseurs -Eleveurs			-Accès libre	-Déboisement -Braconnage	-Conflits agro pastoraux -Dégât destruction des récoltes	-Reboiser -Réglementer la chasse et la coupe de bois.
Sols (zone agricole et pastorale)	Vaste espace de culture dans la zone de Mbilgua	-Bon rendement -Culture de contre saison	-Population locale -Agriculteur -Eleveurs	Chefs traditionnels		-Héritage -Location -Cession	Appauvrissement du sol -Présence des prédateurs (rongeurs, insectes)	-Conflits agro-pastoraux -Destruction des cultures.	-Réglementation de l'espace dévolue à l'action agro-pastorale
Djoulol	Cours d'eau affluent de la Bénoué (longe toute la partie Sud de Tongo et Ngouroré)	-Présence des espèces halieutique -Cours d'eau permanent	-Population locale -Agriculteurs -Eleveurs -Maraîchage -Pêcheurs	Chefs traditionnels		Accès libre	-Ensablement -Destruction des bergers	-Utilisation des filets prohibés	- organiser les pêcheurs -Entretien le cours.
Zone des bas fonds	-Vaste bassin d'inondation (Nadderé) de la Bénoué	-Zone plus ou moins fertile -Culture de contre saison - maraichage	-Population locale -Agriculteur			-Héritage -Cession -Location	-Baisse de la fertilité -Présence des pollueurs	-Destruction des cultures par les animaux	-Fertilisation du sol à l'aide des intrants adaptés -Pulvériser les cultures
	Cours d'eau	-Disponibilité du	-Population				-Dégradation	-Inondation	-Entretien les

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Mayo	saisonnier (dans la zone de Wafanguo)	sable	locale		Accès libre	-Destruction des bergers		bergers du Mayo
Rigole	Créer par les eaux de ruissellement qui dévalent le mont Tinguélin traversant Ouro-Lawane, Sabonguani jusqu'à Boki et Nassarao	-Disponibilité d'eau en saison de pluie -Disponibilité du sable.	-Population locale -Eleveurs		Accès libre	-Dégradation -Destruction des bergers	-Inondation	-Recreuser la rigole -Entretien des bergers

3.3. Milieu humain

3.3.1. Quelques repères historiques de la Commune

La commune de Garoua II a été créée par décret Présidentiel N° 2007/117 du 24 Avril 2007 lors de l'éclatement de la Commune Urbaine à régime spécial de Garoua. Le conseil issu des élections du 22 juillet 07 a procédé le 31 juillet 2007 à la mise en place de l'équipe dirigeante (le Maire et ses adjoints).

3.3.2. Population

La commune de Garoua II est peuplée d'environ 200 000 habitants, avec une population urbaine estimée à 120 000 habitants contre 80 000 habitants en zone rurale.

Les hommes représentent 50,04% et les femmes 49,96%, pour un taux annuel d'accroissement de 2,9%. La taille moyenne du ménage est de 05 personnes et le nombre d'actifs varie de 02 à 03 personnes par ménage.

La tranche des populations actives qui tirent leurs revenus de l'activité agricole est de 44 000 personnes dont 20 600 hommes et 23 400 femmes.

3.3.3. Ethnies

La population de la commune de Garoua II est cosmopolite. Elle est composée principalement des Peulhs, Fali, Haoussa, Laka, Bata, Sara, Moundang, Guidar, Mboum, Toupouri, Bororo, Kanouri, NGambaye, Lélé ... En plus de ces ethnies, on retrouve également des populations venues du Nigeria voisin, du Mali, du Tchad, du Sénégal et du Niger. La présence de ces derniers dans cette commune est synonyme de paix et de stabilité ce qui traduit le sens de l'hospitalité des populations locales. Les principales langues véhiculaires de la commune sont le Foulfouldé et le Haoussa.

3.3.4. Les religions

Dans le domaine religieux, il existe plusieurs confessions à savoir l'islam, le catholicisme, le protestantisme, et l'animisme. Toutes ces religions possèdent leurs lieux de cultes : mosquées, cathédrales, églises et temples.



Photo 2 : Lieux de culte musulman et chrétien

3.3.5. Les principales activités économiques

Les activités économiques de la commune sont celles génératrices de revenus notamment le commerce, l'agriculture, l'élevage, le transport, l'artisanat, la transformation des produits des produits agropastoraux ...

La principale activité de production de la commune est l'agriculture. La vie économique est animée par deux marchés : le marché central et le marché de Takasko.

3.3.5.1. Les acteurs de développement

Les principaux acteurs de développement rencontrés dans la commune sont :

- les agriculteurs ;
- les pêcheurs ;
- les éleveurs ;
- les commerçants ;
- les transporteurs ;
- les transformateurs des produits agricoles (vendeurs de beignets, de bière locale et autres aliments) et les artisans.

3.3.5.2. Agriculture

Les principales productions agricoles sont les céréales, les tubercules, les légumes et les fruits : maïs, riz, sorgho, manioc, patates, oignon, Le maraîchage et les vergers sont essentiellement pratiqués au bord du fleuve de la Bénoué (NADDERE) et dans les bas fonds.

Les productions sont gérées de manière rationnelle, c'est-à-dire une partie destinée à la consommation familiale et l'autre partie vendue pour subvenir aux besoins familiaux notamment la scolarité des enfants, l'habillement et la santé.

L'activité agricole génère plusieurs petites activités de revenus avec l'utilisation de la main d'œuvre au début de la production et également au niveau de la vente de cette production. Les meuniers trouvent également leur compte au moment du décorticage du riz ou du mil.

Toutefois, l'agriculture étant à la base de l'alimentation connaît des obstacles pour sa rentabilisation. On enregistre par conséquent de nombreux cas de conflits agropastoraux chaque année dû à l'absence d'un plan de gestion des terres au niveau local qui a favorisé et favorise encore l'occupation et l'utilisation anarchiques de l'espace et de ses ressources. Ceux-ci sont généralement réglés au niveau local par l'autorité traditionnelle. Rares sont des cas réglés au niveau de la sous-préfecture par des commissions compétentes.



Photo 3 : Zone agricole de la Commune (NADDERE)

3.3.5.3. La sylviculture et l'exploitation forestière

La sylviculture y est peu développée malgré la présence de quelques pépinières privées et des aires boisées.

Dans le sens strict du terme, l'exploitation forestière est une activité inexistante. Cependant, l'exploitation forestière repose essentiellement sur les ligneux notamment du bois mort, du bois issu des défrichements des plantations et/ou du bois issu des coupes abusives pour l'approvisionnement dans l'espace urbain qui se fait par les petits commerçants. Le bois, destiné à la cuisine, à la charpente, à la clôture, au hangar et à l'enclos, est vendu en fagots ou en tas au bord des axes routiers traversant les villages

3.3.5.4. Elevage et pêche

L'élevage et la pêche sont pratiqués par les populations de la commune et constituent une source importante de revenus. L'activité pastorale est basée sur celui des bovins, caprins, ovins, et porcins. Elle est pratiquée sous deux formes à savoir : La forme intensive qui se caractérise par l'utilisation des clôtures autour des pâturages, des espaces cultivés à côté des habitations et la forme extensive pratiquée par les Bororos qui est leur principale occupation.

En saison des pluies, l'alimentation des animaux est facilement accessible avec la disponibilité des herbes dans les pâturages le long du fleuve de la Bénoué et aux pieds du Mont Tingueling, mais en saison sèche il devient difficile de nourrir les animaux à cause de la rareté des pâturages. Pour palier à cette situation, certains éleveurs font le stockage de foin et achètent du tourteau pour nourrir leurs animaux. Cette pratique n'est pas faite par tous les éleveurs. Les Bororos en transhumance s'installent le long des mayos à l'attente du retour des pluies.

La présence du fleuve Bénoué est un atout très important pour la pratique de la pêche. On assiste à la mauvaise gestion des espèces halieutiques avec l'utilisation des matériels de pêche non réglementaires notamment les filets de pêche qui éliminent les petits poissons. Les espèces de poissons les plus vendus dans les marchés locaux sont les carpes, les capitaines, et les silures.

L'élevage et la pêche bien qu'étant des sources importantes de revenus des populations et aussi de la commune, sont mal exploités.



Photo 4 :Cheptel ovin dans la Commune

3.3.5.5. Chasse

Il n'existe pas une activité de chasse légale dans la commune de Garoua II. La chasse pratique est du type traditionnel, conduite par les populations riveraines du Mont Tingueling et/ou du fleuve de la Bénoué. Les techniques utilisées dans cette activité est l'usage des fusils de calibre douze et les petits pièges. Les produits issus de cette activité sont vendus en cachette ou consommés localement.

3.3.5.6. Artisanat

L'activité artisanale est basée sur la poterie plus précisément la fabrication des canaris, des foyers améliorés dans la zone périurbaine. En milieu urbain, cette activité se caractérise par la fabrication des chaussures, des sacs et des bracelets au niveau du marché central de Garoua et dans les quartiers (Roumdé-Adjia, Liddiré, Takasko). On rencontre des ateliers artisanaux notamment les forgerons et les sculpteurs.

Avec la fréquentation des touristes dans la région, l'activité touristique est bien exploitée. Elle pourrait constituer une véritable source de revenus pour les populations et également élargira l'assiette fiscale de la commune.

Avec la construction du centre d'exposition des produits artisanaux, cette activité connaîtra un essor dans les années à venir.

3.3.5.7. Commerce

L'activité commerciale est représentée sous deux formes : Le commerce de gros et le commerce de détail.

Le commerce de gros est une activité contrôlée et concerne la distribution des produits manufacturés, de première nécessité. Elle est dominée par les grands distributeurs importateurs-exportateurs.

Quant au commerce de détail, cette activité reste non contrôlée et concerne généralement le commerce des produits alimentaires, des produits manufacturés à savoir des pièces de rechange des motos et des véhicules, des matériaux de construction.

La majorité des opérateurs économiques de la commune exercent dans l'informel. Ils exercent leur activité dans les marchés hebdomadaires ou périodiques. Il est difficile de donner un nombre exact de personnes exerçant cette forme d'activité, mais d'après les statistiques de l'administration du travail, le taux du nombre des personnes évoluant dans l'informel serait de 50 à 60% de la population active de la commune.

Les activités commerciales dans la commune sont exercées au niveau du marché central de Garoua, dans les marchés périodiques de Takasko et de Nassarao et aussi dans certains quartiers où il existe des points de vente des produits vivriers répondant aux besoins quotidiens des ménagères par exemple le marché régulier de Roumdé-Adjia et de Poupoumoumé.



Photo 5 : Le marché de Takasko

3.3.5.8. Industrie

Le potentiel industriel de la commune d'arrondissement de Garoua II est important. Il est perceptible à travers les grandes unités telles que :

- Les Sociétés Anonymes des Brasseries du Cameroun (SABC) ;
- La SITRON S.A.
- Les Boulangeries Sali Baka, LISA, PAIN MAGIC ;
- SAHEL SPRINT.



Photo 6 :L'usine SITRON S.A.

3.3.5.9. Services (banque, transport, etc.) et secteur privé

Les prestations des biens et de services offerts par des PME se répartissent dans plusieurs domaines à savoir la télécommunication, le secrétariat informatique, la réparation automobile et la téléphonie mobile, le transport, le transfert et épargne d'argent, la location des voitures... etc.

Plusieurs établissements bancaires et de microfinance sont implantés dans la commune. Il s'agit de la banque d'émission la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), EXPRESS UNION, EXPRESS EXCHANGE, Crédit Communautaire d'Afrique (CCA), ... Hormis la BEAC, ces établissements ont pour rôle la collecte des épargnes et l'octroi des crédits.

Le secteur du transport est bien représenté dans la commune. Plusieurs agences de voyage sont installées et offrent leurs services aux populations de la commune, notamment dans le transport interurbain. Il s'agit de Star Voyages, Danay Express, Narral Voyage, Mokolo Express, Afrique Express. A l'intérieur de la ville, le transport est assuré par les motos taxis et les voitures de course qui font la liaison entre l'aéroport et la ville et également la liaison Garoua-Pitoa et Garoua-Ngong-Lagdo. Enfin, la commune abrite une gare marchandise où stationnent la plus part des camions qui approvisionnent la ville de Garoua en marchandises ainsi que les camions en transit pour le Tchad.

3.3.10. Autres activités économiques

Il existe d'autres types d'acteurs qui interviennent dans le secteur économique. Ils couvrent une gamme d'activités très large, dont les plus importantes sont celles qui concernent l'importation des motos, des vélos, des produits de la mercerie, des appareils électroménagers et électroniques, du carburant et lubrifiants, des engrais, etc.

3.4. Principales infrastructures par secteur

3.4.1. Infrastructure routière

Le réseau routier est constitué de deux types de routes : les routes bitumées d'une longueur de 39.5 km et les routes en terre longues de 94.213 km. Il existe également de nombreux

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

ouvrages de franchissement. Toutes ces infrastructures ont pour dénominateur commun l'état de dégradation avancé.

3.4.2. Infrastructures scolaires

3.4.2.1. Enseignement maternel :

Pour ce type d'enseignement, la Commune dispose de 12 écoles maternelles dont 10 publiques, et 02 privées. L'ensemble de ces écoles comptent 29 salles de classe dont 25 sont en dur et 04 en matériaux provisoires.

Sur les 12 établissements, 04 sont clôturés avec 02 du secteur public et 02 du privé ; 04 disposent des points d'eau dont 02 du public et 02 du privé.

Aucun établissement n'a de cantine ni d'infirmerie ; cependant on dénombre 16 latrines dans le public et 18 dans le privé.

Pour l'exercice 2010-2011, on enregistre 1 014 élèves dont 889 (447 filles) dans le public et 125 (54 filles) dans le privé. Ces 1 014 élèves sont encadrés par 26 enseignants, soit un ratio de 39 élèves/enseignant.

En matière de mobiliers, le secteur public dispose de 128 petites tables et 533 petites chaises pour les élèves, 24 bureaux pour les enseignants, 14 tableaux muraux et 07 armoires contre 116 petites tables, 287 petites chaises, 04 bureaux, 00 tableau mural et 08 armoires décomptés dans le privé.

Les besoins pour l'enseignement maternel sont :

10 enseignants ;	04 directions ;
16 salles de classe ;	06 bureaux d'enseignants ;
80 petites tables ;	06 clôtures et 20 latrines.
500 petites chaises ;	

3.4.2.2. Enseignement primaire :

Dans cet ordre d'enseignement, on dénombre 17 écoles primaires publiques et 10 écoles privées dont 01 catholique, 01 protestant, 05 franco-arabes et 03 privés laïcs. Le tableau 2 ci-dessous présente les statistiques fournies par la délégation départementale de l'éducation de base.

Tableau 2 : Situation de référence et état des besoins en construction et équipement des écoles primaires publiques de la commune d'arrondissement de Garoua II

N°	Ecoles	Effectif des élèves	Salles de classe		Table bancs		Latrines		Point d'eau		Bloc administratif	
			E	B	E	B	E	B	E	B	E	B
1	BENOUE I	1008	09		270		08		01	01	01	
2	BENOUE II	899	09		270		08		01	01	01	
3	DOUALARE	829	04	04	126	100	06			02		01
4	LAINDE I	1289	08	06	153	120	02	04		02		01
5	LAINDE II B	1030	08	04	211	50	04	04		02		01
6	LAINDE DANAYEL	850	08	02	175	60	02	04		02		01
7	MBILGA	411	04	02	58	45		04		02		01
8	NASSARAO	1114	08	04	210	100	01	03		02		01
9	NYAKIRA	299	03	03	38	70	02	02		02		01
10	POUMPOUMRE PP	280	03	03	30	50		04		02		01
11	POUKOULOUKOU	1488	09	03	162	130	01	05		02		01
12	OURO LAWANE	931	06	06	28	70	06	02		02		01
13	NGALBIDJE I	940	05	07	120	120		06	01	02		01
14	NGALBIDJE II	614	05	07	116	120	01	05	01	02	01	

15	ROUMDE ADJIA I	1018	12		360		04		01	02		01
16	ROUMDE ADJIA II	1048	12		360		04		01	02		01
17	BILINGUE GAROUA II	83	03		90	10	02	02		02	01	
	TOTAL	14431	126	51	2777	1045	51	45	06	32	04	13

Source : DDEBASE BENOUE ANNEE 2010-2011

Au regard de ces données, se dégagent les ratios suivants :

- 115 élèves pour une salle de classe ;
- 5 élèves pour une table banc ;
- 2405 élèves pour un point d'eau ;
- 283 élèves/latrines

3. 4.2.3. Enseignement secondaire général

La Commune compte 11 établissements d'enseignement secondaire général dont 06 publics (avec 05 Lycées et 01 CES) et 05 privés parmi lesquels un cours du soir.

L'effectif global des élèves est de 13 139 dont 5 262 filles, représentant un taux de 40%. Le secteur public se taille la part de lion avec un effectif de 11 786 élèves dont 4 731 filles. Ces 11 786 élèves sont encadrés par 200 enseignants. Le nombre des salles de classe du public est de 151, soit un ratio de 78 élèves/salle. Les données relatives aux salles de classe, aux tables bancs et aux enseignants du secteur privé n'ont pas été prises en compte parce que non disponibles dans les services de l'administration compétente consultée. Parmi les établissements publics, 04 sont raccordés au réseau électrique (bloc administratif) et disposent d'un point d'eau.

Seul le Lycée Classique et Moderne de Garoua possède une bibliothèque accessibles aux élèves. Les besoins exprimés par les différents établissements portent sur 64 salles de classe, 1 006 tables bancs et 264 enseignants.



Photo 7 : Un établissement secondaire de la Commune

3.4.2.4. Enseignement secondaire technique :

La Commune dispose d'un établissement à caractère technique qui est le CETIC de Garoua-Nassarao. Ce CETIC a enregistré pour la période 2010-2011 un effectif de 276 élèves parmi lesquels 102 filles, soit 37%. Les 276 élèves sont encadrés par 03 enseignants dans des salles de classe en matériaux provisoires et équipées de 120 tables bancs ; un bloc de deux salles de classe en dur est en construction sur financement BIP. Les problèmes rencontrés par cet établissement sont :

- le manque d'ateliers ;
- L'insuffisance des salles de classe, des tables bancs et d'enseignants ;
- L'absence d'électricité et le manque de point d'eau.

Pour lever ces difficultés, il faut prévoir la construction de 06 salles de classe, l'acquisition de 300 tables bancs et l'affectation de 16 enseignants.

3.4.2.5. Enseignement professionnel :

La zone de la Commune d'Arrondissement de Garoua 2^e compte plusieurs établissements qui proposent différents types de formation professionnelle. Il s'agit de :

- l'ENIEG de Garoua;
- l'ETA ;
- le Centre de Formation Professionnel Rapide des Employés de Bureau ;
- le CENAJES de Garoua ;
- le Centre de Jeunesse et d'Animation de Lopéré
- L'Ecole Privée de Formation des Infirmiers.

3.4.2.6. Enseignement universitaire :

Un projet de création d'une université privée à Garoua a été retenu et sa réalisation par un particulier est en cours. Le site retenu est en cours de viabilisation (clôture et bâtiments).

3.4.2.7. Infrastructures et couverture sanitaire :

3.4.2.7.1. Infrastructures sanitaire :

La carte sanitaire de la commune se présente comme suit :

- 05 Centres de Santé basés à Nassarao, Laindé, Poumpoumré, Roumdé-Adjia et Foulbéré ;
- 01 Hôpital situé à Poumpoumré ;
- 05 Officines de pharmacie réparties dans les quartiers Poumpoumré et Foulbéré ;
- 02 Unités de Santé Traditionnelle ;
- 01 Clinique ;
- 01 Hôpital de référence en projet de construction (le site a déjà été choisi par les autorités compétentes).

3.4.2.7.2. Couverture sanitaire :

Les principales maladies qui sévissent sont le paludisme, les maladies diarrhéiques, les broncho-pneumonies, les maladies cutanées, les anémies, la tuberculose, les Infections Sexuellement Transmissibles, le diabète, le HTA, les maladies chroniques. La commune bénéficie de plusieurs actions gouvernementales dont des campagnes de vaccination dans le cadre du programme élargi de vaccination (PEV), la distribution aux femmes enceintes des moustiquaires imprégnés financés sur fonds PPTE.

Les problèmes du secteur santé dans la commune sont :

- La carence criarde en personnels ;
- L'absence d'électricité et/ou d'eau dans certains centres de santé ;
- L'absence des centres de Santé dans certains quartiers à forte densité humaine ;
- Le manque d'équipement en matériel roulant (véhicules, motos...) de certains centres de santé.

3.4.2.8. Infrastructures et approvisionnement en eau

Dans la zone périurbaine, les points d'eau (forage et puits à ciel ouvert) utilisés par les populations sont pour la plus part des aménagées dans le cadre de la coopération bilatérale. Les populations de certains quartiers de la zone périphérique (Mbilga ; Wafango ; Ouro Lawane Laindé ; Daneyel et Tongo utilisent des puits traditionnels pour pallier aux difficultés d'accès à l'eau potable. Ces eaux sont habituellement utilisées par les Communautés pour des besoins divers (consommation, ménage, lessive, etc.). L'utilisation de ces puits est à l'origine de diverses maladies régulièrement observées au sein de la population.

Dans la zone urbaine, le problème d'accès à l'eau potable demeure. Ici les besoins évoluent plus vite que le réseau d'AEP du fait de l'extension des quartiers. Les bornes fontaines publiques gratuites aménagées au début des années 70 ne sont plus en service. Le réseau AEP ne couvre que 30% de l'étendue du territoire communal. En période de pointe (Avril-mai) la distribution de l'eau connaît de réels problèmes de pression dans tous les quartiers desservis. Il convient de relever que la Commune d'Arrondissement de Garoua 2^e n'est pas entièrement couverte par la Société de distribution de l'eau (C.D.E). Il se pose ainsi un réel problème d'approvisionnement en eau dans les quartiers suivants : Bibémiré, Roumdé-Adjia, Demsaré, Tchakamidari, Laindé, Takasko, Poukoulkou, Ouro Lawane, Doualaré, Ngaldidjé, Mboum Aviation, Poumpoumré et Nassarao.

Par rapport à l'hydraulique pastorale, il n'existe pas un réseau organisé d'ouvrages d'abreuvement du bétail. De surcroît, avec la pression sur les terres et l'absence de couloirs de passage, la recherche d'eau pour les animaux est une source continue de conflits. L'aménagement des points d'eau pastoraux pourrait contribuer à sédentariser les éleveurs et partant, à réduire les fréquents conflits entre éleveurs et les autres usagers de l'espace.

3.4.2.9. Infrastructures et approvisionnement en énergie

Les différentes sources d'énergies utilisées dans la commune sont :

- Les combustibles ligneux ;
- Les hydrocarbures ;
- L'électricité.

Les combustibles ligneux : Utilisés par plus de 60% de la population, les combustibles ligneux qui regroupent principalement bois de chauffe et charbon sont la principale source d'énergie pour les citadins et la principale source de revenus pour les bûcherons. Cette situation est l'une des causes de la désertification.

Les hydrocarbures : Cette source d'énergie est utilisée aujourd'hui par une minorité de la population. Les pénuries fréquentes, le prix élevé du pétrole lampant et l'accès difficile des équipements (bouteilles à gaz) contribuent à faire de cette source d'énergie un produit de luxe. Il existe une demi-douzaine d'essenceries qui assurent la distribution des produits pétroliers.

Les points de vente des produits pétroliers nigériens quant à eux sont nombreux. Leur intégration dans le système formel servirait grandement l'économie locale.

L'énergie électrique : L'électricité ne couvre pas tous les quartiers de la zone périurbaine. Les quartiers Mbilga, Ngourou, Wafango et Laindé Daneyel ne sont pas connectés au réseau électrique

En zone urbaine, le réseau électrique tout comme le réseau d'adduction d'eau potable n'est installé et entretenu, généralement, que le long des voies carrossables et bitumées qui desservent les quartiers. Au-delà de ces limites, les extensions sont faites par les abonnés eux-mêmes à des coûts prohibitifs. Cette situation est à l'origine des branchements clandestins et artisanaux qui sont la cause de certains incendies.

Au regard de ce qui précède, la commune a inscrit dans son agenda, le projet d'extension du réseau d'eau et d'électricité dans les quartiers périphériques déshérités.

3.4.2.10. Infrastructures de commerce :

Les équipements marchands : Les marchés de Takasko et Nassarao disposent des équipements marchands. Le marché de Roumdé Adjia bien que achalandé ne dispose d'aucun équipement marchand. Dans ce sous secteur d'activités, on observe de nombreux dérapages avec l'apparition spontanée des marchés dans les quartiers Poumpoumré, Laindé, Mboum Aviation etc.

3.4.2.11. Les infrastructures hôtelières et touristiques

Les structures d'accueil dans ce sous secteur sont constituées de trois hôtels deux étoiles et de cinq hôtels une étoile et de nombreuses auberges. A cela s'ajoutent cinq agences de voyages qui assurent les déplacements vers des destinations diverses. La voie fluviale, bien que présente n'est pas exploitée.

Les vidéos clubs pullulent dans la ville par manque de salles de cinéma.

La commune est dotée de nombreux potentiels sites touristiques qui gagneraient à être valorisés. C'est le cas des sites archéologiques du Mont Tingueling aux confins de Mbilga, de la forêt de Laindé. Dans le domaine touristique, la commune doit profiter de son potentiel et développer l'écotourisme par la promotion des barques motorisées le long de la Bénoué et l'aménagement des sentiers pédestres sur les flancs du Mont Tingueling

3.4.2.12. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Trois réseaux de téléphonie mobile couvrent le territoire communal. Il s'agit de MTN, ORANGE et CAMTEL. Si dans ce domaine toutes les couches de la population sont couvertes, tel n'est pas le cas dans celui de l'informatique et de l'internet. En effet, il existe très peu ou pas du tout de cybercafé dans la zone périurbaine.

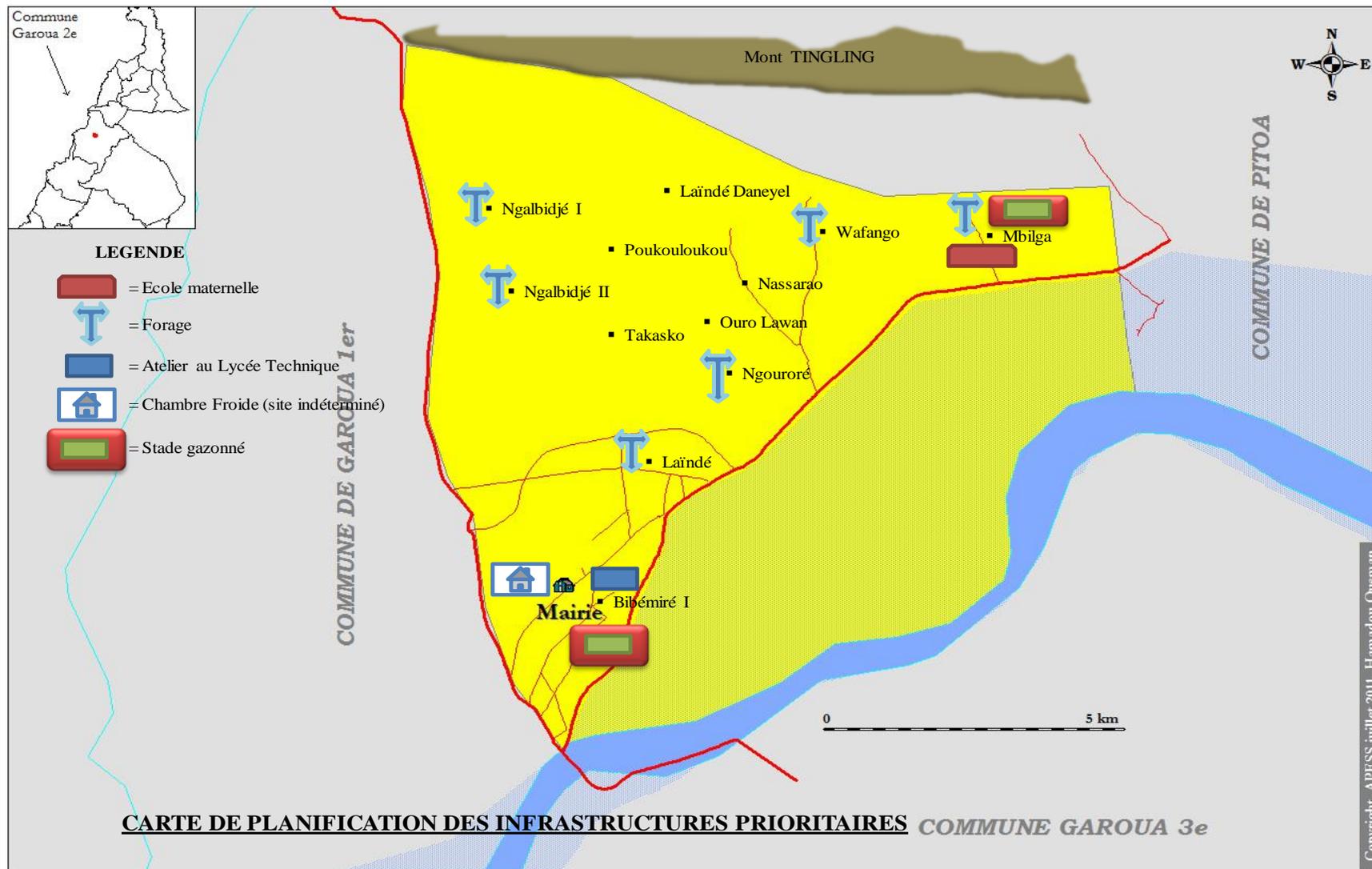
3.4.2.13. Infrastructures culturelles

Sur le plan culturel, les populations de la commune bénéficient d'un meilleur encadrement et de plusieurs facilités grâce au centre culturel de Lopéré hérité de la commune urbaine à régime spécial, à l'Alliance Franco Camerounaise de Garoua, à la Maison des Jeunes et de la Culture. Ces différents centres culturels et de loisirs offrent aux populations plusieurs services dont l'accès à une bibliothèque/médiathèque, aux manifestations de théâtres et de danses.

3.4.2.14. Communication sociale :

Hormis la station CRTV à envergure régionale et même nationale (la voie de septentrion), on note l'existence d'une radio communautaire FM Bénoué qui met un accent particulier sur des émissions culturelles et éducatives.

CARTE DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE GAROUA 2E



3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune ;

Les potentialités de la Commune sont nombreuses et variées ; elles comprennent entre autres :

3.5.1. Sur le plan agropastoral et piscicole

- De vastes étendues de terres cultivables notamment la riche vallée de la Bénoué ;
- Le fleuve Bénoué est riche en ressources halieutiques permet le développement des activités de pêche ;
- L'existence de nombreux bas fond marécageux favorables à la riziculture et aux cultures de contre saison ;
- Une main d'œuvre locale abondante ;
- L'existence des structures d'encadrement de proximité (DAADER, Postes agricoles, ONG) ;
- Un climat favorable à l'élevage bovin, ovin, caprin et volailles.

3.5.2. Sur le plan des infrastructures sociocommunautaires

- Le centre ville est à 10 minutes de l'aéroport international de Garoua ;
- Existence d'une voirie urbaine longue d'environ 130 kilomètres dont 39 km bitumés et 94 km en terre ;
- La présence de nombreuses institutions étatiques privées et confessionnelles ;
- La présence au sein de la commune des sociétés agro-industrielles (SITRON, SABC, SAHEL SPRINGS ET LES BOULANGERIES).

3.5.3. Sur le plan forestier et touristique

- La présence des sites archéologiques et des galeries forestières.

3.5.4 Sur le plan commercial

- Un centre ville en pleine expansion avec une population estimée à 200 000 âmes ;
- Une forte population sédentarisée et en pleine croissance.

3.5.5 Sur le plan social

- Présence des autres acteurs du développement local (sectoriels, Associations, ONG, Populations locales, etc.) qui vont coopérer avec la Mairie ;
- Populations très dynamiques ;
- Existence d'une importante élite extérieure et intérieure ;
- Présence d'une main d'œuvre abondante (jeunes)

3.5.6 Sur le plan environnemental.

- existence de vastes étendues de terres cultivables ;
- existence du fleuve Bénoué.

IV. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1 Synthèse du DIC

4.1.1 Gestion des ressources humaines

La commune de Garoua II est composée de deux catégories de personnels : Le personnel permanent et le personnel temporaire.

L'analyse des résultats montre que les agents des catégories 4, 7 et 8 représentent près de 75% de l'effectif total du personnel. Tandis que les agents des catégories 9 et 6 représentent 20%. Ces résultats témoignent de l'insuffisance de cadres de haut niveau (Ingénieurs, Topographes et autres Gestionnaires) pouvant prendre efficacement en charge l'entretien du patrimoine municipal (infrastructures routières, voirie municipale, service hygiène et salubrité) et autres travaux d'urbanisation. Il semble impératif, dans un premier temps, d'augmenter l'effectif du personnel affecté aux travaux de conception ; dans un second temps d'assurer sa formation qualitative. Le personnel pionnier souffre de l'inexistence d'un plan de formation et de stage de recyclage, mais aussi de l'insuffisance de matériels et équipements de travail. On note également l'absence de techniciens. Il est à relever que les réunions du personnel restent limitées aux cadres communaux. La tenue d'une réunion du personnel non cadre pourrait également aider à évaluer la performance ou alors à déceler les faiblesses de certains services et suggérer des solutions.

La Commune de Garoua II compte 31 employés dont 08 permanents recrutés et 23 temporaires sur la base des qualifications différentes :

- Secrétaire Général ;
- Cadre contractuel ;
- Agent Communal ;
- Chauffeur ;
- Veilleur, Gardien, et Garçon de maison ;
- Planton.

Parmi les huit employés (cf. liste du personnel) permanents, deux sont des femmes, et 4 seulement ont eu une formation par rapport aux services auxquels ils sont affectés (CEFAM, renforcement des capacités de l'état civil et à la tenue du DIPE).

Les Contrats du personnel de la Commune sont de deux types : les Permanents et les Temporaires. Parmi les permanents, on note les décisionnaires et les contractuels. La Masse salariale est de 2.775.014 F/mois soit 33.300.168F/An.

Le Personnel est recruté suivant les besoins de la Commune. Le profil des carrières va de la date d'embauche jusqu'à la retraite avec possibilité de promotion qui est fonction du rendement et qui est évaluée grâce à l'assiduité et le dévouement au service. Chaque année, le personnel communal est noté à travers des bulletins de note suivant l'organigramme hiérarchique.

4.1.2 L'organigramme

Au regard de cet organigramme, l'organisation administrative de la commune de Garoua deuxième est du type fonctionnel. Il a été adopté par la délibération municipale N° 07/DM/CAGII/2011. C'est une réadaptation de celui proposé par le MINATD conformément à l'arrêté N° 00136 du 24/08/2009. On y observe que le Maire et ses quatre adjoints sont positionnés au sommet de la hiérarchie municipale. Sur les 29 postes que compte cet organigramme, 16 sont effectivement pourvus. Deux postes sont provisoirement occupés par des conseillers municipaux, il s'agit de l'unité maintenance et entretien du patrimoine et du service d'hygiène. Le secrétariat particulier et le service du courrier sont cumulativement occupés par une seule personne. Il en est de même du service social et culturel et du secrétariat général. Ces postes cumulés sont synonymes de volume de travail énorme. Toute chose qui engendrera à court ou moyen terme des retards et des erreurs dans le traitement des dossiers. L'absence d'autres services notamment le service technique (service de l'aménagement et du développement urbain) encourage la dépendance de la commune vis-à-vis de la communauté urbaine mieux nantie techniquement. Il faut dire que cette réadaptation est élaborée sur la base des contraintes et des opportunités. Autant la commune a besoin d'étoffer son effectif, autant elle doit étendre ses locaux et les équiper. Concilier ces deux impératifs constitue l'un des nombreux défis qui attendent l'exécutif municipal. Il est prévu au cours de ce même exercice le recrutement de deux agents dont un

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP financier et un chargé de développement. Au regard de nombreux défis qui attendent cette jeune commune, tous les postes doivent être pourvus.

4.1.3. Fonctionnement des services

La Mairie de Garoua II dans son organisation actuelle comprend trois services : le service économique et financier, le service social et culturel et le service des affaires générales.

4.1.4. Le cahier de charge et l'évaluation du personnel

Le personnel de la commune ne dispose pas de cahier de charge. La présence de celui-ci améliorerait davantage la performance et l'évaluation du personnel et également le partage de l'information entre les différents services.

4.1.5. La division des tâches au niveau de l'exécutif municipal.

Le premier adjoint : il est chargé des affaires économiques

Le deuxième adjoint : il est chargé des affaires sociales culturelles de la jeunesse et des sports

Le troisième adjoint : il est chargé des Infrastructures urbaines

Le quatrième adjoint : il est chargé de l'environnement et protection de la nature

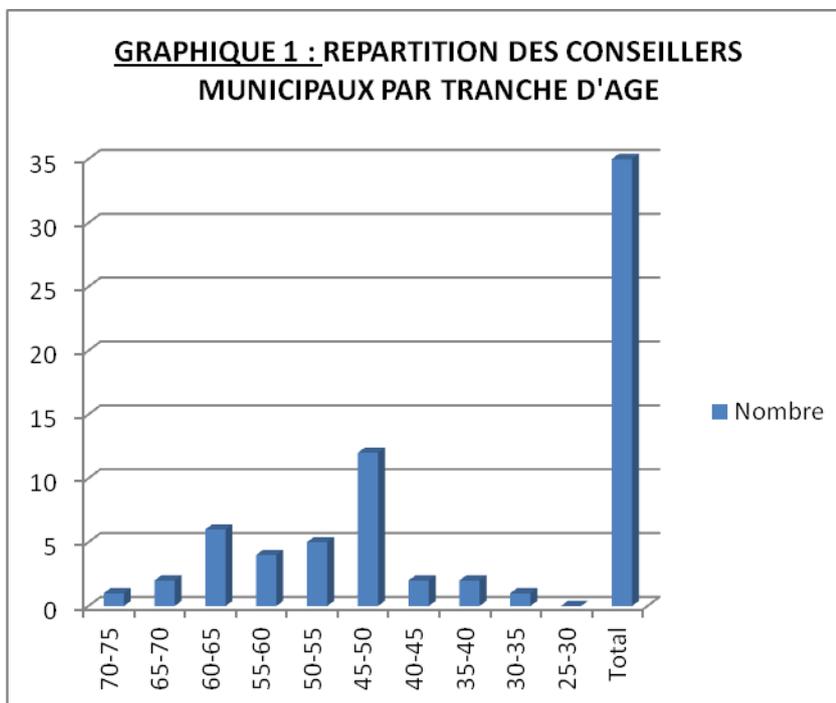
La collaboration entre le maire et ses quatre adjoints est à renforcer et à développer.

4.1.6. Le Conseil Municipal

Le conseil municipal est composé de trente et cinq (35) conseillers municipaux (tous de l'UNDP), parmi lesquels 7 femmes (soit 20%) et 28 hommes. Leurs profils socioprofessionnels sont divers : commerçants, transporteurs, chauffeurs, mécaniciens, fonctionnaires, retraités, cultivateurs, ménagères. Le niveau d'instruction est moyen, près de 10 conseillers (sur 35) ne sont pas instruits.

Tableau 3 : Répartition des conseillers par classe d'âge

Classe d'âge	Nombre
70-75	1
65-70	2
60-65	6
55-60	4
50-55	5
45-50	12
40-45	2
35-40	2
30-35	1
25-30	0
Total	35



Ce graphique montre 51,43% des conseillers ont plus de 50 ans tandis les jeunes de 35 ans ne représentent que 2,86% du conseil municipal. Ce déséquilibre au niveau des classes d'âge pose le problème de la représentativité des jeunes dans les sphères des décisions. Le nombre de sessions du conseil municipal est fixé à 2 par an, mais il peut arriver qu'on convoque une session extraordinaire. Le conseil municipal occupe une place prépondérante

dans le fonctionnement de la Commune. Il a pour rôle de relire le budget proposé par le Maire et le SG, d'y apporter des modifications, de délibérer sur son vote et les mécanismes de contrôle de mise en œuvre. Il procède à une évaluation annuelle de ce budget. Les conseillers municipaux sont les relais de la commune vers les populations. Mais les populations participent également au fonctionnement de la commune à travers des séances libres sur le budget organisé à leur intention. Il faut signaler qu'il n'existe pas un plan de formation pour les conseillers.

La commune a mis en place quatre commissions :

- La commission des finances et des affaires économiques ;
- La commission des affaires sociales culturelles de la jeunesse et des sports
- La commission des Infrastructures urbaines ;
- La commission de l'environnement et de la protection de la nature.

Il est constaté pendant la phase de diagnostic des espaces communaux que les relations entre les populations et les élus souffrent d'un déficit de communication. Cette situation suscite un sentiment de méfiance entre les citoyens et leurs conseillers, ce qui est de nature à affecter les principes de la bonne gouvernance. Il s'agit alors de rétablir les conditions d'une meilleure écoute et d'un meilleur dialogue entre les élus et les populations de manière à permettre à chacun de mieux jouer son rôle (participation aux travaux de la ville, offre des services de qualité à la ville) et en veillant à la cohérence et à la convergence des efforts de tous.

4.1.7. La circulation de l'information et la gouvernance locale

La commune utilise pour sa communication et de la diffusion de ses informations, les canaux traditionnels que sont la radio, les réunions, les invitations, les affichages, le téléphone portable, les journées portes ouvertes et la toile. La commune ne s'est pas encore arrimée aux TIC.

4.1.8. Les ressources humaines de la commune : Problèmes, forces, faiblesses opportunités et contraintes

- **Les problèmes bruts**

- Insuffisance du personnel ;
- Manque de formation ;
- Insuffisance du matériel de travail ;
- Insuffisance des locaux ;
- Manque de réunions de concertation entre les services ;
- Absence d'avancement du personnel ;
- Manque de motivation du personnel ;
- Conditions de travail peu satisfaisantes.

- **Les problèmes reformulés**

- Faible effectif du personnel ;
- Déficit de formation ;
- Faible capacité d'intervention du personnel communal ;
- Déficit de communication.

Tableau 4 : Analyse des problèmes

Problèmes	Causes	Effets	Solutions
Faible effectif du personnel	Suspension des recrutements ; Moyens limités de la commune (faiblesse des recettes communales) ;	Cumul de fonctions ; Surcharge de travail ; Baisse de rendements Qualité de service peu satisfaisante	Recrutement du personnel qualifié après feu vert de la tutelle ; Augmentation des ressources financières de la commune ;
Déficit de formation	Inexistence d'un plan de formation du personnel ; Moyens limités de la commune ; Faible exploitation des opportunités locales (partenariat avec les centres de formations privées et publiques)	Manque d'efficacité ; Faible rendement ; Dispersion des ressources financières ;	Elaboration d'un plan de formation du personnel ; Signer des partenariats avec les centres de formation ; Mobilisation des moyens
Faible capacité d'intervention de la commune	Conditions de travail peu satisfaisantes (matériels de travail insuffisants, absence d'avancement du personnel, absence de motivation du personnel, insuffisance des locaux)	Faible performance ; Qualité du service rendu affectée ; Surexploitation et amortissement précoce du matériel	Amélioration des conditions de travail (Plan de carrière, avancement, motivation ; décoration, gratification) Construction et équipement des nouveaux bureaux
Déficit de communication	Faible circulation de l'information ; Insuffisance de réunions entre le personnel et les services	Faible visibilité dans la résolution des problèmes ; Risques de redondance	Elaborer un plan de communication avec des informations sur la périodicité des réunions et les types de réunions

Les forces et faiblesses de la commune dans le domaine des ressources humaines

FORCES	FAIBLESSES
Jeunesse et expérience du personnel	Faiblesse de l'effectif du personnel communal
Dynamisme du personnel	Absence de recyclage
Elaboration et transmission du budget et du compte administratif dans les délais	Ressources limitées de la commune
30 % du personnel est composé des femmes	Absence d'un plan de formation et d'un plan de communication

4.1.2. Gestion des ressources financière ;

1. Le Budget

Elaboration : L'exécutif décide de l'élaboration du budget avec la collaboration des Conseillers Municipaux. Le Secrétaire Général est chargé de préparer le budget suivant les grandes lignes d'orientations de l'exécutif communal. La préparation du budget commence dès le mois d'août.

Proposition du budget : Le maire propose le budget au conseil municipal lors des sessions ordinaires en adéquation avec les besoins réels et les moyens mobilisables.

Approbation : Il est approuvé par la tutelle (Préfet), après vérification de la régularité des lignes budgétaires.

Suivi du budget : Il est assuré par l'exécutif communal en collaboration avec le receveur municipal et le Secrétaire Général. Il se fait par vérification de la régularité des lignes budgétaires au jour le jour.

Publication du budget : C'est l'exécutif qui, en collaboration avec la tutelle, publie le budget pendant le conseil municipal qui se tient en novembre.

Adoption des comptes administratifs et de gestion : L'exécutif et ses collaborateurs (le Maire et le receveur municipal) soumettent les comptes administratifs et les comptes de gestion au mois de mars de chaque exercice.

2. Analyse de la Structuration du budget : budgets Communaux 2008, 2009, 2010

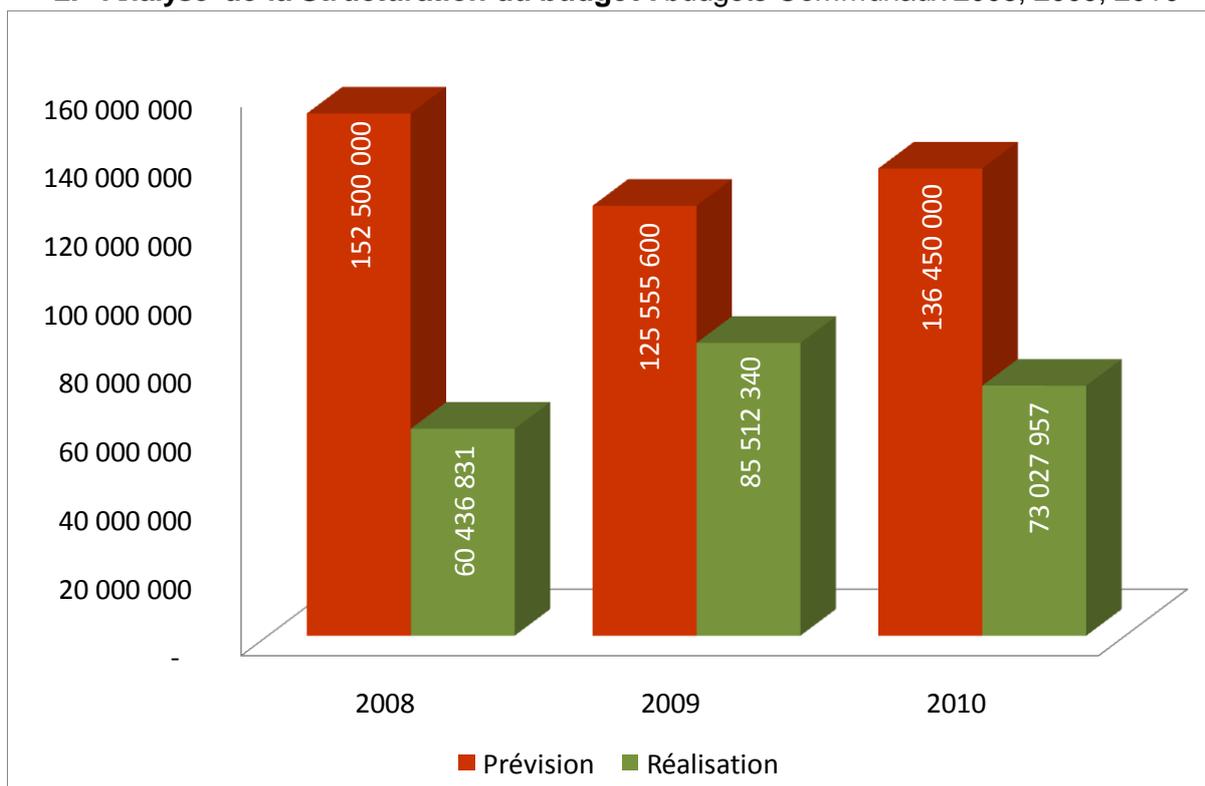


Figure 2 : Evolution des prévisions et des réalisations budgétaires sur les trois derniers exercices

Ce graphique révèle que les taux de réalisation sont de 39.63% en 2008, 68.10% en 2009 et 53.91% en 2010. La variation de ce taux s'explique par le faible recouvrement des C.A.C.

En effet, en 2008, sur les 70 000 000 francs attendus du FEICOM, seuls 32 079 610 francs ont été effectivement versés. Certaines ressources extérieures prévues telles que la dotation générale au fonctionnement (DGF) sont toujours attendues. L'impôt libérateur, pilier central des ressources propres d'une commune, a eu un taux de réalisation de 63%. La commune

compte seulement 1690 contribuables. Ce qui est très peu au regard des potentiels contribuables qui exercent dans la commune.

En 2009, le budget prévisionnel a connu une baisse de 17.66% tandis que les réalisations ont augmenté de 41.49% par rapport à l'exercice précédent. Les CAC et les IL, principaux éléments des recettes propres ont respectivement connu des hausses de 2 276 052 francs et 9 117 575 francs. Concernant les IL, la technique de recouvrement à travers la mise en place d'une plate forme des motos taximen a porté ses fruits. Ce genre d'initiative appliqué à d'autres secteurs de l'économie locale pourrait largement améliorer les recettes communales.

En 2010, le budget prévisionnel a augmenté de 9.54% en valeur relative et de 11 895 000 francs en valeur absolue. Toutefois, les réalisations ont chuté de 12 484 383 francs et ce, malgré le versement de la DGF et un taux de recouvrement de CAC de l'ordre de 82.24%. Une fois encore, le problème de recouvrement des recettes propres se pose. Ces dernières ont connu une baisse de 1 118 150 francs par rapport à l'exercice précédent. Cette contre performance s'expliquerait par un relâchement des services de recouvrement déjà affaiblis par la précarité des moyens logistiques. Bien que le taux moyen de réalisation soit de 53.88%, la courbe de réalisation évolue en dent de scie. Les potentialités économiques de la commune devraient permettre à cette dernière d'améliorer son taux de recouvrement. Mais il va falloir concilier les impératifs de la lutte contre l'incivisme fiscal et l'amélioration de la capacité d'intervention de la commune.

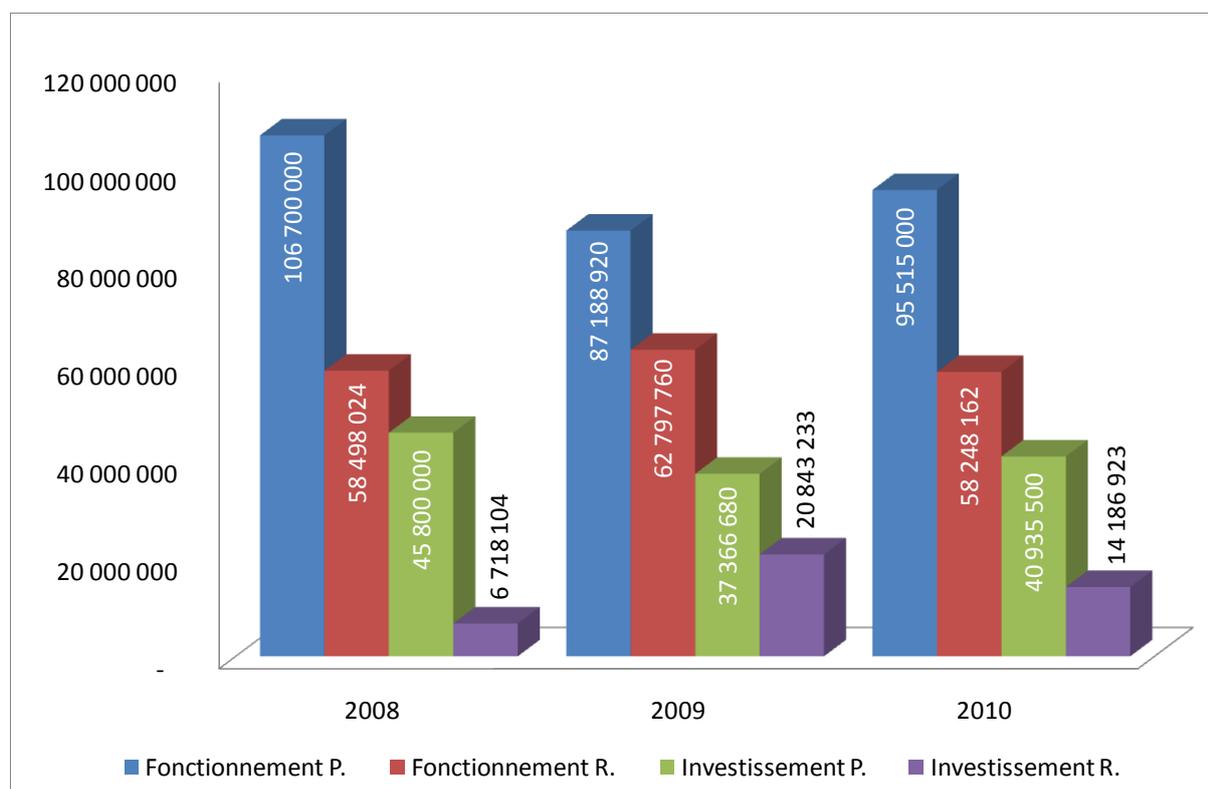


Figure 3 : Evolution du budget de fonctionnement et des investissements au cours des trois derniers exercices (en prévision et en réalisation)

Il ressort de ce graphique que les investissements sont presque constants en terme de prévision mais évoluent en dent de scie en terme de réalisation avec un pic en 2009 de 20 843 233 francs et une chute en 2010 à 14 186 923 francs (soit un écart de 6 656 310 francs) entre le précédent réalisé et celui de 2010. On note un écart considérable entre le montant prévu pour les investissements en 2008 (45.800.000F) et ce qui a été effectivement réalisé la même année (6.718.104) soit un taux de réalisation de 15%.

Quant au budget de fonctionnement, il se caractérise par sa constance en réalisation avec une moyenne de 66 514 648 francs/an. En revanche, la réalisation des investissements

connait une moyenne annuelle de 13 916 086 francs. Le rapport investissement / fonctionnement est de 20.9% ce qui est relativement faible. Les investissements ne devraient pas concerner uniquement les infrastructures, mais aussi les hommes par exemple la formation du personnel communal.

2. Le bureau de recette

Les recettes sont ordonnées par le Maire suivant une fiche d'ordre de recette ou un bulletin d'émission ou par un versement spontané. Les Dépenses sont ordonnées par le Maire.

La Caissière encaisse les recettes et les reverse au Receveur Municipal qui procède au versement en banque. Les rapports de présentation du budget sont élaborés par le Secrétaire Général. Les états financiers (décades et mensuels) sont élaborés par les services de la recette municipale. Les percepteurs liés par contrats à la commune se déploient de façon permanente sur le terrain pour la collecte des recettes. Le receveur municipal suit les percepteurs dans leurs performances mensuelles. Il existe deux types de recettes : recettes de fonctionnement et recettes d'investissement

En ce qui concerne le fonctionnement, il existe un vaste chantier fiscal à explorer et à mettre au profit de la Commune. Les métiers informels et les taxes d'inspections sanitaires, les taxes produits et amendes de simple police, taxes de fourrière etc.... sont sous-évalués et méritent d'être revus pour un assainissement fiscal dans la Commune.

En Conclusion :

Sur le plan financier, la Commune gagnerait à rechercher les voies et moyens pour élargir son assiette en :

- organisant la multitude d'acteurs du secteur informel,
- réorganisant et équipant les services de recouvrement des recettes Communales,
- réévaluant les taux de certaines taxes,
- prenant des mesures incitatives auprès des contribuables,
- organisant des réunions hebdomadaires ou mensuelles d'évaluation de performance des services du recouvrement,
- procédant au recensement des boutiques et autres contribuables non identifiés lors du recensement de 2008 afin de réactualiser le fichier des contribuables de commune,
- définissant un seuil plafond de liquidités que doit détenir la caissière,
- effectuant des versements réguliers en banque pour renforcer la sécurisation des fonds collectés.

Enfin, il faut s'appuyer sur les recettes propres de la Commune et réduire la dépendance aux C.A.C.

Sur le plan humains, la commune devrait :

- Elaborer un plan de formation et de stage du personnel Communal et le mettre en œuvre,
- Organiser les réunions et séance de travail avec tout le personnel Communal afin d'échanger sur les problèmes et contraintes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur fonction et faire des suggestions pour y remédier,
- Primer l'excellence pour stimuler les initiatives et les rendements,
- Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication intra-service.

4.3. La gestion du patrimoine communal

Les ressources patrimoniales sont héritées de l'ex commune rurale de Garoua. Elles sont affectées à la nouvelle commune de Garoua II suite à un arrêté préfectoral. Le tableau 5 ci-dessous présente leur situation.

4.3.1. Mode de gestion du patrimoine communal

Le maire, ordonnateur des dépenses et des recettes, gère le patrimoine communal. Il existe théoriquement au sein de l'organigramme un poste non encore pourvu qui se chargera de la maintenance du patrimoine communal

Tableau5 : Situation du patrimoine communal

Biens	Date d'acquisition	Valeur acquisition (FCFA)	Etat	Source de financement ou mode d'acquisition	Propriété	Mode de gestion ou contrôle de l'utilisation	Système d'entretien
Infrastructure							
Centre culturel de Lopéré	Construction 1992 Rétrocession 2007	50 000 000	Moyen	EX-Commune de Garoua Urbain	Commune	Commune	Budget de la commune
Mobilier							
06 Armoires	Novembre 2008	1 890 000	Très bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
12 bureaux	Janvier 2009	4 635 000	Bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
29 Chaises	Janvier 2009	1 035 400	Bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
79 fauteuils	Janvier 2009	7 752 415	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
01 salon	Janvier 2009	950 000	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
02 tables	Novembre 2008	402 250	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
01 aspirateur	Février 2008	402 250	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
12 climatiseurs	Septembre 2007	4 840 000	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
01 Frigo	Novembre 2007	337 508	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
01 imprimante	Février 2008	200 000	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
02 ordinateurs	Janvier 2007	1 750 000	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
01 photocopie	Novembre 2007	685 000	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
01 Coffre fort	Mars 2010	1 561 306	bon	Commune	Commune	Commune	Budget commune
Matériel roulant							
Toyota Carina E (SG Mairie)	Septembre 2007	4 500 000	Passable	Cession	Commune	Commune	Budget commune
Pick up USUZU (Service du recouvrement)	Septembre 2007	7 000 000	A reformer	Cession	Commune	Commune	Budget commune
Honda CIXIC (Maire)	Septembre 2007	4 200 000	Passable	Cession	Commune	Commune	Budget commune
Moto Honda 125 (SP Maire)	Septembre 2007	500 000	Passable	Cession	Commune	Commune	Budget commune
Vélo	Avril 2010	144 889	Très bon	Achat	Commune	Commune	Budget commune

Tableau 6: Forces et faiblesses dans le domaine du patrimoine communal

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un bâtiment provisoire réhabilité 	<ul style="list-style-type: none"> • La commune n'est pas propriétaire du bâtiment qui abrite ses services ; • Insuffisance des locaux pouvant abriter l'ensemble des services de la commune ; • Inexistence de certaines infrastructures (fourrière municipale, toilettes externes, garage municipal, services techniques, service d'hygiène, service des archives et de la documentation, service de recouvrement, recette et dépense) ; • Inexistence d'une réserve foncière ; • Inexistence d'une pépinière communale.
<ul style="list-style-type: none"> • Existence du matériel roulant et du mobilier en bon état 	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état d'une partie du matériel roulant existant ; • Insuffisance du matériel roulant

Tableau 7: Analyse des problèmes et identification des solutions

Rubrique	Problèmes	Causes	Effets
Patrimoine Communal	La non disponibilité du patrimoine foncier de la commune de Garoua II	La procédure est en cour ; La lenteur administrative.	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'un hôtel de ville • Limitation de compétence • Difficulté à réaliser certains projets (Abattoirs, pépinière, espaces verts, logements sociaux, terrain à bâtir)
	Difficultés de mobilité du personnel communal pour la réalisation du travail	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du matériel roulant liée à la faiblesse des moyens financiers. • Vétusté du matériel roulant existant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de recouvrement des recettes ; • Baisse des recettes communales ; • Baisse de rendement ; • Non maîtrise du répertoire des contribuables ; • Non atteinte des objectifs du plan ; • Insatisfaction des populations dans le domaine économique et social (pas d'ambulance et de corbillard etc...)

4.1. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

N°	SECTEURS	PRINCIPAUX PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
1	EAU ET ENERGIE	Difficulté d'accès à l'eau potable ;	Extension partielle du réseau AEP, Insuffisance des points d'eau potable en zone périurbaine	Recrudescence des maladies hydriques notamment le choléra	Extension du réseau AEP, Construction des points d'eau potable 21 forages Réhabilitation des points d'eau en panne 13 points d'eau
		Difficulté d'accès au réseau électrique	Extension partielle du réseau électrique	Faible développement des activités génératrices des revenus ; Incendies suite aux branchements précaires	Extension du réseau électrique
2	EDUCATION DE BASE	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	Insuffisance des salles de classe et équipements Insuffisance des enseignants qualifiés	Mauvaises conditions de travail et d'accueil Abandons scolaires	Construction et équipement de 56 salles de classe et de 1100 tables bancs Affectation de 53 enseignants
3	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire de qualité	Insuffisance des salles de classe et équipements Insuffisance des enseignants qualifiés	Mauvaises conditions de travail et d'accueil Abandons scolaires	Construction et équipement des salles de classe ; Affectation des enseignants qualifiés Équipement des lycées et collèges en matériels informatiques
4	SANTE PUBLIQUE	Difficulté d'accès aux soins de santé	Insuffisance du plateau technique des formations sanitaires ; Insuffisance de personnel soignant	Mauvaises conditions d'accueil des patients Automédication Recrudescence de certaines maladies	Réhabilitation des plateaux techniques Réhabilitation des formations sanitaires Affectation du personnel soignant
5	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Difficulté d'accès à un emploi décent	Insuffisance des centres de formation professionnelle Faible financement des promoteurs suite aux conditionnalités difficiles des banquiers	Accentuation de la pauvreté Chômage	Facilitation de l'accès des promoteurs aux financements Création et opérationnalisation des centres de formation

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

N°	SECTEURS	PRINCIPAUX PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
6	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	Difficulté d'accès aux intrants, aux équipements et aux crédits agricoles, Baisse de la fertilité des terres	Coûts prohibitifs des intrants notamment les engrais Faible encadrement des producteurs Pressions sur les terres	Faible production agricole, Insécurité alimentaire	Faciliter l'accès aux intrants et aux équipements agricoles Vulgariser les techniques promouvant le DD
7	ELEVAGE ET PECHE	Difficulté d'accès aux intrants aux équipements et aux crédits Réduction des zones de pâturage	Coûts prohibitifs des tourteaux, des produits vétérinaires et des équipements Faible encadrement des éleveurs Pressions sur les pâturages	Faible productivité des animaux, Insécurité alimentaire	Faciliter l'accès aux intrants alimentaires, aux produits vétérinaires et aux équipements. Vulgariser les espèces animales performantes
8	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Mauvais état de la voirie urbaine, des infrastructures de drainage et d'assainissement et de l'éclairage public	Moyens limités Vandalisme des populations	Inondations Prolifération des moustiques	Réhabilitation de la voirie urbaine et de l'éclairage urbain
9	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Pollutions Dégradation des berges des cours d'eau	Berges non stabilisées Comportements non responsables des riverains	Inondations Prolifération des moustiques	Stabilisation des berges par des ouvrages maçonnés ou végétalisation des berges
10	FAUNE ET FORET	Déboisement	Comportements non responsables de certaines populations Coupe sauvage du bois Non reboisement	Désertification Coût élevé du bois de chauffe ; Changement climatique	Reboisement Sensibilisation
11	TRANSPORTS	Difficulté de mobilité urbaine Organisation peu satisfaisante des motos taximen	Inexistence des bus de transports Structuration des motos taximen	Inconforts des usagers Accidents	Inciter les opérateurs locaux à mettre en circulation des taxis
12	TRAVAUX PUBLICS	Mauvais état des routes dans la zone périurbaine	Dégradation des voies dans la zone périurbaine	Difficulté de mobilité des personnes en zone périurbaine	Réhabilitation des routes périurbaines

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

N°	SECTEURS	PRINCIPAUX PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
13	JEUNESSE	Difficulté d'organisation des activités de vacances Difficulté d'accès des jeunes aux emplois décents	Chômage Exclusion sociale	Insécurité	Faciliter l'accès des jeunes aux emplois décents
14	EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS	Difficulté d'accès aux infrastructures aux équipements et aux matériels sportifs	Insuffisance des infrastructures et matériels sportifs	Utilisation des terrains vagues Conflits	Construction des complexes sportifs
15	COMMERCE	Difficultés d'accès aux équipements marchands de qualité	Moyens limités Indisponibilité des sites	Prolifération des marchés Insalubrité	Construction des marchés modernes
16	MINE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Faible performance des acteurs locaux	Non encadrement des acteurs locaux	Faiblesse des revenus des acteurs	Encadrement des acteurs
17	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	Difficulté d'accès aux innovations, aux matériels végétaux et aux espèces animaux performants	Non encadrement des acteurs locaux	Faible production	Faciliter l'accès aux résultats de recherche
18	ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	Difficulté d'accès à l'encadrement technique et aux financements	Faible organisation des artisans Faible encadrement Faible accès aux EMF et aux banques	Pauvreté Faible performance Acteurs non compétitifs	Faciliter l'accès aux financements à l'encadrement et à l'information

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

N°	SECTEURS	PRINCIPAUX PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
19	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Faible épanouissement de la femme de la jeune fille et de la famille	Difficulté d'accès des enfants à l'état civil Persistance des pratiques dégradantes (excision) Existence des fistules obstétricales	Marginalisation du statut de la femme et de la jeune fille	Contribuer à la promotion de la femme, de la jeune fille et de la famille en : Permettant aux enfants d'avoir leur acte de naissance Permettant aux femmes d'exercer les AGR Permettant aux jeunes filles d'aller à l'école Luttant contre les fistules obstétricales, l'excision et les violences faites aux femmes
20	AFFAIRES SOCIALES	Faible prise en charge des personnes vulnérables (enfants, handicapés, Veuves ; etc.)	Moyens limités Faible organisation des concernés	Injustice sociale	Assurer une prise en charge effective des couches vulnérables
21	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	La commune ne dispose pas d'un patrimoine foncier, Statut foncier de certains quartiers incertain	Mauvaise gestion du patrimoine foncier	Indisponibilité des sites pour la construction des ouvrages sociocommunautaires	Procéder au classement des terrains Acquérir un domaine propre à la commune
22	POSTE ET TELECOMMUNICATION	Faible accès de la zone périurbaine aux N.T.I.C	Faible intérêt des opérateurs privés locaux aux N.T.I.C	Fracture numérique	Inciter les opérateurs économiques locaux à investir dans les NTIC
23	COMMUNICATION	Faible communication de la commune vers l'extérieur	Inexistence d'un plan de communication La commune n'a pas son site Web	Faible diffusion de l'action communale	Elaborer un plan de communication Mettre en place des canaux de communication notamment le journal, le site Web
24	CULTURE	Potentiel culturel insuffisamment valorisé	Inorganisation des acteurs	Faible activité culturelle	Structurer et encadrer les acteurs culturels ; Construire et équiper les infrastructures culturelles (musées, bibliothèques)

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

N°	SECTEURS	PRINCIPAUX PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
25	TOURISME	Potentiel non valorisé	Inorganisation des acteurs	Faible activité touristique	Structurer et mettre en place un cadre incitatif
26	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Difficulté d'accès à une couverture sociale de qualité pour la majorité de la population active	Faible encadrement	Non prise en charge des travailleurs informels	Immatriculation des travailleurs du secteur informel à la CNPS
27	ECONOMIE PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	Difficulté de coordonner les activités des différents intervenants	Faible communication entre les intervenants	Doublon et chevauchement	Renforcer le partenariat entre la Commune et les secteurs pourvoyeurs d'emploi (Transport, Culture, Tourisme, Petites et Moyennes Entreprises, MINADER, MINEPIA Utiliser les résultats de la recherche réalisés par la MEADEN

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

Le présent plan s'inscrit en droite ligne des grandes orientations du DSCE qui prévoient l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

Au niveau communal, il s'agira pour l'exécutif communal d'apporter une réponse satisfaisante à la demande sociale, de bâtir une économie solide tout en léguant à la postérité un environnement sain et vivable.

5.1.1. Vision de la commune

En 2016, la Commune d'Arrondissement de Garoua 2^e est une commune économiquement solide avec un meilleur cadre de travail et de meilleures conditions de vie pour ses populations.

5.2. Cadre logique par secteur

Une logique d'intervention par secteur (objectifs de divers niveaux, résultats attendus, activités, indicateurs et facteurs externes ou hypothèses) à suivre pour la résolution des problèmes prioritaires de la Commune a été élaborée au cours de l'atelier de planification communale.

Le tableau 9 dénommé «Cadre Logique (CL) » présente les résultats de cette étape du processus.

Tableau 9 : Cadre Logique

Stratégie d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global : Améliorer les conditions de vie de la population de la Commune d'Arrondissement de Garoua II		Indice de développement humain dans la commune ; DSCE ; OMD		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
Secteurs		100% des populations ont accès aux soins de santé de qualité		Enquêtes	
Santé Publique	Objectif stratégique 1 : Améliorer l'offre de service de santé dans la commune				
	Résultat 1.1 : Le cadre infrastructurel des formations sanitaires de la commune est amélioré en qualité et en quantité	100% de CSI sont équipés et dotés de systèmes d'évacuation des déchets, ceux n'ayant pas assez de bâtiments ont fait l'objet d'une extension. Un centre de santé est créé à Poumpourmé		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 1.2 : Les ressources humaines au sein des formations sanitaires de la commune ont augmenté	100% des CSI ont été renforcés en personnel qualifié		Enquêtes	
	ACTIVITES				
	Résultat 1.1	COÛT	Résultat 1.2	COÛT	
	1- Etendre et équiper les trois (03) CS de Nassarao, Laindé et Baschéoré en six (06) bâtiments équipés de 50 lits d'hospitalisation	75 000 000	1- Faire des plaidoyers auprès de l'Etat en vue de disposer des personnels soignants qualifiés ;	500 000	
	2- Renouveler les plateaux techniques des formations sanitaires de Nassarao, Laindé et Baschéoré	4 500 000	2- Contribuer à la formation des membres du COSA et du COGES sur les techniques de prévention et de lutte contre les maladies	1 000 000	
	3- Doter tous les 3 CSI de Nassarao, Laindé et Baschéoré en systèmes d'évacuation et de traitement des déchets (3 fosses et 12 bacs)	600 000	3- Recycler tout le personnel sanitaire des CSI et des CMA	500 000	
	4- Entretenir périodiquement les infrastructures sanitaires ;	1 500 000			
	5- Achever les travaux de construction du CS de Ngalbidjé et de Takasko	20 000 000			
6- Connecter le CSI de Nassarao au réseau électrique	20 000 000				
7- Participer aux campagnes de JNV et SASNIME et de lutte contre les endémies et les épidémies	500 000				

Secteur	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification	Hypothèses
Eau et Energie	Objectif stratégique 2 : Améliorer l'Offre de service en eau potable et en énergie électrique	-100% de la population de la commune a accès à l'eau potable d'ici 2016 -Les réseaux AEP et électrique ont couvert 40% des quartiers de la commune		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 2.1 : L'approvisionnement des ménages en eau potable est facilité	-25 forages sont créés dans la zone périurbaine ; -13 forages et 1 puits sont réhabilités dans la zone périurbaine ; -Le réseau AEP a couvert 40% de l'espace communal		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 2.2 : L'accès à l'énergie électrique est facilité	Le réseau électrique a couvert 70% de l'espace communal		Enquêtes	
	ACTIVITES				
	Résultat 2.1	COUT	Résultat 2.2	COUT	
	1- Créer des points d'eau : 21 forages respectivement à Laindé Daneyel (2) ; Laindé (2) ; Ngalbidjé I (3), Ngalbidjé II et III (5) ; Wafango (5) ; Mbilga (4)	168 000 000	1- Etendre le réseau électrique aux trois (03) quartiers de la commune (Nassarao, Poukouloukou II et Doualaré)	62 253 250	
	2- Réhabiliter 13 forages respectivement à Nassarao (3) ; Ngalbidjé I (2) ; Laindé Daneyel (2) ; O. Lawane (2) ; Tongo/Ngurore (1) ; Wafango (1) ; Mbilga(2). (1) puits à Tongo.	2 300 000			
3- Etendre le réseau AEP à tous les quartiers de la commune.	40 000 000				
4- Créer et réactualiser le fichier communal des ouvrages d'approvisionnement en eau potable.	1 000 000				

Secteur	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Eau et Energie	Objectif stratégique 3 : Améliorer les conditions de stockage de vente et de manipulation des produits pétroliers et gazeux	Les risques d'incendies causés par des produits pétroliers et gazeux sont réduits de 30%	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultats 3.1: Les conditions de stockage, de vente et manipulation des produits pétroliers et gazeux sont améliorées	Un fichier des points de stockage et de vente des produits pétroliers frauduleux identifié est élaboré.	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	ACTIVITES			
	Résultat 3.1		COUT	
	1- Réaliser la cartographie et le fichier des points de stockage et de vente des produits pétroliers informels		2 000 000	
	2- Sensibiliser les importateurs et les vendeurs détaillants des produits pétroliers sur les risques à encourir.		1 250 000	

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteur	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification	Hypothèses	
Education de Base	Objectif stratégique 4 : Faciliter l'accès à l'éducation de base de qualité	80% des enfants en âge scolaire ont accès à une éducation de base de qualité d'ici 2016 Le taux de réussite a augmenté de 10%		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 4.1 : Le cadre infrastructurel des écoles publiques de la commune est amélioré	- 56 Salles de classe sont construites et équipées - Les salles de classe existantes sont équipées en 1100 tables bancs - Cinq points d'eau (forage et AEP) ont été aménagés dans cinq écoles publiques - Cinq (05) latrines ont été construites - Deux écoles publiques et une école maternelle ont été créés		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 4.2 : Les ressources humaines au sein de ces écoles sont renforcées	- 53 enseignants ont été affectés au sein des différentes écoles de la commune - 100% des APEE ont été redynamisées et restructurées		Enquêtes		
	ACTIVITES					
	Résultat 4.1		COUT	Résultat 4.2		COUT
	1-Construire et équiper 56 salles de classe à Mbilga(2) Wafango (3); Nassarao (4) ; Ngouroré (3) ; Tongo (3); O. Lawane (6); Laindé I (6), Laindé II B (4), Doualaré (4), Ngalbidje1 (7) ; Ngalbidje 2 et 3 (7) ; Marouaré (4) ; Poumpoumé Petit Paris (3).		448 000 000	1-Faire des plaidoyers auprès de l'Etat pour l'affectation de 53 enseignants qualifiés		500 000
	2-Construire deux (02) points d'eau (forage) au sein de deux écoles publiques respectivement à Laindé daneyel 1 et à Ngalbidjé 1.		17 000 000	2-Participer à la restructuration et la redynamisation des APEE des écoles publiques		00
3-Connecter les EP de Bibemire II et Laindé au réseau AEP		7 000 000	3-Sensibiliser les parents en vue de maintenir leurs enfants à l'école		00	

		ACTIVITES		
Education de Base	1-Construire 45 latrines respectivement au sein des EP de Laindé I (4), Laindé II B (4) Laindé Daneyel (4), Mbilga (4), Nassarao(3), Nyakira /Wafango(2), Poumpoumré PP (4), Poukouloukou (5), O.Lawane(2), Ngalbidjé I (6), Ngalbidjé II (5), Ep Bilingue de Garoua II (2)	157 500 000	1-Promouvoir l'excellence en milieu scolaire	1 000 000
	2-Plaider pour la création de deux écoles publiques et d'une école maternelle à Bibemire 1 et Marouaré Bah	500 000		
	3-Equiper les salles de classe existantes en 1100 tables bancs à Laindé Daneyel 6, Laindé I (120), Laindé II B (50) Laindé Daneyel(60) ; Mbilga (45), Nassarao(100), Nyakira /Wafango(70), Poumpoumré PP (50), Poukouloukou (130), O. Lawane(70), Ngalbidjé I (120), Ngalbidjé II (120), Ep Bilingue de GAROUA II (10), Tongo (25), Ngouroré (30), Aménager 17 points d'eau au sein des écoles publiques de Laindé Daneyel(2) ; Mbilga (2), Nyakira /Wafango(2), Poukouloukou (2), O.Lawane(2), Ngalbidjé I (2), Ngalbidjé II (2), Ep. Bilingue de GAROUA II (1), Tongo (1), Ngouroré (1),	38 500 000		
	4-Connecter les écoles publiques de Laindé I ; Laindé II, Poumpoumré PP, Nassarao, Bénoué I et II, Roumdé I et II, EP bilingue au réseau AEP,	12 250 000		
	5-Construire 13 blocs administratifs au sein des EP de Doualaré ; Laindé I et II, Laindé Daneyel, Mbilga,Nassarao, Wafango, Poumpoumré, Poukouloukou, O lawane, Ngalbidjé I et II, Ep Bilingue	247 000 000		

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification	Hypothèses
Enseignement Secondaire	Objectif stratégique 5 : Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire de qualité	50% des élèves du primaire ont accès à l'enseignement secondaire de qualité		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 5.1 : Le cadre infrastructurel des établissements secondaires de la commune est amélioré	-16 Salles de classe ont été construites et équipées ; -Trois CES ont été créés ;		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 5.2 : Les ressources humaines au sein des établissements secondaires sont renforcées	-Vingt enseignants ont été affectés au sein des institutions secondaires ; -Les APEE ont été restructurées et redynamisées		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	ACTIVITES				
	Résultat 5.1	COUT	Résultat 5.2	COUT	
	1-Construire et équiper deux salles de classe dans chacun des établissements secondaires suivants : lycée de Nassarao, lycée classique de Garoua, au lycée bilingue de Garoua, au lycée technique de Bibemire ; au lycée technique de Marouaré ; au CES de Ngalbidjé et au CETIC de Nassarao	112 000 000	1-Faire les plaidoyers auprès de l'état pour l'affectation de vingt enseignants au sein des collèges secondaires de Ngalbidjé 2 ; au Lycée et au CETIC de Nassarao.	500 000	
	2-Construire et équiper une salle informatique au CES de Ngalbidjé	30 000 000	2-Participer à la restructuration des APEE de tous les collèges et lycées.	00	
	3-Construire une clôture au CES bilingue de Ngalbidjé	60 000 000	3-Promouvoir l'excellence en milieu scolaire	2 500 000	
	4-Aménager trois aires de jeux au CES bilingue de Ngalbidjé	1 000 000			
	5-Connecter le CES de Ngalbidjé au réseau électrique ;	20 000 000			
6-Appuyer le fonctionnement des établissements publics secondaires implantés dans la commune	1 000 000				

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses	
Travaux Publics	Objectif stratégique 6 :				
	Résultat 6.1 :				
	Résultat 6.2 :				
	ACTIVITES				
	Résultat 6.1	COUT	Résultat 6.2	COUT	

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteur	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Sources de vérification	Hypothèses	
Développement Urbain et Habitat	Objectif stratégique 7 : Améliorer le cadre urbain de la commune	-Les ouvrages d'assainissement ont été construits dans 20% des quartiers de la commune ; -50% des quartiers ont accès au réseau d'éclairage public ; -Le plan d'urbanisation est réactualisé.			Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 7.1 : Le réseau d'assainissement urbain est amélioré	Les ouvrages d'assainissement ont été réalisés dans 20% des quartiers de la commune			Enquêtes		
	Résultat 7.2 : Le réseau d'éclairage public est amélioré	50% des quartiers de la commune ont accès à l'éclairage public			Enquêtes		
	Résultat 7.3 : Les espaces des quartiers de la commune sont viabilisés	Cinq plans d'occupation des sols ont été réalisés			Enquêtes		
	Résultats 7.4 Le réseau routier bitumé de la commune est réhabilité	80% des routes de la commune sont butimées			Enquêtes		
	Résultat 7.5 Le réseau routier en terre est réhabilité	80% des routes de la commune sont réhabilitées			Enquêtes		
	ACTIVITES						
	Résultat 7.1	COU	Résultat 7.2	COU	Résultat 7.3	COU	
	1-Achever les travaux du collecteur des eaux de Lopéré	500 000 000	1-Connecter 12 quartiers de la zone urbaine au réseau d'éclairage public	100 000 000	1-Réaliser cinq plans d'occupation des sols cinq quartiers de la zone urbaine Poumpoumré, Marouaré Bah, Roumdé Adjia, Ouro lawane et Takasko	50 000 000	
	2-Réaliser les ouvrages d'assainissement et de drainage des eaux dans les quartiers : Ouro Lawane ; Laindé-Daneyel ; Nassarao ; Laindé ; Marouaré ; Poumpoumré, Ngalbidjé Roumdé ; Demsaré, Bibémiré et Foulbéré	232 000 000			2-Créer et aménager 03 espaces verts respectivement à Laindé ; à Poumpoumré et à Foulbere 4	150 000 000	
3-Protéger les berges des cours d'eau dans les quartiers suivants : Foulbere IV, Foulbere V, Bibemire II, Bibemire I, Demsare et Roumdé Adjia, Laindé, Ngalbidjé, Laindé Daneyel, Wafango et Mbilga	1 000 000 000						
Secteur	Résultat 7.4	COU	Résultat 7.5	COU	Résultat 7.6	COU	

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Développement Urbain et Habitat	4-Réhabiliter les tronçons carrefour Base-carrefour BEAC	750 000 000	1-Réhabiliter les axes Nassarao – Ouro Lawane – Laindé Daneyel-Poukouloukou	150 000 000	1-Désenclaver les quartiers Poumpoumré, Marouaré Bah, Roudé Adja, Ouro lawane, Takasko, Mbilga et Wafango	175 000 000
			2-Réhabiliter L'axe CMA Laindé- Gare routière	75 000 000		
			3-Réhabiliter L'axe Bosquet de Laindé – Mosquée de Laindé	75 000 000		
			4-Reprofilier les pistes de dessertes des quartiers Tongo et Ngurore	25 et 35 millions		

Secteur	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Domaine et Affaires Foncières	Objectif stratégique 8 : Faciliter l'accès à la propriété foncière	Le nombre de titres fonciers a augmenté de 20%	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 8.1 : Les procédures d'acquisition du patrimoine foncier communal sont facilitées	Le nombre de titres fonciers a augmenté de 20%	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	ACTIVITES			
	Résultat 8.1			Cout
	1-Faciliter l'acquisition d'un patrimoine foncier communal			5 000 000
2-Faciliter le reclassement du domaine privé de l'état en domaine communal dans certains quartiers (Demsare et Roumdé Adjia)			5 000 000	

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification	Hypothèses
Élevage Pêche et Industries Animales	Objectif stratégique 9 : Promouvoir les activités pastorales, halieutiques et piscicoles	20 OP sont créées et opérationnelles Un aire d'abattage construit et opérationnel ; Un centre de zootechnique et vétérinaire est construit ; Un parc vaccinogène est construit		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 9.1 : Un répertoire des OP du secteur élevage est disponible à la commune ;	20 OP ont été créées et structurées		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 9.2 : Les infrastructures de production des sous secteurs élevage : pêche et industries animales sont construites	Un aire d'abattage construit et opérationnel ; Un centre zootechnique de contrôle et de santé vétérinaire est créé et construit ; Un parc vaccinogène est construit et équipé ; Un centre de pêche est construit et équipé à TONGO Les pistes à bétails réactualisées et opérationnelles		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 9.3 : Les zoonoses dans le centre urbain sont réduites	Une campagne annuelle de vaccination antirabique est réalisée ; Les inspections sanitaires dans les abattoirs		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	ACTIVITES				
Résultat 9.1	COUT	Résultat 9.2	COUT	Résultat 9.3 :	COUT
1-Regrouper les acteurs par filière	1 000 000	1-Réhabiliter l'abattoir moderne à Laindé	5 000 000	1-Appuyer les campagnes de vaccination antirabique ;	500 000
2-Faciliter la formalisation des OP (20 OP) :	500 000	2-Créer un centre zootechnique de contrôle et de santé vétérinaire dans la commune ;	25 000 000	2-Appuyer les inspections sanitaires dans les abattoirs	250 000
3-Renforcer les capacités des membres des OP en technique de production et de gestion ;	500 000	3-Construire un parc vaccinogène à Ngaldjé ;	17 000 000		
4-Former et appuyer les producteurs en organisation et en gestion coopérative ;	1 000 000	4-Réactualiser la piste à bétail intercommunale Pitoa-Garoua ;	1 500 000		

Secteur	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Agriculture et Développement Rural	Objectif stratégique 10 : Développer durablement les productions et l'offre agricoles	Doubler la production agricole à l'horizon 2035. Ceci doit nécessairement passer par : - L'augmentation des rendements ; - L'augmentation des superficies cultivables ; - La modernisation de l'appareil de production ; - La disponibilité et l'accessibilité aux intrants agricoles par des subventions directes et indirectes ; - La diversification des cultures	OMD ; DSCE ; Rapports	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
		- 10 magasins de stockage des produits agricoles construits; - 20 OP formées; - 01 BVIP - 01 DAADR construite ; - 2 PA construits	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Objectif stratégique 11 Développer l'emploi et la formation agricole	Partenariat signé entre la commune et les institutions de formation (privées, étatiques ou projets/programmes) Nombres de jeunes formés	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 10.1 : Les infrastructures de stockages des produits agricoles sont construites	10 magasins de stockage des produits agricoles sont construits	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 10.2 : Les OP sont créées, structurées et formées par filière	20 OP créées 20 OP formées 20 OP opérationnelles	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 10.3 : L'accès des OP aux crédits et intrants agricoles est facilité	20 OP sont bénéficiaires des micro crédits ; 02 partenariats signés entre la commune et les projets et autres EMF	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 10.4 : Les paysans sont formés à la gestion durable des terres	02 Partenariat entre la commune et les projets de gestion durable des terres 20 OP sont formées en GDT	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
Secteur	ACTIVITES			

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

	Résultat 10.1	COUT	Résultat 10.2	COUT	Résultat 10.3 :	COUT	Résultat 10.4 :	COUT
Agriculture et Développement Rural	1-Construire 10 magasins de stockage des produits agricoles dans les zones périurbaines	100 000 000	1-Regrouper les acteurs par filière	500 000	1-Signer les accords de partenariat avec les structures de micro finance	500 000	1-Construire et équiper les locaux abritant la DAADER ;	50 000 000
			2-Faciliter la formalisation de 150 OP ;	500 000	2-Signer les accords de partenariat avec les firmes de fabrication et/ou de vente d'intrants ;	250 000	2-Construire deux Postes Agricoles	40 000 000
			3-Renforcer les capacités de 150 OP en technique de production et de gestion ;	00	3-Signer les accords de partenariat avec les OP bénéficiaires	250 000		
			Opérationnaliser 150 OP	00				
	Résultat11.1	COUT						
	1-Signer des accords de partenariat avec les projets ou les institutions de formation AFOP ; ESA II ; ETA de Garoua.	250 000						

Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
--------------------------	---	-------------------------	------------

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Objectif stratégique 12 : Promouvoir l'épanouissement de la jeune fille, de la femme et de la famille	Nombre de programmes de réduction de pauvreté au sein des familles exécutés ; Nombre de familles vulnérables ayant reçu l'assistance de la commune ; Nombre de CPF créé ; Nombre de mariages collectifs célébrés Nombre des filles scolarisées et maintenues à l'école ;	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
Résultat 12.1 : Les activités génératrices de revenus orientées vers les femmes sont promues	70% de femmes membres des OP ont une activité rentable	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
Résultat 12.2 : Le nombre des femmes victimes d'exclusion sociale suite aux fistules obstétricales et au veuvage est réduit de moitié	10 campagnes organisées par an	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
Résultat 2.3 : Les cas de violences faites aux femmes sont réduits	Le nombre d'actes de mariage a augmenté de 30% Les cas d'excision sont réduits de 100%	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale

Secteur	ACTIVITES					
	Résultat 12.1	COUT	Résultat 12.2	COUT	Résultat 12.3	COUT
Promotion de la Femme et de la Famille	1-Redynamiser et renforcer les capacités des associations féminines ;	2 500 000	1-Sensibiliser les femmes victimes des fistules obstétricales sur l'existence d'une opération chirurgicale;	1 500 000	1-Impliquer les autorités traditionnelles et religieuses dans la sensibilisation pour les mariages collectifs ;	500 000
	2-Faciliter la formalisation des groupes des femmes ;	1 000 000			2-Promouvoir la lutte contre les mutilations génitales des femmes	1 500 000

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
-----------	--------------------------	---	-------------------------	------------

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Affaires Sociales	Objectif stratégique 13 : Améliorer l'aide de la commune aux couches vulnérables		20% d'indigents bénéficiant de l'aide communale a doublé Les infrastructures psychosociales sont créées dans la commune		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale		
	Résultat 13.1 : Un répertoire des indigents est disponible au sein de la commune		Le nombre de personnes indigentes est connu		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale		
	Résultat 13.2 : La prise en charge des personnes issues des couches vulnérables est effective		50% des personnes issues des couches vulnérables ont bénéficié de la prise en charge communale		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale		
	Résultats 13.3 : La prise en compte des personnes handicapées est effective dans la construction des édifices publics		Tous les ouvrages publics construits prennent en compte les conditions des handicapés		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale		
	Résultats 13.4 : Améliorer l'accès des populations aux infrastructures psychosociales		10 comités d'écoutes et d'orientation créés 01 centre d'accueil d'enfants en détresse construit		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale		
	ACTIVITES							
	Résultat 13.1	COUT	Résultats 13.2	COUT	Résultat 13.3	COUT	Résultats 13.4	COUT
	1-Concevoir des fiches collectes des données pour déterminer l'indigence des personnes	3 000 000	1-Programmer et exécuter les campagnes de distribution d'aide aux indigents	5 000 000	1-Faciliter l'accès des handicapés aux édifices publics par la prise en compte du handicapé ;	500 000	1-Créer un centre d'écoute et d'orientation ;	330 000
2-Renforcer la ligne aides et secours au niveau de la commune	5 000 000							

Secteur	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Foret et Faune	Objectif stratégique 14 : Lutter contre le déboisement et ses effets et assurer la conservation de la faune sauvage	Les formations végétales de la commune ont augmentée de 30%	Rapports Enquêtes	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	Résultat14.1 : Les opérations de reboisement ont été réalisées dans tous les quartiers et institutions scolaires de la commune	Au moins 20 000 plants ont été mis en terre dans les différents sites administratifs, scolaires et hospitaliers de la commune.	Rapports	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	Résultat 14.2 : Améliorer le paysage naturel de certaines zones de la commune	Au moins un espace vert et un jardin public est créé dans la commune	Enquêtes	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	Résultat 14.3 Une pépinière communale est créée	Une pépinière communale est créée et opérationnelle	Rapports	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	Résultat 4.4 Un sanctuaire aux babouins est crée près du mont Tingueling	Un sanctuaire est créé	Enquêtes	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	Résultat 4.5 Le jardin zoologique est cogéré par la commune	Nombre de visiteurs a augmente de 20%	Rapports	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	Résultat 4.6 Au moins le tiers des ménages de la commune ont planté chacun un arbre annuellement	100 000 plants sont distribués aux ménages	Enquêtes	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses

Secteur	ACTIVITES					
Foret et Faune	Résultat 14.1	COUT	Résultat14.3	COUT	Résultat14.5	COUT
	1-Mettre en terre 100 000 Plants	15 000 000	1-Créer une pépinière communale	20 000 000	1-Contribuer au financement de certaines activités du zoo	500 000
	Résultat14.2	COUT	Résultat14.4	COUT	Résultat 14.6	COUT
	1-Réhabiliter le bosquet de Laindé	10 000 000	1-Créer un sanctuaire de babouins	10 000 000	1-Distribuer les plants aux ménages	250 000

Secteur	Stratégie d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification	Hypothèses
Environnement et Protection de la Nature	Objectif stratégique 15 : Promouvoir un environnement sain dans la commune de Garoua		Les inondations sont réduites et maîtrisées ; L'environnement urbain et périurbain est assaini		Rapports Enquêtes	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	Résultat 15.1 : Les inondations sont réduites et maîtrisées		Les berges de trois rigoles / cours d'eau ont été stabilisées		Rapports Enquêtes	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	Résultat 15.2 : La pollution sous toutes ses formes est réduite		Les garages informels sont réduits de moitié Tous les ouvrages sociocommunautaires et les marchés sont dotés des cabinets de toilettes Tous les propriétaires des débits de boissons se sont conformés à la réglementation relative à la pollution sonore		Rapports Enquêtes	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	Résultat 15.3 : La commune a participé annuellement à la campagne de reboisement et de lutte contre le déboisement		Nombre d'espaces verts créés Nombre d'arbres plantés ; Nombre de foyers améliorés distribués ou subventionnés		Rapports Enquêtes	Guerres. Catastrophes ; Calamités diverses
	ACTIVITES					
	Résultat 15.1	COU	Résultat 15.2	COU	Résultats 15 3	COU
	1-Végétaliser les berges des rigoles notamment celles de Roundé, Laindé, Ouro Lawane, et Ngalbidjé	5 000 000	1-Construire les toilettes publiques au sein des marchés de Nassarao, Takasko et Roundé ;	15 000 000	1-Aménager des espaces verts	10 000 000
	2-Consolidation des digues de retenue;	50 000 000	2-Réduire la prolifération des garages clandestins	1 500 000	2-Participer financièrement et matériellement aux campagnes de reboisement	5 000 000
			3-Organiser et installer les garages des motos	1000 000	3-Subventionner les foyers améliorés	25 000 000
			4-Veiller au respect de la réglementation en matière de nuisance sonore	500 000		
		5-Suivi de l'exécution du plan de gestion de l'environnement dans les quartiers des usines des Brasseries à Foulbéré de la station Total Garoua Rocade et de la SITRON à Ngouroré	500 000			
		6-Promouvoir la gestion orientée des déchets	5 500 000			

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Petites et Moyennes Entreprises Economie Sociale et Artisanat	Objectif stratégique 16: Promouvoir le développement des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat	Les différents corps de métier sont structurés	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 16.1 : Les différents acteurs sont organisés	Un répertoire des PME et PMI est disponible au sein de la commune	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 16.2 : Les capacités des PME et PMI sont renforcées	Un centre de formation des entreprises est créé et opérationnelle Un centre de transformation agroalimentaire est créé	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 16.3: L'accès de PMI et PME au financement est facilité	Nombre de PME et PMI bénéficiaires des appuis de MINPMEESA	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale

Secteur	ACTIVITES					
	Résultat 16.1	COUT	Résultat 16.2	COUT	Résultat16.3	COUT
Petites et Moyennes Entreprises Economie Sociale Et Artisanat	1-Organiser les artisans par corps de métiers ;	1 500 000	1-Construire trois ateliers au profit des réparateurs des engins à deux roues et des automobiles ;	30 000 000	1-Mettre sur pied un fonds communal d'appui aux AGR et d'emploi ;	20 000 000
	2-Créer un centre d'incubateur des PE ;	2 000 000	2-Construire et équiper un centre artisanal	200 000 000	2- Apporter des appuis multiformes aux artisans et aux entreprises artisanales	
	3-Former 50 artisans	20 000 000	Création d'un répertoire communal	500 000	3-monter les requêtes à soumettre au PACD/PME	45 000 000
	4-Organiser un salon communal de l'artisanat	1500 000	Activités artisanales			
	5-Subventionner la participation des artisans aux salons extra communaux	2 000 000	Création d'une galerie virtuelle de l'artisanat	4 000 000		
	6-Création de 2 galeries dans des secteurs bien précis (Agences de voyages, hôtels, sites touristiques)	10 000 000				
	7- Créer un bureau communal de l'artisanat	1 000 000		70		

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Emploi Et Formation Professionnelle	Objectif stratégique 17 : Promouvoir l'emploi et la formation professionnelle	Un fichier des ressources humaines de la commune est élaboré ; Le personnel communal est formé et recyclé à travers les structures du MINEFOP; Un centre de formation professionnelle est crée et construit ; Deux partenariats sont noués entre la commune et deux centres de formation professionnelle ; Un plan prévisionnel local de formation et de recyclage destiné au personnel communal à la jeunesse communale et aux corps de métiers répertoriés Deux conventions sont signées entre la commune et les structures de financement de l'auto emploi			Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 17.1 : Un fichier des ressources humaines de la commune est élaboré	Fichier disponible			Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 17.2 : le personnel communal est formé et recyclé à travers les structures du MINEFOP	Nombre de personnel formé			Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 17.3 : Les jeunes post scolaires ont accès à la formation professionnelle de qualité	Nombre de structures de formation construites et opérationnelles			Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
Secteur	ACTIVITES					
Emploi et Formation Professionnelle	Résultat 17.1	COUT	Résultat 17.2	Coût	Résultat 17.3	Cout
	1-Elaborer un fichier des ressources humaines de la commune	250 000	1-Elaborer un plan de formation du personnel ; Mobiliser les moyens financiers ;	1 000 000	1- Créer, construire et équiper une SAR/SM à Mbilga	50 000 000
			2-Signer une convention entre la structure et la commune	00	2-Créer un centre de formation en métiers industriels	50 000 000
			Créer et équiper un SAR-SM		3-Créer 05 centres de formation professionnelle privés dotés d'un cadre incitatif en spécifiant les formations	250 000 000

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteurs	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Sport et Education Physique	Objectif stratégique 18 : Faciliter l'accès aux infrastructures sportives et à l'éducation physique	Un stade municipal est construit Un parcours sportif est créé ; Deux aires de jeux sont aménagées, Une aire de lutte traditionnelle est créée	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Objectif stratégique 19 Promouvoir le développement du mouvement associatif sportif et les APS	Quatre championnats de vacances sont organisés chaque année ; Un répertoire du mouvement associatif sportif est élaboré ; Les associations sportives sont financièrement appuyées ; Cinq associations sportives sont créées ; Des journées d'amitié en collaboration avec les autres communes sont organisées ;	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultats 18.1 Le cadre infrastructurel sportif est amélioré	Un stade municipal est construit à Mbilga ; Un stade gazonné est construit à Bibemire Deux aires de jeux sont aménagées,	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 19.1 Le mouvement associatif sportif communal est développé	Quatre championnats de vacances sont organisés chaque année ; Un répertoire du mouvement associatif sportif est élaboré ; Les associations sportives sont financièrement appuyées ; Cinq associations sportives sont créées ;	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	ACTIVITES			
	Résultat 18.1	COUT	Résultat 19.1	COUT
	1-Construire un stade municipal à Mbilga	20 000 000	1-Elaborer un répertoire communal du mouvement associatif sportif	1 500 000
	2-Achever la construction du complexe sportif de Lopéré	10 000 000	2-Appuyer financièrement les associations sportives répertoriées et actives	5 000 000
	3-Aménager deux aires de jeux à Poukouloukou	5 000 000	3-Faciliter la création des associations sportives	500 000
			4-Participer au renforcement des capacités managériales des associations sportives	500 000
			5-Participer à l'organisation des championnats de vacances	1 000 000

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
-----------	--------------------------	---	-------------------------	------------

Jeunesse	Objectif stratégique 19 : Promouvoir l'épanouissement socioéconomique des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - 01 centre multifonctionnel de promotion des jeunes créer, construit et fonctionnel ; - Une délégation d'arrondissement de la jeunesse construite - 10 centres d'alphabétisation fonctionnelle créés et pérennisés - 35 jeunes ou groupes de jeunes installés par an par PAJER-U - 2 000 personnes alphabétisées par an Nombre d'activités de vacances organisées	Structures existantes Rapports d'activités Enquête Groupe ou association créés et fonctionnels Produits ou biens économiques des jeunes	Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 20.1 Les infrastructures d'épanouissement des jeunes sont construites et fonctionnelles	une délégation d'arrondissement de la jeunesse créer, construite et équiper 01 centre multifonctionnel de promotion des jeunes créer, construit et fonctionnel 10 centres d'alphabétisations fonctionnelles construites et équipées	Structures existantes Rapports d'activités	Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 20.2 la participation des jeunes à la vie citoyenne et dans les secteurs économiques est plus visible	60% de jeunes formés ; appuyés et installés	Rapport d'activités des jeunes	Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 20.3 Les jeunes non scolaires sont alphabétisés	60% de jeunes alphabétisés	Rapport d'activités des jeunes	Stabilité Politique, économique et sociale	
ACTIVITES					
Résultat 17.1	COUT	Résultat 17.2	Coût	Résultat 17.3	Coût
1-Créer et construire une délégation d'arrondissement de la jeunesse	70 000 000	1-Recrutement, formation et recyclage de 10 alphabétiseurs animateurs ;	1 400 000	1-Prise en charge des alphabétiseurs et animateurs	4 800 000
2-Créer et construire un centre multifonctionnel de promotion des jeunes	140 000 000	2-Formation des jeunes à la gestion des associations, GIC, GIE et coopératives et au montage des microprojets ;	1 600 000	2-Création d'un comité de suivi Evaluation participative des initiatives des jeunes	500 000
3-Construire et équiper 10 centres d'alphabétisation fonctionnelle	120 000 000	3-Appui à 35 initiatives des jeunes et au CNJ	3 500 000 2 000 000		
		4-Suivi évaluation des activités du centre d'alphabétisation fonctionnelle	2 000 000		
		5-Organiser les œuvres de vacances : Championnat de vacances, Colonies de vacances, centre aéré ;	6 000 000		
		6-Echanges intergénérationnels	100 000		

Secteur	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification	Hypothèses
Commerce	Objectif stratégique 21 : Améliorer le cadre infrastructurel des marchés	Deux marchés périodiques sont créés et opérationnels dans deux quartiers de la zone périurbaine ; Deux marchés sont créés et équipés dans deux quartiers de la zone urbaine ; Un répertoire communal des opérateurs économiques est élaboré ; Un marché à bétail est sécurisé		Prévision sites identifiés	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 21.1 L'accès des populations aux marchés est facilité	Deux marchés périodiques créés et opérationnels ; Le marché à bétail de Nassarao est réhabilité et opérationnel ;		voir sites créer	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 21.2 Les potentiels économiques de la commune sont connus	Le fichier des opérateurs économiques est élaboré par filières d'activités		Répertoire communal	Stabilité Politique, économique et sociale
	ACTIVITES				
	Résultat 21.1	COUT	Résultat 22.2	COUT	
	1=Réhabiliter et opérationnaliser le marché à bétail de Nassarao	5 000 000	1-Recenser les opérateurs économiques de la commune	500 000	
1-Moderniser les marchés (Takasko et Nassarao) de la commune	90 000 000				

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
-----------	--------------------------	---	-------------------------	------------

Postes et Télécommunication	Objectif stratégique 22 Promouvoir l'utilisation des TIC	Deux télé centres communautaires sont créés et opérationnels d'ici 2016 ;		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 22.1 : L'accès aux TIC est facilité	Un télé centre communautaire est créé		Enquêtes Une télé centre communautaire est opérationnel	Stabilité Politique, économique et sociale
	ACTIVITES				
	Résultat 22.1	COUT			
	1- Créer une télé centre communautaire à Wafango et à NGALBIDJE	150 000 000			
	2- Créer, construire et opérationnaliser une radio communautaire à NGALBIDJE	40 000 000			

Secteur	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification	Hypothèses
Transports	Objectif stratégique 23 : Améliorer les conditions de transport des personnes et des biens dans la commune	Une fourrière municipale est aménagée ; 50% des motos taximen est en règle du point de vue permis de conduire Au moins 20 véhicules taxis sont mis en circulation par les opérateurs privés grâce aux mesures incitatives de la commune ; Au moins 5 bus de transport urbain sont mis en circulation par la commune; Au moins 80% de groupeurs de marchandises sont structurés :		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 23.1 : Une fourrière municipale est aménagée au sein la commune	Un parking construit		Enquêtes	
	Résultat 23.2 : Un répertoire des transporteurs est élaboré	Ficher élaboré par filière		Enquêtes	
	ACTIVITES				
	Résultat 23.1	COUT	Résultat 23.1	COUT	
1-Construire un parking pour la fourrière municipale	20 000 000	1-Organiser les groupeurs de marchandises	1 000 000		
2-Sensibiliser les motos taximen	500 000	2-Recenser les transporteurs de marchandises	1 000 000		
3-Mettre en circulation 20 tricycles dans la commune	28 000 000				

Secteur :	Stratégie d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification		Hypothèses	
Culture	Objectif stratégique 24 : Promouvoir la culture de la cinématographie, la protection et la conservation du patrimoine matériel et immatériel		Deux structures de loisirs sont créées et fonctionnelles ;		Enquêtes		Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 24.1 : L'accès des populations aux structures de loisirs est facilité		Une bibliothèque est construite et équipée		Enquêtes Une bibliothèque est opérationnelle		Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 24.2 : Un répertoire des sites et des associations culturelles est élaboré		Répertoire disponible		Enquêtes		Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 24.3 : Un musée local est construit				Un musée est opérationnel		Stabilité Politique, économique et sociale	
	ACTIVITES							
	Résultat 20.1		COUT	Résultat 24.2		COUT	Résultat 24.3	
1-Construire et équiper une bibliothèque		50 000 000	1-Réaliser un répertoire des sites et des associations culturelles		1 000 000	1-Construire un musée local		10 000 000
2-Encourager l'initiative privée et les mécènes à la cinématographie et à la promotion culturelle		500 000						

Secteur :	Stratégie d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)		Sources de vérification	Hypothèses		
Tourisme	Objectif stratégique 22 : Promouvoir l'émergence du tourisme durable		Trois sites touristiques viabilisés ; Répertoire communal élaboré ; Bureau communal du tourisme opérationnel ; Un campement touristique construit et équipé		Enquêtes	Insécurité Vandalisme Tracasseries diverses		
	Résultat 22.1 : Les potentialités touristiques sont inventoriées		Un répertoire communal des sites touristiques et potentiellement touristiques est élaboré		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale		
	Résultat 21.2 : Un office communal du tourisme est créé et opérationnel		Un bureau opérationnel		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale		
	Résultat 21.3 : Un campement touristique communal est construit et équipé		Un campement construit et équipé		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale		
	Résultat 21.4 : Au moins trois attractions touristiques sont créées		Trois sites touristiques viabilisés		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale		
ACTIVITES								
	Résultat 21.1	COUT	Résultat 21.2	COUT	Résultat 21.3	COUT	Résultat 21.4	COUT
	1-Identifier et recenser les différentes formes de tourisme	1 000 000	1-Former et agréer 03 guides touristiques	6 500 000	1-Construire un campement touristique avec des matériaux locaux	150 000 000	1-Créer un circuit touristique	5 000 000
			2- Viabiliser 3 sites dans la commune	75 000 000	2-Organiser un festival culturel	10 000 000	2-Créer un partenariat entre la DDFOF et la commune pour promouvoir le zoo	00

Secteur :	Stratégie d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Mines et Développement Technologique	Objectif stratégique 22 : Contrôler le respect des normes sécuritaires par les entreprises industrielles		Nombre d'entreprises contrôlées ; Nombre d'entreprises sanctionnées ou félicitées	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 22.1 Une monographie des entreprises industrielles communales est réalisée		Une monographie est réalisée	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 22.2 Au moins six entreprises sont contrôlées annuellement		Nombre de descentes sur le terrain	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	ACTIVITES				
	Résultat 231	COUT	Résultat 23.2	COUT	
1-Recenser les entreprises et les localiser	250 000	1-Veiller au respect des normes qui régissent les entreprises	250 000		

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Recherche Scientifique et Innovation	Objectif stratégique 24 : Promouvoir et vulgariser les résultats issus de la recherche dans les domaines de : - Production végétale - Production animale - Production halieutique - Construction - Énergie - Artisanat	- 10 GICS formées aux techniques de production agricole des variétés améliorées des cultures annuelles et pérennes et aux techniques de lutte contre l'érosion des terres ; - 50 projets conçus et exécutés en partenariat avec la commune sur l'assainissement et la prévention des risques environnementaux ; - 10 GICs formés dans la transformation et la conservation des fruits	Rapports de formation ; Rapports d'enquête	Stabilité politique ; Risques environnementaux réduits ; Moyens disponibles
	Résultat 24.1 Le transfert des résultats issus de la recherche est effectif dans les domaines de la production des semences améliorées ; Des séchoirs hybrides à aliments ; Production des foyers améliorés ; Production des blocs de terre stabilisées et briques cuites	Au moins 200 personnes formées à l'utilisation des résultats issus de la recherche	Rapports d'enquête	Stabilité politique ; Risques environnementaux ; Moyens disponibles
	Résultat 24.2 Des unités de valorisation des résultats issus de la recherche sont créées et fonctionnelles	Au moins 75% des unités sont opérationnelles	Rapports d'enquête	Stabilité politique ; Risques environnementaux Moyens disponibles
	ACTIVITES			
Résultat 24.1	COÛT	Résultat 25.2	COÛT	
1-Organisation des sessions de formation : - Semences améliorées 10 unités de producteurs - Séchoirs hybrides 10 unités de producteurs - Foyers améliorés 10 unités de producteurs - Production et mise en œuvre des blocs de terre 10 GIC	5 000 000 10 000 000 10 000 000 10 000 000	1-Appui à la création et au fonctionnement des unités de production : - Semences améliorées 10 unités de producteurs : - Séchoirs hybrides 10 unités de producteurs : - Foyers améliorés 10 unités de producteurs - Production et mise en œuvre des blocs de terre	3 000 000 5 000 000 5 000 000 5 000 000	

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Travail et Sécurité Sociale	Objectif stratégique 26 : Promouvoir un travail décent et la sécurité sociale au sein des entreprises formelles et informelles	Nombre de PME/PMI dont leur personnel est affilié à la CNPS. Nombre de personne relevant du secteur informel inscrit à la CNPS	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 28.1 : Au moins 20% des employés du secteur informel sont immatriculés à la CNPS	Nombre d'employés immatriculés	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale
	Résultat 28.2 Au 20% des PME/PMI figurant dans le répertoire communal sont formées	Sessions de formation organisées	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale

Secteur		ACTIVITES		
Travail et Sécurité Sociale	Résultat 27.1	COUT	Résultat 28.2	COUT
	1-Organiser les séances de sensibilisation des acteurs du secteur informel	1000 000	1-Organiser des séances de formation des promoteurs des PME/PMI répertoriées	500 000

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses	
Communication	Objectif stratégique 26 : Améliorer l'offre de service en matière de communication dans l'ensemble de la commune	Un centre multimédia est construit et opérationnel ;	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale	
	Objectif spécifiques 27 : Promouvoir l'image de la commune afin d'attirer les investisseurs et autres bailleurs de fonds		Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 26.1 Les populations de la commune ont accès aux NTIC et à l'information en temps réel	Une radio communale est créée Formation des membres du COGES de la radio ; Recrutement du personnel (animateurs) Un centre multimédia polyvalent est créé dans la zone périurbaine	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale	
	Résultat 27.1 La commune est mieux connue et s'est mieux vendue	Un journal communal est créé Un site WEB est créé et mis à jour Des kiosques à journaux sont installés Nombre de documentaires produits et diffusés	Enquêtes	Stabilité Politique, économique et sociale	
	ACTIVITES				
	Résultat 26.1	COUT	Résultat 27.1	COUT	
1-Construire et équiper une radiodiffusion communale ;	130 000 000	1-Créer et gérer un site WEB	2 000 000		
2-Former les membres du COGES	1500 000	2-Créer un journal communal	2 500 000		
3-Recruter le personnel animateur et technique	2 000 000	3-Produire et diffuser des documentaires relatifs à la commune	2 000 000		
		4-Encourager la création des kiosques à journaux	200 000		

Secteur :	Stratégie d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Institution Communale	Objectif spécifiques 26 : Améliorer la capacité d'intervention de la l'institution communale	Nombre d'activités réalisées de manière satisfaisante par la Commune ; Qualité des budgets et des comptes administratifs Qualité des services rendus par la Commune	Rapports de formation ; Rapports d'enquête	Stabilité politique ; Risques environnementaux réduits ; Moyens disponibles
	Résultat 26.1 Les capacités managériales de la Commune sont améliorées	L'ensemble du personnel de la commune est formé en management	Rapports de formation ;	Stabilité politique ;
	Résultat 26.2 La commune a acquis un patrimoine foncier	Une propriété foncière communale est acquise Un hôtel de ville est construit et équipé	Rapports d'enquête	Risques environnementaux réduits ;
	Résultat 26.3 les conditions de travail du personnel sont améliorées	Un véhicule tout terrain est acheté Deux motocyclettes sont achetées Un plan de carrière est élaboré	Rapports d'enquête	Moyens disponibles
	Résultat 26.4 La communication intra service est améliorée	Un plan de communication est élaboré, Des réunions périodiques sont organisées	Rapports d'enquête	Stabilité politique ;
	Résultat 26.5 Un personnel qualifié est recruté La commune a acquis un patrimoine foncier	L'organigramme est opérationnel	Rapports d'enquête	Risques environnementaux réduits ;

5.3. Coût estimatif du PCD

Le coût estimatif du Plan de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II est de **6 498 983 250 FCFA**. (Quatre milliards quatre cent quatre vingt huit million neuf cent quatre vingt trois mille deux cent cinquante francs CFA)

N°	Secteur d'activités	Coût total par secteur
1	Agriculture	192 250 000 fr
2	Affaires sociales	13 830 000 fr
3	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	00 fr
4	Culture	53 000 000 fr
5	Commerce	95 500 000 fr
6	communication	280 000 000 fr
7	Elevage, pêches et industries animales	22 200 000 fr
8	Domaines et affaires foncières	00 fr
9	Développement urbain et habitat	3 292 000 000 fr
10	Environnement et protection de la nature	117 000 000 fr
11	Education de base	929 250 000 fr
12	Enseignement secondaire	127 500 000 fr
13	Enseignement supérieur	00 fr
14	Santé publique	49 200 000 fr
15	Eau et énergie	2 76803250 fr
16	Emploi et formation professionnelle	50 000 000 fr
17	Forêt et faune	47 750 000 fr
18	Jeunesse	382 500 000 fr
19	Mines et développement industriel	00 fr
20	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	340 500 000 fr
21	Promotion de la femme et de la famille	00 fr
22	Poste et télécommunication	115000 000 fr
23	Recherche scientifique et innovations	53 000 000 fr
24	Sport et éducation physique	55 700 000 fr
25	Transport	53 000 000 fr
26	Tourisme	334 500 000 fr
27	Travaux publics	00 fr
28	Travail et sécurité sociale	1500 000 fr
	TOTAL	6 498 983 250 fr

5.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Les activités agro-pastorales sont pratiquées à grande échelle. Des bonnes pratiques de gestion durables des terres existent. Ces pratiques sont vulgarisées auprès des agriculteurs par le biais des structures d'encadrement ou des Projets/Programmes à l'instar du Projet ESA. Ces bonnes pratiques sont :

- Semis direct ;
- Labour en courbe de niveau ;
- Aménagements antiérosifs (cordon pierreux, bandes enherbées, biefs) ;
- Utilisation de la fumure organique ;
- Incorporation des débris végétaux dans le sol ;
- Plantation d'arbres.

En matière de règlement des conflits agropastoraux, il existe des cadres de concertation qui sont animés par les autorités administratives et traditionnelles. Les pratiques de transhumance et de gestion des feux de brousse sont réglementées par des textes.

6. PROGRAMMATION

6.2. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Secteurs	Activités	Resp	Partenaires	Période			Ressources					Observations
				2013	2014	2015	H	M	Fin .A1	Fin. A2	Fin. A3	
Travail et Sécurité Sociale	Sensibilisation des acteurs des secteurs informels	A3	MINTSS/BIT OSC	X	X	X	H		00			
	Organiser des séances de formation des promoteurs PME/PMI répertoriés	A3	MINPMESSA MINTSS	X	X		H		00			
Santé Publique	Extension et Equipement des Centres de Santé de Nassarao, Bachéoré et CMA de Laindé (50 l)	A3	MINSANTE AUTRES BAILLEUR	X	X	X	H	M	25 000 000			Requêtes au MINSANTE et bailleurs
	Renouvellement plateaux techniques de formations sanitaires (Nassarao, Laindé, Bachéoré)	A3	MINSANTE AUTRES BAILLEURS	X	X		H	M	1500 000			Plan d'investissement annuel de C.A GRA II
	Doter ces 3 Centres de Santé en système d'évacuation et des traitements des déchets (3 Fosses et 12 bacs à ordures)	A3	HYSACAM	X	X	X	H	M	200 000			Hysacam, PIA C.A.GRA II
	Entretien des formations sanitaires	A3	MINSANTE AUTRES BAILLEURS	X	X		H	M	1 000 000			Maintenance/Réalisation
	Achever la construction du Centre de santé Intégré de Ngalbidjé et de Takasko	A3	MINSANTE AUTRES	X	X		H	M	20 000 000			Relance de l'entrepreneur NDOH et Frères
	Construire et Equiper un Centre de Santé Intégré à Poumpouméré	A3	MINSANTE AUTRES BAILLEURS	X			H	M				Vérification de l'existence du site
	Connecter le CSI de Nassarao au réseau électrique	A3	FEICOM	X			H	M	75.000.000			Financement en cours
	Participer aux campagnes de journée nationale de vaccination SASNIM et lutte contre les endémies et les épidémies	A3	MINSANTE AUTRES PARTENAIR				H	M	500 000			

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteurs	Activités	Responsible	Partenaires	Période			Ressources					Observations
				2013	2014	2015	H	M	Fin .A1	Fin. A2	Fin .A3	
Education de Base	Construire et Equiper 56 salles de classes	A3	MINEDUB SANTE	X	X	X	H	M	448 000 000			Confère sectoriel pour construire à raison de 18 par ans
	Construire 45 latrines	A3	MI NEE ET SANTE	X			H	M	157 500 000			
	Plaider pour la création de 2 écoles primaires et une école primaire à Bibémiré 1 et Marouaré Bah	A3	MINEDUB AUTRES BAILLEURS	X	X	X	H	M	00			
	Connecter les Ecoles Publiques au réseau AEP (Laindé I, II ; Bibémiré II, Poumpoumré, Petit paris ; Nassarao ; Bénoué I, II ; Roumdé Adja I, II et Ecole Publique Bilingue)	A3	MINEE AUTRES	X	X	X	H	M	Le coût estimatif est relatif au devis à réaliser par le CDE			
	Construire 13 blocs administratifs	A3	MINEDUB	X	X	X	H	M	25500000	4250 0000	425 000 00	3 blocs les premiers, 2é années et 5 blocs la 3é année
Commerce	Réhabiliter et Opérationnaliser le marché à bétail de Nassarao	A3	Mincommerce	X	X	X	H	M	5 000 000			
	Moderniser les marchés de Takasko et de Nassarao	A3	Mincommerce	X	X	X	H	M	70 000 000			
	Construire un magasin de stockage des produits agricoles à Mbilga	A3	MINADER AUTRES	X	X	X	H	M	10 000 000			Sécurisation et stockage des produits alimentaire

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteurs	Activités	Responsible	Partenaires	Période			Ressources					Observations
				2013	2014	2015	H	M	Fin .A1	Fin. A2	Fin .A3	
Développement Urbain et Habitat	Achever les travaux du collecteur de Loppéré	A3	MINDUH CUG	X	X	X	H	M	50.000.000			
	Réaliser les ouvrages d'assainissement et de drainage dans les 11 quartiers	A3	MINDUH C.A.GRA II	X	X	X	H	M	232.000.000			
	Connecter 12 quartiers de la zone urbaine au réseau d'éclairage public	A3	MINEE CUG	X	X	X	H	M	100.000.000			
Développement Urbain et Habitat	Réaliser 5 plans d'occupation des sols	A3	MINDUH	X	X					50.000.000		
	Créer et aménager 3 espaces verts	A3	MINDUH,CUG MINEPNA	X	X					150.000.000		
	Réhabiliter le tronçon Base-Carrefour BEAC	A3	MINVILLE CUG, AUTRES PARTENAIRE	X	X				30 000 000			Etude préalable
	Réhabiliter les axes Nassarao-Ouro Lawane –Laindé daneyel- Poukouloukou	A3	MINVILLE CUG	X	X				30 000 000			Constitution d'une réserve foncière communale
	Réhabiliter L'axe CMA Laindé –Gare routière-Bosquet Laindé-Mosquée Laindé	A3	MINVILLE CUG, AUTRES PARTENAIRE	X	X				15 000 000			
	Reprofilier les pistes de desserte des quartiers Tongo et Ngouroré	A3	MINVILLE CUG AUTRES PARTENAIRE	X	X				15 000 000			
	Désenclaver les quartiers Poumpoumré, Marouaré Bah, Roudé Adjia, Ouro Lawane, Takasko, Mbilga, Wafango	A3	MINVILLE,CUG, AUTRES PARTENAIRE	X	X				30 000 000			

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteurs	Activités	Responsible	Partenaires	Période			Ressources					Observations
				2013	2014	2015	H	M	Fin .A1	Fin. A2	Fin .A3	
Domaine et Affaire Foncière	Faciliter l'acquisition d'un patrimoine fonction communale	A3	MINDAF PREFET	X	X				00			
	Faciliter le reclassement du domaine privé de l'Etat en domaine communal dans certains quartiers (Demsaré et Roumdé Adjia)		MINDAF PREFET	X	X				00			
Culture	Construire et Equiper une bibliothèque	A3	MINCULTURE AUTRES BAILLEURS	X			H	M	50.000.000			Une Médiathèque est plus appropriée
	Encourager l'initiative privée et la promotion de la cinématographie	A3	MINCULTURE AUTRES	X	X		H	M	00			
	Construire un musée local	A2	MINCULTURE AUTRES PART	X			H	M	30 000 000			
Environnement et Protection de la Nature	Végétaliser les berges de rigoles notamment celle de Roumdé Adjia, de Laindé, de Ouro Lawane et de Ngalbidjé	A4	MINEP VVF MINFOF AUTRES	X	X		H	M	30.000.000			
	Consolidation de la digue de retenue	A4	MINEP VVF MINFOF	X	X		H	M	5.000.000			
	Réduire la prolifération des garages clandestins	A4	MINEP PREFET	X	X		H	M	50.000.000			
	Construire des toilettes publiques au sein des marchés Nassarao, Takasko et de Roumdé Adjia	A3	MINEP MINDUH	X	X		H	M	3 500 000	3 500 000	3 500 000	
	Organiser et Installer des garages des motos	A3	PREFET MINEP CUG	X			H	M	00			
	Suivre l'exécution du plan de gestion de l'environnement (BRASSERIE, SITRON, TOTAL.)	A4	MINEP CUG AUTRES	X			H	M	500.000			Etude d'impact environnemental (Brasseries, TOTAL, SITRON)

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteurs	Activités	Responsible	Partenaires	Période			Ressources					Observations
				2013	2014	2015	H	M	Fin .A1	Fin. A2	Fin .A3	
Environnement et Protection de la Nature	Promouvoir la gestion orientée des déchets	A4	MINEP CUG HYSACAM ET AUTRES	X			H	M	10.500.000			
	Aménager les espaces verts	A4	MINDUH MINEP CUG, TOTAL BRASSERIES	X	X	X	H	M	10.000.000			
	Subventionner les foyers améliorés	A4	MINEP AUTRES	X	X	X	H	M	25.000.000			
	Participer financièrement et matériellement aux campagnes de reboisement	A4	MINEP CUG AUTRES PARTENAIRE	X	X	X	H	M	5.000.000			
Mines et Industriel et Développement Technologique	Recenser les entreprises et les localiser	A1	MINMIDT, CE MINCOMMERCE CCIMA	X			H	M	00			
	Assurer le contrôle et le suivi périodique des entreprises	A1	MINMIDT CE MINCOMMERCE CCIMA PME	X			H	M	00			
Promotion de la Femme et de la Famille	Redynamiser et Renforcer les O.P Féminines	A2	MINPROFF AUTRES	X			H	M	00			
	Faciliter la formation des groupes des Femmes	A2	MINPROFF AITRES	X			H	M	00			
	Sensibilisation des femmes victimes des fistules obstétricales sur l'existence d'une opération chirurgicale;	A2	MINPROFF FNUAP MINSANTE AUTRES	X			H	M	00			
	Promouvoir la lutte contre les mutilations génitales Féminines	A2	MINPROFF MINAS AITRES	X	X	X	H	M	00			

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Secteurs	Activités	Responsible	Partenaires	Période			Ressources					Observations
				2013	2014	2015	H	M	Fin .A1	Fin. A2	Fin .A3	
Sport et Education Physique	Construire un stade municipal à Mbilga	A3	MINSEP CUG FECAFOOT AUTRES	X	X	X	H	M	20 000 000			
	Construire un complexe sportif à Bibémiré	A3	MINSEP CUG	X	X	X	H	M	40 000 000			
	Aménager deux aires de jeux à Poukouloukou	A3	MINSEP CUG Comité Olympiques FECAFOOT AUTRES	X	X		H	M	40 000 000			
	Elaborer un répertoire communal du mouvement Associatif et sportif	A2	MINSEP CUG AUTRES	X			H	M	1.000.000			
	Appuyer financièrement les Associations sportives répertoriés et actives	A2	MINSEP CUG AUTRES	X			H	M	1.000.000			
	Faciliter la création des Associations sportives	A2	MINSEP CUG AUTRES	X	X	X	H	M	00			
	Participer au renforcement des capacités managériales des Associations Sportives	A2	MINSEP CUG AUTRES				H	M	500.000			
	Participer à l'organisation des championnats des vacances	A2	MINSEP CUG AUTRES	X	X	X	H	M	2.000.000			
Elevage, Pêche et Industrie Animales	Créer un centre zoo technique de contrôle sanitaire vétérinaire								00			
	Construire un parc vaccinogène à Ngalbidjé								17 000 000			
	Réactualiser la piste à bétail inter communal Pitoa-Garoua								00			

6.3. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement triennal et du PIA de la commune d'arrondissement de Garoua II, comprend :

- Les principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ;
- Le plan de gestion environnementale et sociale.

6.2.1. Principaux impacts potentiels et mesures envisageables

❖ Impacts environnementaux possibles

Type de microprojets contenus dans le programme triennal et le PIA	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : - Construction d'un marché ; - Construction de latrines ; - Construction du centre multifonctionnel de promotion des jeunes - Construction du centre de formation professionnelle - Construction d'un complexe sportif - Construction et/ou réhabilitation des radios communautaires ; - Construction d'un abattoir. Construction des salles de classe ; - Construction des magasins de stockage ; - Construction d'un Centre de Santé	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	-Risques d'érosion des sols, -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; -Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Bon choix du site ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents
Microprojets hydrauliques : - Construction de forages - Construction des puits modernes ; -Extension du réseau CDE	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du	- Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol,	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de	- Bon choix du site ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ;

	<p>formulaire d'examen</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diminution de la pression 	<p>de la nappe phréatique par les huiles de vidange)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques d'envasement et de stagnation des eaux 	<p>comités de gestion</p>	
<p>Microprojets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reprofilage de la route ; - Extension du réseau électrique ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance à travers s l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen en impliquant la consultation du public 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'incendie ; - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles

❖ **Impacts sociaux**

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation	
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base :	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation de la contribution communale - Amélioration de la gouvernance locale ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site -Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; -Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; -Risques de marginalisation des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> -Participation et sensibilisation des populations ; - Sensibiliser les communautés ; -Mettre en place les Comités de gestion ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; -Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives 	
Construction d'un marché ;					
Construction de latrines ;					
Construction du centre multifonctionnel de promotion des jeunes ;					
Construction du centre de formation professionnelle ;					
Construction d'un complexe sportif ;					
Construction des radios communautaires ;					
Construction d'un abattoir.					
Construction des salles de classe ;					
Construction des magasins de stockage ;					
Construction d'un Centre de Santé ;					
Construction d'un marché ;					Facilitation de l'accès au service commercial
Construction de latrines ;					Amélioration des conditions d'hygiène
Construction du centre multifonctionnel de promotion des jeunes	- Facilitation de l'accès à la formation professionnelle des jeunes				
Construction d'un complexe sportif	- Facilitation et amélioration des activités sportives ;				
Construction des radios communautaires ;	- Amélioration des conditions de vie des populations				
Construction d'un abattoir.	- Amélioration des conditions de vie des populations				
Construction des salles de classe ;	- Amélioration des conditions de fréquentation ;				
Construction d'un Centre de Santé	- Facilitation de l'accès aux soins;				
Microprojets hydrauliques :	-Renforcement de la dynamique des populations à travers la de la contribution	- Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du	-sensibilisation des populations	- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire	
Construction des puits modernes ;					

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Construction de forages	communale - Amélioration de la gouvernance locale ;	clore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages	-encourager les projets HIMO	du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages
	- Diminution des maladies hydriques ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable	- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables	- Sensibilisation des populations	- Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Microprojets structurants :	- Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques ; -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation de la contribution communale - Amélioration de la gouvernance locale	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies	Sensibilisation des populations Sensibilisation des populations	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées) -Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. -Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion
Reprofilage de la route ;				
Construction d'un pont ;	- Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques ; -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation de la contribution communale - Amélioration de la gouvernance locale			
Réhabilitation du réseau électrique	- Amélioration de l'accès à l'énergie ; -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation de la contribution communale			

6.2.2. Plan de Gestion environnementale et sociale :

Mesures environnementales	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
- Bon choix du site ;	Maire	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	500 000	
- Replantation des arbres ;	Agent Communal	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	2 000 000	
- Remise en état des zones d'emprunt ;	Agent Communal	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	1 000 000	
- Création des divergents	Agent Communal	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	1 000 000	
- Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles	Service d'hygiène	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	5 000 000	
-Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ;	Maire	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	PM	
- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ;	Maire	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	500 000	
- Nettoyage et cantonnage des alentours des ouvrages ;	Service d'hygiène	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	500 000	
- solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives	Maire	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	00	
- Mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses.	A3	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	5 000 000	
Mettre en place un Comité de gestion	A3	Juin 2011-Dec 2012	Comité de SUIVI	100 000	

6.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1. Ressources mobilisables et échéances

L'atelier de mobilisation des ressources a pour objectif d'identifier les ressources et leur circuit de mobilisation en vue de financer les activités prioritaires issues du cadre logique.

Etaient présents aux travaux de cet atelier : Les sectoriels, les opérateurs économiques, les structures de développement, les entreprises publiques et privées, la Commune d'Arrondissement de Garoua II ; le PNDP et l'OAL/APESS.

Sources de mobilisation	Ressources financières/ matérielles Activités pré-retenues			Secteurs	Suppositions importantes	Echéance	Observations
	Ressources	Montants ressources	Activités pré-retenues				
Ressources propres de la commune (part destinée à l'investissement)							
Ressources financières							
COMMUNE	Budget communal	68 442 240		Education, Eau et Energie, Elevage, Commerce et Agriculture	10% d'apport propre pour les communautés bénéficiaires	Décembre 2011	Elargir le champ d'action dans d'autres domaines
Ressources matérielles							
Patrimoine communal (Boutiques, droits de place, droits immobilières, fourrières, ...)	Budget communal	32 663 360		Education, Eau et Energie, Elevage, Agriculture, Autres	10% d'apport propre pour les communautés bénéficiaires	Décembre 2011	
Ressources mobilisées par les ONG/ les Programmes et autres							
Plan Cameroon	Subvention	31 000 000	Education et santé enfants	Education et santé des enfants	10% d'apport propre	2011	
FEICOM	fonds de concours	50 000 000				2011	
PNDP	Allocation	106 644 285			Apport mobilisé propre	Convention signée (fonds disponibles)	
Communauté Urbaine		20 000 000					
PAJER U		28 500 000				Juin 2011 – Décembre 2011	
SODECOTON		Contribution en matériels (engins)				Juin 2011 – Décembre 2011	
Alliance Franco-camerounaise		Appui infrastructurel					

Sources de mobilisation	Ressources financières/ matérielles Activités pré-retenues			Secteurs	Suppositions importantes	Echéance	Observations
	Ressources	Montants ressources	Activités pré-retenues				
Ressources issues du transfert des compétences							
MINEDUB	BIP	52 110 000	Construction et équipement de 02 salles de classes a l'E.P. Mbilga	Education	Effectivité transfert	de	2011
			Construction et équipement de l'école Maternelle de Ngalbidje				
			Equipements de bureau des maîtres				
			Fabrication des bancs a l'IAEB Gra II				
			Construction Latrines				
MINEPAT	BIP	40 000 000	Matériels Agricoles Réhabilitation C.c.I.		Effectivité transfert	de	2011
MINCOMMERCE		20 000 000	Marche de Takasko	Commerce	Effectivité transfert	de	2011
MINPMEESA	BIP	36 036 000	Chambre froide	Artisanat	Effectivité transfert	de	2012
MINAS	BIP	1 000 000	Appareillage	Affaires sociales	Effectivité transfert	de	2011
MINFOF	BIP	5 000 000	Reboisement		Effectivité transfert	de	2011
Total					439 285 885 FCFA		

- **Stratégie de mobilisation des ressources**

Le comité de suivi mis sur pieds par arrêté municipal, qui a pour objectif d'assurer la mise en œuvre du PCD, se chargera de la mobilisation de ces ressources en collaboration avec les différents partenaires.

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année)

Le plan d'investissement annuel couvre la période allant de juillet 2011 a décembre 2012

Activités	Taches	Resp	Part	Période	H	M	Coûts	Observations
Branchements sociaux CDE	Etude de faisabilité	CAGII (A2 et A3)	MINEE CDE	Juillet			1 500 000 FCFA	Projet en cours d'exécution (fonds CAGII)
	Recensement des bénéficiaires			Septembre 2011				
	Récolte des contributions et leur transmission a la CDE							
	Suivi de l'exécution des travaux de branchement							
	Evaluation desdits travaux							
Réhabilitation de l'abattoir de Laindé	Etude de faisabilité	CAGII (A3)	MINEPIA MINEP	Juillet	Contrat de tâcheronage		5 000 000 FCFA	Projet en cours d'exécution (fonds CAGII) voir plan de campagne
	Evaluation des travaux			décembre 2011				
	Immatriculation du site							
	et branchement cde							
Création d'une fourrière Municipale	Aménagement	CAGII (A3)	CUG (service technique)	Juillet aout 2011	Reggie Municipal		500 000 FCFA	Projet en cours d'exécution (fonds CAGII)
Construction d'un radier à l'entrée des ateliers dans l'enceinte de CAGII	Etude de faisabilité	CAGII(A3)	CUG(service technique)	Novembre décembre 2011	Contrat de tâcheronage		1 250 000 FCFA	Projet en cours d'exécution (fonds CAGII)
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Aménagement de 3 ronds points	Etude de faisabilité	CAGII(A3)	CUG(service technique MIDUH MINTP	Juillet Septembre 2011	Contrat de tâcheronage		1 750 000 FCFA	Projet en cours d'exécution (fonds CAGII)
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Immeuble à usage	Etude de faisabilité	CAGII(A3)	MINEPAT	Juillet	Contrat de		1 500 000 FCFA	Projet en cours

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

commercial (Réhabilitation Marché de takasko)	Devis estimatif		MINTP MINCOMME RCE	aout 2011	tâcheronnage			d'exécution (fonds CAGII)
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Pose auvent façade Principal, Clôture façade arrière	Etude de faisabilité	CAGII(A3)		Juillet septembre 2011	Contrat de tâcheronnage		6 000 000 FCFA	Projet en cours d'exécution (fonds CAGII)
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Revêtement couche peinture bâtiment Centre Culturel de Lopere	Etude de faisabilité	CAGII(A3)	CUG(service technique)	Octobre novembre 2011	Contrat de tâcheronnage		2 500 000 FCFA	Projet en cours d'exécution (fonds CAGII)
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Construction muret de rétention d'eau	Etude de faisabilité	CAGII(A3)	CUG(service technique)	Octobre novembre 2011	Contrat de tâcheronnage		2 000 000 FCFA	Projet en cours d'exécution (fonds CAGII)
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Entretien route principal Mbilga	Etude de faisabilité	CAGII(A3)	CUG(service technique) MINTP MINDUH SODECOTO N	Octobre decembre 2011	Contrat de tâcheronnage		2 000 000 FCFA	Projet en cours d'exécution (fonds CAGII)
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Entretien route Carrefour MAI CHAI-SCAMATEQ	Etude de faisabilité	CAGII(A3)	CUG(service technique) MINDUH SODECOTO N	Octobre decembre 2011	Contrat de tâcheronnage		2 000 000 FCFA	
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Equipement aménagement jardins, places publiques et espaces verts	Identifications	CAGII (A3)	CUG(service technique) MINDUH	Aout Septembre 2011	Contrat de tâcheronnage		2 000 000 FCFA	En prevision
	Aménagements							
	Devis estimatif							
	Exécution des travaux							
Construction d'une Ecole Maternelle à NGALBIDJE	Appel d'offres	CAGII(A3)	MINEDUB	Juillet octobre 2011,			25 000 000	BIP
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Construction de 2 salles de classe à	Appel d'offres	CAGII (A3)	MINEDUB	Juillet octobre 2011			16 000 000	BIP
	Attribution							

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

MBILGA	Exécution des travaux							
Construction et équipement d'un fourrage à NGOURORE	Appel d'offres	CAGII (A3)	MINEE	Juillet octobre 2011			8 500 000	BIP
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Construction des latrines à l'EP de MBILGA	Etude de faisabilité	CAGII (A3)	MINEDUB	Juillet septembre 2011			3 500 000	BIP
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Appareillage	Identification des nécessaires	CAGII (A2)	MINAS	Juillet décembre 2011			1 000 000	BIP
	Estimation des besoins							
	Choix des prestataires							
	Distribution aux nécessaires							
Electrification	Appel d'offres	CAGII (A2)	MINEE AES SONEL	Juillet décembre 2011			62 253 250 FCFA	FEICOM(en voie de finition)
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Adduction en eau	Appel d'offres	CAGII (A2)	MINEE CDE	Juillet décembre 2011			40 000 000 FCFA	FEICOM
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Achever les travaux de construction du CS de Ngalbidjé	Appel d'offres	CAGII (A2)	MINSANTE	Janvier Decembre 2012			10 000 000	fonds CAGII
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Créer et Construire un CSI à Poukouloukou	Appel d'offres	CAGII (A2)	MINSANTE	Janvier Decembre 2012			Coût non donné par le sectoriel	fonds CAGII
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Doter tous les 3 CSI de NASSARAO, LAINDE et BASCHEORE en systèmes d'évacuation et de traitement des	Etude de faisabilité	CAGII(A2)	MINSANTE HYSACAM	Janvier Juin 2012			200 000	fonds CAGII
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

déchets (3 fosses et 12 BACS)								
Participer aux campagnes de JNV ,de SASNIME , de lutte contre les endémies et les épidémies	Etude de faisabilité	CAGII(A2)	MINSANTE	Janvier Decembre 2012			500 000	fonds CAGII
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Créer des points d'eau (06forages) respectivement à Laindé Daneyel; Laindé ; Ngalbidjé I Ngalbidjé II et III ; Wafango; Mbilga	Appel d'offres	CAGII(A2)	MINEE	Janvier Decembre 2012			168 000 000	fonds CAGII
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Réhabiliter 13 forages respectivement à Nassarao (3) ; Ngalbidjé I (2), Laindé Daneyel (2), O Lawane(2) Tongo/Ngurore (1) Wafango (1), Mbilga(2) et 1 puits à Tongo	Etude de faisabilité	CAGII(A2)	MINEE	Janvier Decembre 2012			100 000 X13	fonds CAGII
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Branchements sociaux	Etude de faisabilité	CAGII(A2 et A3)	MINEE CDE	Janvier Decembre 2012			1 500 000 FCFA	Concertation avec CDE
	Devis estimatif							
	Signature du contrat							
	Exécution des travaux							
Construire 12 blocs des deux salles de classe à la CAGII	Appel d'offres	CAGII(A2)	MINEDUB	Janvier Decembre 2012			168 000 000	PIB
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Réhabilitation de 12 salles de classes à la CAGII	Appel d'offres	CAGII(A2)	MINEDUB	Janvier Decembre 2012			20 000 000	PIB
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Construire 12	Appel d'offres	CAGII(A2)	MINDUH	Janvier			42 000 000	

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Latrines dans GAROUA II	Attribution			Decembre 2012				fonds CAGII
	Exécution des travaux							
Equiper les salles de classe existantes en 1100 tables bancs à Laindé Daneyel 60 Laindé I (120), Laindé II B (50), Laindé Daneyel(60) ; Mbilga (45), Nassarao(100), Nyakira /Wafango(70), Poumpoumré PP (50), Poukouloukou (130), O. Lawane(70), Ngalbidjé I (120), Ngalbidjé II (120), Ep Bilingue de GAROUA II (10), Tongo (25) Ngouroré (30)	Appel d'offres	CAGII(A2)	MINDUH PNDP	Janvier Decembre2012			38 500 000	fonds CAGII
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Construction d'un atelier au LYTEGA-B	Appel d'offres	CAGII(A2)	MINESEC				24 000 000	fonds CAGII
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Construction de 2 Salles de classe au CETIC NASSARAO	Appel d'offres	CAGII(A2)	MINESEC				15 000 000	fonds CAGII
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Construction de deux salles de classe au CES NGALBIDJE	Appel d'offres	CAGII(A2)	MINENSEC				15 000 000	fonds CAGII
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Equipement en 60 tables banc au CETC de NASSARAO	Appel d'offres	CAGII(A2)	MINENSEC				18 000 000	fonds CAGII
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Entretien ROUTE NGALBIDJE et	Appel d'offres	CAGII	MINDUH SODECOTO				15 000 000	Partenariat Commune CAGII
	Attribution							

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

ROUMDE ADJIA	Exécution des travaux		N					
Réaliser les ouvrages d'assainissement et de drainage dans les quartiers : Ouro Lawane ; L. Daneyel ; Nassarao ; Laindé ; Marouaré ; Poupoumré, Ngalbidjé Roumdé ; Demsaré, Bibémiré et Foulbéré	Appel d'offres	CAGII	MINDUH	Janvier Decembre 2012			1 8 000 000	PIB
	Attribution							
	Exécution des travaux							
Protéger les berges des cours d'eau dans les quartiers suivants : Foulbere IV, Bibemire II, Demsare et Roumdé Adja, Laindé, Ngalbidjé, Laindé Daneyel, Wafango et Mbilga	Etude de faisabilité	CAGII	MINDUH	Janvier Decembre 2012			1 MILLIARD	Partenariat
	Appel d'offres							
	Attribution							
	Exécution							
Faciliter le reclassement du domaine privé de l'état en domaine communal dans certains quartiers (Demsare et Roumdé	Etude de faisabilité	CAGII	MINDAF	Janvier Decembre 2012			50 000 000	fonds CAGII
	Appel d'offres							
	Attribution							
	Exécution							
Faciliter l'acquisition d'un patrimoine foncier communal	Etude de faisabilité	CAGII	MINDAF	Janvier Decembre 2012			00	fonds CAGII
Réhabilitation de l'aire d'abattage à Laindé	Etude de faisabilité	CAGII	MINEPIA	Janvier Decembre 201			40 000 000	fonds CAGII
	Appel d'offres							

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

	Attribution							
	Exécution							
Appui aux organisations Paysannes (OP)	Etude de faisabilité	CAGII	MINEPIA	Janvier Decembre 2011			50 000 000	fonds CAGII
	Identification des OP							
	Octroi des appuis							
Appui aux groupements des éleveurs dans CAGII	Etude de faisabilité	CAGII	MINEPIA	Janvier Decembre 2011			35 000 000	fonds CAGII
	Identification des GE							
	Octroi des appuis							
Construire et équiper un centre de pêche à TONGO	Etude de faisabilité	CAGII	MINEPIA	Janvier Decembre 2011			50 000 000	fonds CAGII
	Appel d'offres							
	Attribution							
	Exécution							
Délimiter la piste à bétail dans CAGII	Etude de faisabilité	CAGII	MINEPIA	Janvier Decembre 2011			500 000	fonds CAGII
	Exécution des travaux							
Redynamiser le marché à bétail de NASSARAOU	Etude de faisabilité Collecte des données	CAGII	MINEPIA	Janvier Decembre 2012			500 000	fonds CAGII
Construire un parc à bétail moderne dans la CAG	Etude de faisabilité	CAGII	MINEPIA	Janvier Decembre 2012			500 000	fonds CAGII
	Exécution des travaux							
Construction d'une	Etude de faisabilité	CAGII	MINPMEESA	Janvier Decembre			50 000 000	fonds CAGII

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

chambre froide dans CAGII	Appel d'offres			2012				
	Attribution							
	Exécution							
Regrouper les acteurs par filière Faciliter la formalisation de 150 OP ; Renforcer leurs capacités en technique de production et de gestion	Devis	CAGII	MINADER ACEFA	Janvier Decembre 2012			500 000	fonds CAGII
	Contrat							
	Exécution							
Mise à la disposition des femmes victimes des fistules obstétricales des kits d'opérations	Identification des victimes	CAGII	MINPROFF FNUAP	Janvier Decembre 2012			400 000	fonds CAGII
Renforcer la ligne aides et secours au niveau de la commune	Contrat	CAGII	MINAS	Janvier Decembre 2012			2 000 000	fonds CAGII
Mettre sur pied un centre d'écoute et d'orientation dans les CC	Recruter un Assistant Social Cahier de charge	CAGII	MINAS				300 000/an	fonds CAGII
Créer une pépinière communale	Choisir le site, Recruter un pépiniériste	CAGII	MINFOF ANAFOR	Janvier Mai 2012			250 000	fonds CAGII
Etude sur le bosquet de Laindé	Etude de faisabilité	CAGII	MINFOF MINEP	Janvier Decembre 2012			150 000	fonds CAGII
Reboisement des artères de la CAGII	Identifier des artères	CAGII	MINFOF MINEP	Juin Aout 2012			5 000 000	fonds CAGII
	Mis à disposition des							

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

	plantes à la population							
	Identifier des artères							
	Reboisement							
	Suivi							
Opération un arbre un ménage	Mise à disposition des plantes aux ménages identifiés	CAGII	MINFOF MINEP	Juin Aout 2012			250 000	fonds CAGII
Visualiser Les berges de trois rigoles LAINDE; NGALBIDJE; ROUMNDE ADJIA	Etude de faisabilité	CAGII	MINFOF MINEP	Janvier Decembre 2012			5 000 000	fonds CAGII
	Préparer le terrain							
	Reboisement							
	Suivi							
Organiser et installer les garages des motos	Identifier les sites	CAGII	MINEP	Janvier Decembre 2012			500 000	fonds CAGII
	Recenser les garagistes							
	Recasement							
Construire les toilettes publiques au sein des marchés de Nassarao, Takasko et Roumdé ;	Etude de faisabilité	CAGII	MINCOMME RCE PNDP	Janvier Decembre 2012			10 500 000	fonds CAGII
	Appel d'offres							
	Attribution							
	Exécution							
Construire et équiper Un centre artisanal	Etude de faisabilité	CAGII	MINPMEESA	Janvier Decembre 2012			200 000 000	fonds CAGII
	Appel d'offres							

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

	Attribution							
	Exécution							
Créer Une galerie virtuelle	Etude de faisabilité	CAGII	MINPMEESA	Janvier Décembre 2012			100 000	fonds CAGII
	Exécution							
Elaborer un plan de formation du personnel	Contrat	CAGII	MINEFOP	Janvier Decembre 2012				fonds CAGII
Créer et construire une SAR/SM à Mbilga	Etude de faisabilité	CAGII	MINEFOP	Janvier Decembre 2012				fonds CAGII
	Appel d'offres							
	Attribution							
	Exécution							
Construire un stade municipal à Mbilga	Etude de faisabilité	CAGII	MINSEP	Janvier Decembre 2012			20 000 000	BIP
	Appel d'offres							
	Attribution							
	Exécution							
Construire un stade gazonné à Bibemire II	Etude de faisabilité	CAGII	MINSEP FECAFOOT	Janvier Decembre 2012			20 000 000	BIP
	Appel d'offres							
	Attribution							
	Exécution							
Aménager deux aires de jeux à Poukouloukou	Etude de faisabilité	CAGII	MINSEP	Janvier Decembre 2012			5 000 000	
	Appel d'offres							

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

	Attribution							
	Exécution							
Formation des jeunes à la gestion des associations, GIC ; GIE et coopératives et au montage des microprojets	Identification des associations gic, GIE	CAGII	MINJEUNE	Janvier Decembre 2012			1 000 000	fonds CAGII
Appui au CNJ Suivi évaluation des activités du centre d'alphabétisation		CAGII	MINJEUNE	Janvier Decembre 2011			100 000	
Organisation d'un Championnat de vacances	Identification des championnats	CAGII	MINJEUNE	Janvier Decembre 2012			200 000	fonds CAGII
Construction d'un parking pour la fourrière	Dao Contrat Exécution	CAGII	MINTRANSP	Janvier Decembre 2012			2 500 000	fonds CAGII
Sensibiliser les motos taxi men	Contrat	CAGII	MINTRANSP	Janvier Decembre 2012			200 000	fonds CAGII
Réaliser un répertoire des sites et des associations culturels	Identification des associations	CAGII	MINCULT	Janvier Decembre 2012			100 000	fonds CAGII
Appui aux activités Culturelles et artistiques	Identification des activités	CAGII	MINCULT I	Janvier Decembre 2012			100 000	fonds CAGII
organiser une excursion tout les deux ans au niveau du mont Tingueling	Etude de faisabilité	CAGII	MIN'TOUR	Janvier Decembre 2012			1 500 000	fonds CAGII
Organisation des sessions de formation :	Etude de faisabilité	CAGII	MINRESI	Janvier Decembre 2012			5 000 000	fonds CAGII

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Semences améliorées 50 personnes :								
Créer et entretenir un site WEB	Etude de faisabilité	CAGII	MINCOM	Janvier Decembre 2012			2 000 000	fonds CAGII
Créer un journal communal	Etude de faisabilité	CAGII	MINCOM	Janvier Decembre 2012			2 500 000	fonds CAGII

6.3.3 Plan de financement du PIA

Activités du PIA	Coûts	Apports partenaires/Bailleurs			Apport de la Commune	
		Subvention	Crédit	Fonds de Concours	Financier	Nature
Branchements sociaux CDE	1 500 000 FCFA				1 500 000 FCFA	
Réhabilitation Abattoir Lainde	5 000 000 FCFA			4 250 000 FCFA	750 000 fr	
Création d'une fourrière Municipale	500 000 FCFA				500 000 FCFA	
Construction d'un radier à l'entrée des ateliers dans l'enceinte de CAGII	1 250 000 FCFA				1 250 000 FCFA	
Aménagement de 3 ronds points	1 750 000 FCFA				1 750 000 FCFA	
Immeuble à usage commercial (Réhabilitation Marché de takasko)	1 500 000 FCFA				1 500 000 FCFA	
Pose auvent façade Principal, Clôture façade arrière	6 000 000 FCFA				6 000 000 FCFA	
Revêtement couche peinture bâtiment Centre Culturel de Lopere	2 500 000 FCFA				2 500 000 FCFA	
Construction muret de rétention d'eau	2 000 000 FCFA				2 000 000 FCFA	
Entretien route principal Mbilga	2 000 000 FCFA				2 000 000 FCFA	
Entretien route Carrefour MAI CHAI-SCAMATEQ	2 000 000 FCFA				2 000 000 FCFA	
Equipement aménagement jardins, places publiques et espaces verts	2 000 000 FCFA				2 000 000 FCFA	
Construction d'une Ecole Maternelle à NGALBIDJE	25 000 000			25 000 000		
Construction de 2 salles de classe à MBILGA	16 000 000			16 000 000		

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Construction et équipement d'un fourrage à NGOURORE	8 500 000			8 500 000		
Construction des latrines à l'EP de MBILGA	3 500 000			3 500 000		
Appareillage	1 000 000			1 000 000		
Electrification	62 253 250			62 253 250		
Adduction en eau	40 000 000			40 000 000		
Achever les travaux de construction du CS de Ngalbidjé	10 000 000				10 000 000	
Créer et Construire un CSI à Poukouloukou	16 000 000				16 000 000	
Doter tous les 3 CSI de NASSARAO, LAINDE et BASCHEORE en systèmes d'évacuation et de traitement des déchets (3 fosses et 12 BACS)	200 000				200 000	
Participer aux campagnes de JNV ,de SASNIME , de lutte contre les endémies et les épidémies	500 000				500 000	
Créer des points d'eau (06forages) respectivement à Laindé Daneyel; Laindé ; Ngalbidjé I Ngalbidjé II et III ; Wafango; Mbilga	168 000 000				168 000 000	
Réhabiliter 13 forages respectivement à Nassarao (3) ; Ngalbidjé I (2), Laindé Daneyel (2), O Lawane(2) Tongo/Ngurore (1), Wafango (1), Mbilga(2) et 1 puits à Tongo	100 000 X13				100 000 X13	
Branchements sociaux	1 500 000 FCFA			1 500 000 FCFA		
Construire 12 blocs des deux salles de classe à la CAGII	168 000 000			168 000 000		
Réhabilitation de 12 salles de classes à la CAGII	20 000 000			20 000 000		
Construire 12 Latrines dans GAROUA II	42 000 000				42 000 000	
Equiper les salles de classe existantes en 1100 tables bancs à Laindé Daneyel 60 Laindé I (120), Laindé II B (50) Laindé	38 500 000			34 650 000	3 850 000	

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Daneyel(60) ;Mbilga (45), Nassarao(100), Nyakira /Wafango(70), Poupoumré PP (50), Poukouloukou (130), O. Lawane(70), Ngalbidjé I (120), Ngalbidjé II (120), Ep Bilingue de GAROUA II (10), Tongo (25), Ngouroré (30) CAGII						
Construction d'un atelier au LYTEGA-B	24 000 000				24 000 000	
Construction de 2 Salles de classe au CETIC NASSARAO	15 000 000				15 000 000	
Construction de deux salles de classe au CES NGALBIDJE	15 000 000				15 000 000	
Équipement en 60 tables banc au CETC de NASSARAO	18 000 000				18 000 000	
Entretien ROUTE NGALBIDJE et ROUMDE ADJIA	15 000 000				15 000 000	
Réaliser les ouvrages d'assainissement et de drainage dans les quartiers : Ouro Lawane ; L. Daneyel ; Nassarao ; Laindé ; Marouaré ; Poupoumré, Ngalbidjé Roumdé ; Demsaré, Bibémiré et Foulbéré	1 8 000 000			1 8 000 000		
Protéger les berges des cours d'eau dans les quartiers suivants : Foulbere IV, Bibemire II, Demsare et Roumdé Adjia, Laindé, Ngalbidjé, Laindé Daneyel, Wafango et Mbilga	1 MILLIARD			1 MILLIARD		
Faciliter le reclassement du domaine privé de l'état en domaine communal dans certains quartiers (Demsare et Roumdé	50 000 000				50 000 000	
Faciliter l'acquisition d'un patrimoine foncier communal	00				00	
Réhabilitation de l'aire d' abattage à Laindé	40 000 000				40 000 000	
Appui aux organisations Paysannes (OP)	50 000 000				50 000 000	
Appui aux groupements des éleveurs dans CAGII	35 000 000				35 000 000	
Construire et équiper un centre de pêche à TONGO	50 000 000				50 000 000	

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Délimiter les pistes à bétail dans CAGII	500 000				500 000	
Redynamiser le marché à bétail de NASSARAOU	500 000				500 000	
Construire un parc à bétail moderne dans la CAG	500 000				500 000	
Construction d'une chambre froide dans CAGII	50 000 000				50 000 000	
Regrouper les acteurs par filière Faciliter la formalisation de 150 OP ;Renforcer leurs capacités en technique de production et de gestion	500 000				500 000	
Mise à la disposition des femmes victimes des fistules obstétricales des kits d'opérations	400 000				400 000	
Renforcer la ligne aides et secours au niveau de la commune	2 000 000				2 000 000	
Mettre sur pied un centre d'écoute et d'orientation dans les CC	300 000lan				300 000lan	
Créer une pépinière communal	250 000				250 000	
Etude sur le bosquet de Laindé	150 000				150 000	
Reboisement des artères de la CAGII	5 000 000				5 000 000	
Opération un arbre un ménage	250 000				250 000	
Visualiser Les berges de trois rigoles LAINDE;NGALBIDJE;ROUMNDE ADJIA	5 000 000				5 000 000	
Organiser et installer les garages des motos	500 000				500 000	
Construire les toilettes publiques au sein des marchés de Nassarao, Takasko et Roumdé ;	10 500 000				10 500 000	
Construire et équiper Un centre artisanal	200 000 000				200 000 000	
Créer Une galerie virtuelle	100 000				100 000	
Elaborer un plan de formation du personnel						

Plan Communal de Développement de la Commune d'Arrondissement de Garoua II avec l'appui du PNDP

Créer et construire une SAR/SM à Mbilga					
Construire un stade municipal à Mbilga	20 000 000			20 000 000	
Construire un stade gazonné à Bibemire II	20 000 000			20 000 000	
Aménager deux aires de jeux à Poukouloukou	5 000 000			5 000 000	
Formation des jeunes à la gestion des associations, GIC ; GIE et coopératives et au montage des microprojets	1 000 000				1 000 000
Appui au CNJ Suivi évaluation des activités du centre d'alphabétisation	100 000				100 000
Organisation d'un Championnat de vacances	200 000				200 000
Construction d'un parking pour la fourrière	2 500 000				2 500 000
Sensibiliser les motos taxi men	200 000				200 000
Réaliser un répertoire des sites et des associations culturels	100 000				100 000
Appui aux activités Culturelles et artistiques	100 000				100 000
organiser une excursion tout les deux ans au niveau du mont Tingueling	1 500 000				1 500 000
Organisation des sessions de formation : Semences améliorées 50 personnes :	5 000 000				5 000 000
Créer et entretenir un site WEB	2 000 000				2 000 000
Créer un journal communal	2 500 000				2 500 000

6.4 Plan de Passation des marchés du PIA

Désignation	Elaboration de la requête	Elaboration de la Convention	Préparation (Termes de Référence, DAO/Cotation, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres, Invitation	Evaluation technique et financière	Non objection de la CNC	Négociation du contrat	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire	Observation
	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	
Construction d'une Ecole Maternelle à NGALBIDJE	BIP 2011	BIP 2011	MAI 2011	JUIN 2011	JUILLET 2011			(En cour)AOUT 2011		Octobre 2011	
Construction de 2salles de classe à MBILGA	BIP 2011	BIP 2011	MAI 2011	JUIN 2011	JUILLET 2011			(En cour)AOUT 2011		Octobre 2011	
Construction et équipement d'un fourrage à NGOURE	BIP 2011	BIP 2011	MAI 2011	JUIN 2011	JUILLET 2011			(En cour)AOUT 2011		Novembre 2011	
Electrification	BIP 2010	Octobre 2009	Avril 2010	Juin 2010	11 juillet 2010	27 septembre 2010					En cour
Adduction en eau	FEICOM 2011	Juillet 2011	En cour	En cour	En cour	En cour					En cour
Créer des points d'eau (06forages) respectivement à Laindé Daneyel; Mbilga Laindé ; Ngalbidjé I Ngalbidjé II et III ; Wafango;	Juillet 2011									Décembre 2012	
Equiper les salles de classe existantes en 1100 tables bancs à Laindé Daneyel 60, Laindé I (120), Laindé II B (50), Laindé Daneyel(60) ; Mbilga (45), Nassarao(100) Nyakira /Wafango (70), Poumpoumré PP (50) Poukouloukou (130) O. Lawane(70), Ngalbidjé I (120) Ngalbidjé II (120) Ep Bilingue GAROUA II (10) Tongo (25) Ngouroré	Juillet 2011	Août 2011	Août 2011	Août /septembre 2011	Fin septembre 2011	Octobre 2011	Octobre 2011	Octobre 2011	Novembre 2011	Début décembre 2011	
\ Construction du marché de Takasko	Juillet 2011	Août 2011	Août 2011	Août /Sep 2011	Fin Sep 2011	Octobre 2011	Octobre 2011	Octobre 2011	Début Nov 2011	FEV 2012	

7. MECANISME DE SUIVI- EVALUATION

La mise en œuvre et le suivi du document PCD se fait par un comité de suivi-évaluation, mis sur pied par la commune. Le Maire s'est chargé de constituer ledit Comité en concertation avec le Conseil Municipal.

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le Comité de suivi-évaluation a pour missions de :

- Proposer le plan d'information et de communication sur la mise en œuvre du Plan Communal de Développement ;
- Suivre l'exécution et l'évaluation du PCD ;
- Proposer le mécanisme de révision du PCD ;
- Préparer le Plan d'Investissement Annuel.

Le Comité travaille en étroite collaboration avec l'exécutif communal et rend compte périodiquement au Maire. Son mandat est de deux (2) ans renouvelable une fois.

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Les indicateurs de suivi et d'évaluation du PCD par rapport au PIA sont :

- Le rapport d'exécution du PIA ;
- Le nombre d'activités réalisées ;
- Les statistiques de réalisations.

7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Les réunions du comité de suivi et d'évaluation du PCD se tiennent quatre (04) fois par an, sur convocation de son président. Elles sont sanctionnées par un procès verbal et un rapport.

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Sur convocation du président du comité de suivi nommé par arrêté municipal, la réunion du suivi du PCD se fait chaque trois mois est elle peut se tenir aussi en session extraordinaire selon la nécessité. Quant à sa révision, elle se fera chaque année.

Les amendements issus de cette rencontre, doivent faire l'objet de la validation du conseil municipal.

7 PLAN DE COMMUNICATION SUR LAMISE EN ŒUVRE DU PCD**Planification des activités de communication au niveau communal****1. Communication interne au sein de la Commune en tant qu'institution**

objectif	activité	émetteur	récepteur	Supports/outils	coût	période	indicateurs
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	-Créer des adresses email pour chaque personnel	Chargé de communication	Conseillers municipaux	internet	1 000 000	2012	
	-Créer un Almanach	Chargé de la communication	Conseillers municipaux	Répertoire	900 000	2012	Adresses et contacts disponibles
	-Créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	Maire et ses adjoints	Registre de circulation des documents	00		

1. La communication institutionnelle**a) La communication avec les autorités et les sectoriels**

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	coût	période	indicateur
Informier régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune.	Produire et diffuser un rapport trimestriel d'activités	-Chargé de la communication -agent de développement	-Membres du Gouvernement -Gouverneur -Préfet -Sectoriels	Rapport trimestriel	00	2011	Cahier de transmission
	Création et alimentation d'un site web	Chargé de la communication	-Membres du Gouvernement -Gouverneur -Préfet -Sectoriels	Site Web de la Commune	1 500 000	2012	Mise à jour hebdomadaire

La communication entre la commune et les bénéficiaires

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	Coût	période	indicateur
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	Organiser des causeries éducatives avec les populations	-Maire -Conseillers Municipaux -Comités de Concertation	-Communautés -Comités de Concertation	Plan Communal de Développement	1 500 000	Par trimestre	Enquêtes participatives
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation du DSCE au niveau des communautés	-Délégué Départemental MINEPAT -Maire -Conseillers Municipaux -Comités de Concertation	-Commune -Communautés -Comités de Concertation	DSCE	1 000 000	Sept-Décembre 2011	Liste de présence
Restituer le Plan Communal de Développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions prévues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux -Comités de Concertation	Communautés -Comités de Concertation	Plan Communal de Développement	1 500 000	Sept-Décembre 2011	Nombre de séances de sensibilisation
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	-Maire -Conseillers municipaux	Communautés	-Médias locaux -Site web communal -Bulletin communal -Concertation avec les communautés -Babillard de la commune	2 000 000	-Février 2012 budget -Août 2012 Compte administratif	budget et compte administratif connus par populations

c) Communication avec la société civile et le secteur privé

objectif	activité	émetteur	récepteur	Supports/outils	Coût	période	indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser une rencontre avec la société civile et le secteur privé	-Le Maire -Chargé de la communication	Société civile/secteur privé	-Correspondances -Site Web -Bulletin Communal	500 000	Une fois l'an	Rapport de rencontre
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire	Chargé de la communication	Maire	-Correspondances -Site Web	00	Sept-Dec 2011 et 2012	Répertoire disponible
Informer régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	-Concevoir et diffuser un rapport trimestriel -Alimenter le site web	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing -Bulletin Communal	00	Sept-Dec 2011 et 2012	Liste de diffusion du rapport

d) la Communication avec les partenaires techniques et financiers

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	Coût	période	indicateur
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	Partenaires	Plan Communal de Développement	00	Sept-Dec 2011 et 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	Partenaires	Séances de travail	1 500 000	Début d'année	Compte rendu disponible
Informer régulièrement les partenaires sur l'exécution du PCD et des autres activités de la Commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Comite de suivi -S.G.	Projets et programmes Bailleurs de fonds ONG	-Rapport d'activités -Site Web	50 000	Semestriel	Rapport diffusé

e) Communication avec les élites extérieures et la diaspora

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	Coût	période	indicateur
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des Elites extérieures et Acteurs de la Diaspora	Chargé de la communication	Elites extérieures et Acteurs de la Diaspora	-Correspondances -Site Web	10 000	Sept-Dec 2011	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des Elites extérieures et Acteurs de la Diaspora	-Maire -Conseillers municipaux -Chargé de la communication	Elites extérieures et Acteurs de la Diaspora	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	5 000 000	Début d'année	Compte rendu disponible
Informers régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du PCD et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux -Chargé de la communication	Elites extérieures et Acteurs de la Diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	10 000	Juillet 2012	Rapport diffusé

2. La communication de masse

objectif	activité	émetteur	récepteur	Support/outil	Coût	période	indicateur
Informers le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du PCD	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	1 500 000	Sept-Dec 2011	Nombre d'émissions diffusées
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	Dossiers de presse	1 000 000	Annuel	Nombre des points de presse
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public	Radio/TV/Presse écrite	10 000 000	Sept-Dec 2011	Nombre des documentaires réalisés

3. Actions de plaidoyer

objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Support/ outil	Coût	Période	Indicateur
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du PCD	Organiser des rencontres avec le MINEPAT	Maire	MINEPAT	PCD et état de mise en œuvre	1 000 000	Sept2011 Dec2012	Rapport de missions
	Organiser des rencontres avec les bailleurs de fonds et les projets/programmes	Maire	Partenaires	PCD et état de mise en oeuvre	PM	Sept2011 Dec2012	Rapport de missions
	Organiser des rencontres avec le secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en oeuvre	PM	Sept2011 Dec2012	Rapport de missions
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora	PCD et état de mise en oeuvre	PM	Sept2011 Dec2012	Rapport de missions

9. Synthèses des besoins et plans d'actions des villages de la commune

N°	SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES/EFFETS	ACTIONS LOCALES	ACTIONS COMMUNALES
1	EDUCATION DE BASE	-Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité.	Insuffisance des infrastructures et du personnel qualifié	Formulation d'une demande	-Création et équipement des écoles et recrutement du personnel
2	SANTÉ	Difficulté d'accès aux soins de santé primaire.	- Insuffisance des Centres de santé	Faire des requêtes et sensibilisation des populations sur le bien fondé de l'hôpital	-Création d'un Centre de santé ; Renforcement du plateau technique
		Accroissement de l'insalubrité au sein du quartier ;	-Insuffisance des fosses de recueil des eaux usées -Absence d'entretien des fosses existantes -Non respect des consignes d'Hysacam	-Appui au respect de la journée de propreté instaurée au sein de la ville de Garoua	-Organisation des campagnes de sensibilisation -Dénonciation des réfracteurs -Organisation des descentes de contrôle sur le terrain du service d'hygiène
3	EAU ET ENERGIE	Difficulté d'accès à l'eau potable	Faible couverture du réseau CDE, Insuffisance des forages	Formulation d'une demande Mobilisation des contre-parties	-Création des forages ; -Extension du réseau CDE
4	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Difficulté d'accès aux emplois et à la formation professionnelle	Absence des centres de formation pour les jeunes.	Formulation d'une demande de création des Centres de formation.	-Création des Centres de formation pour les jeunes.
5	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Mauvaises conditions des travailleurs des secteurs informels	-Ignorance ; -Contraintes existentielles ; -Exploitation ; -Epuisement	-Organisation du secteur informel ; -Enregistrement des opérateurs au niveau des services compétents	-Définition du plan de carrière -Amélioration des conditions de travailleurs par l'organisation des ateliers de renforcement des capacités ; -Identification, énumération et regroupement du secteur informel
6	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	Difficulté d'accès aux micro-crédits, aux subventions et aux emplois	Absence de communication	Mise sur pied d'un organe local de communication	Recherche de débouchés et appui à l'insertion socio-professionnelle des jeunes diplômés.

N°	SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES/EFFETS	ACTIONS LOCALES	ACTIONS COMMUNALES.
7	COMMERCE	Difficulté d'accès aux infrastructures marchandes	Occupation des sites prévus pour le marché ; Inexistence des marchés	-Demande de réhabilitation des sites occupés.	-Création des marchés.
8	CULTURE	Eloignement du Centre culturel et de la Formation.	-Absence des centres locaux -Absence d'initiative locale -Analphabétisme -Frein à l'épanouissement de la Femme, délinquance, exode rural.	Création d'un Centre Local.	-Alphabétisation -Formation au sein du groupe.
9	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION	Accroissement de l'insécurité	-Manque d'emplois et d'encadrement des jeunes	-Mettre sur pied un comité de vigilance.	-Appui aux emplois et d'encadrement des jeunes. -L'opérationnalisation du comité de vigilance
		Difficulté d'accès aux actes d'état civil	-Ignorance des populations ; -Négligence des parents ; -Pauvreté	-Identification des enfants dépourvus d'actes de naissance -Identification des couples dépourvus d'actes de mariage -S'adresser à la Mairie pour l'établissement des AEC collectifs.	Etablissement des actes d'état civil collectif.
10	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	Difficulté de promouvoir l'économie sociale et de l'artisanat	Faible organisation des groupements des producteurs	Sensibilisation sur la mise en place des organisations (GIC, Associations, GIE)	Mettre en place un répertoire de PME et des groupes d'artisans
			Manque d'information		Promotion de l'artisanat par l'organisation d'un salon Communal de l'artisanat

N°	SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES/EFFETS	ACTIONS LOCALES	ACTIONS COMMUNALES.
11	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Difficulté d'accès aux différents quartiers.	-Manque d'un plan d'urbanisation.	Formulation d'une demande	-Urbanisation du quartier.
			Dégradation des chaussées et ouvrages de franchissement	Structuration des groupes des jeunes pour l'entretien des routes	Réaménagement de la voirie publique et réglementation de la circulation des gros camions et gros porteurs
			Mauvais états des routes.	-Mobilisation de la M.O locale -Mise sur pied d'un comité de gestion des routes	-Réhabilitation des routes et des canaux d'évacuation.
12	COMMUNICATION	Difficulté de communiquer	Insuffisance des moyens ; Evolution en marge de la civilisation	Création des cyber-cafés, des centres multi médias	Créer et diffuser des bulletins d'information sur les réalisations de la Commune
13	JEUNESSE	Inexistence d'un Centre de formation et de loisirs	- Chômage. - Absence d'organisation	Organisation des jeunes en associations et GIC	Création d'un Centre de formation et de loisirs.

N°	SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES/EFFETS	ACTIONS LOCALES	ACTIONS COMMUNALES.
14	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Difficulté de préserver l'environnement et de promouvoir l'assainissement adéquat	Prolifération des garages des moto-taxis		Aménager un espace pour recaser les garages des engins à deux roues
			Déversement des ordures ménagères	Sensibiliser la construction des latrines et des fosses sceptiques au sein des ménages	Mettre à disposition 06 bacs à ordure sur 03 marchés
15	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	Difficulté d'accès aux infrastructures sportives et de loisirs.	-Non aboutissement de la demande.	Formulation et suivis de la demande	-Création des infrastructures Sportives et de Loisirs.
			-Absence des aires des jeux et de loisirs	-Création des structures sportives et de loisirs	-Appui à la création des structures sportives et de loisirs

N°	SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES/EFFETS	ACTIONS LOCALES	ACTIONS COMMUNALES.
16	PROMOTION DE FEMME ET DE LA FAMILLE	Déficit d'encadrement des organisations des femmes	-Manque de structures d'encadrement des femmes.	-Organisation des populations en GIC et Association ; -Formulation d'une demande de Création des structures d'encadrement.	-Appui organisationnel et financier des organisations féminines
17	AFFAIRES FONCIERES	Statut incertain de certains quartiers de la commune	Installation anarchique des concessions	Sensibilisation sur les modes d'acquisition et de d'occupation des terrains	Sensibilisation sur les procédures d'obtention des titres fonciers (2012 contrats)
			Acquisition frauduleuses des terrains	Respect des procédures d'acquisition des terrains	Faire des demandes pour entrer en possession des domaines privés communaux
					Demande d'un terrain pour création d'une pépinière Communale Elaborer un registre foncier de la Commune (Bibliothèque, site Hôtel de ville Garoua 2 ^e) Réalisation d'un lotissement Communal

N°	SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES/EFFETS	ACTIONS LOCALES	ACTIONS COMMUNALES.
18	FORET ET FAUNE	La déforestation	-Coupe anarchique de bois ; -Non application des textes régissant la gestion forestière ;	-Participation aux campagnes de reboisement ; -Sensibilisation sur les biens faits des arbres ;	Création et opérationnalisation d'une pépinière communale ; -Création et aménagement des espaces verts ; -Suivi des plants mises en terre
19	INDUSTRIES, MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	Mauvaises conditions de travail dans les entreprises	-Non application de la législation de travail dans les entreprises ;		Sensibilisation des chefs d'entreprises sur l'amélioration des conditions de travail de leurs employés
20	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS	Difficulté d'accès aux résultats issus de la recherche	-Manque d'informations ; -Manque de volonté politique des autorités ; -Manque des moyens d'information	Se rapprocher des services compétents pour accéder aux résultats de la recherche	-Renforcement de partenariat avec les structures de recherche et de formation ; -Organisation des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des nouvelles techniques

N°	SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES/EFFETS	ACTIONS LOCALES	ACTIONS COMMUNALES.
21	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Difficulté d'accès aux enseignements secondaires	Insuffisance des infrastructures secondaires ; -Insuffisance des enseignants	Faire des requêtes auprès des autorités afin d'obtenir un site.	-Création d'un établissement d'enseignement secondaire ; -Doter des établissements en tables bancs et en enseignants
22	TOURISME	Difficulté de promouvoir l'activité touristique	-Faible investissement dans le secteur du tourisme ; -Non appropriation de l'activité touristique par les populations ; -Dégradation des potentialités touristiques.	-Investir dans le domaine du tourisme	-Viabiliser un espace touristique le long de la Bénoué ; -Assurer la sécurité des touristes ; -Créer des clubs touristes dans les établissements scolaires
23	TRANSPORT	Mauvaises conditions de transports des personnes et des biens	-Méconnaissance des règles de la route ; -Non application des textes réglementant le transport ; -Accroissement des accidents de la route ;	-Acquisition des permis de conduire dans les règles ; -Respect du code de la route ;	-Amélioration de la délivrance des permis de conduire ; -Application des textes de gestion des terminaux des agences de voyage ; -Port des gilets de sauvetage par les piroguiers
24	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Difficulté d'accès des jeunes Bacheliers aux études supérieures	-Manque des moyens financiers ;	-Soutien des jeunes bacheliers par les élites et/ou le comité de développement	- Soutien des jeunes bacheliers pour poursuivre les études supérieures ;

N°	SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES/EFFETS	ACTIONS LOCALES	ACTIONS COMMUNALES.
25	POSTE ET TELECOMMUNICATION	Difficulté d'accès aux nouvelles techniques d'information et de communication	-Manque des moyens financiers ; -Ignorance ; -Sous-développement	-Renforcement des capacités relatives aux TIC ; -Investir dans les TIC	-Création de 02 télé-centres dans les quartiers périurbains ; -Création d'une radio communautaire
26	AFFAIRES SOCIALES	Non assistance aux personnes vulnérables	-Manque de volonté publique -Malnutrition -Déperdition scolaire.	- Identification et organisation.	-Appui aux personnes vulnérables.
27	TRAVAUX PUBLICS				
28	ELEVAGE PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES.	Déficit d'encadrement des éleveurs.	-Insuffisance des structures d'encadrement des éleveurs	Organisation et demande d'appui aux éleveurs	-Appui aux éleveurs

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

Fiches de projets du PIA (1 page par projet) ;

P.V. et liste des participants a l'atelier de validation du PCD

L'Arrêté préfectoral portant exécutoire le PCD

(Annexes à part)

Document A : Atlas des cartes (cartes thématiques de référence, Planification spatiale des infrastructures prioritaires à construire en format A 3 si possible)

Document contenant les fiches des données géo-référencées

Document B : Rapport consolidé du Diagnostic participatif

Document C : Liste noms et adresses des représentants des CC des villages de la Commune (Président et Secrétaire), synthèse des besoins et plans d'action des villages de la Commune

